



PANORAMA ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DES ENTREPRISES RÉUNIONNAISES

PÉRIODE SOUS REVUE :
2014 – 2018

TERRITOIRES DE COMPARAISON :

- BRETAGNE
- PROVINCE (FRANCE HORS ÎLE DE FRANCE)

FÉVRIER 2020

GILLES LESELLIER – DIRECTEUR
JEAN-MICHEL DEVOS – RÉFÉRENT ACSEL

IEDOM
Agence de La Réunion
4 rue de la compagnie, 97400 SAINT-DENIS

Reproduction totale ou partielle autorisée sous réserve de l'identification de la source

REMARQUES MÉTHODOLOGIQUES

Le présent rapport constitue un support de la prestation réalisée par la Banque de France pour le compte de son client.

La Banque de France s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour élaborer la prestation. Cependant, sa responsabilité ne saurait être engagée en raison de son activité de mise à disposition de données ou de capacité de traitement et d'analyse.

Elle décline, par ailleurs, toute responsabilité quant aux éventuels préjudices directs ou indirects qui pourraient résulter de l'usage par le client ou des tiers du présent document.

En cas de contestation, seul l'exemplaire original de ce document conservé par la Banque de France fait foi.

Traitement de la population d'entreprises pour l'analyse financière

Les ratios présentés reposent sur les données comptables (bilans) des entreprises du périmètre de l'étude. Cette population d'entreprises fait l'objet d'un traitement méthodologique conforme aux normes définies par la direction des Entreprises de la Banque de France. Ce traitement est réalisé selon l'une des deux méthodes décrites ci-après, en fonction des problématiques posées par la demande de l'organisme client.

Traitement des échantillons d'entreprises

Les échantillons d'entreprises sont élaborés selon les conditions exposées ci-dessous, à partir des données contenues dans les bases gérées par la Banque de France :

Échantillon cylindré (ou constant) 2 ans par 2 ans.

Le cylindrage est une méthode de constitution d'un échantillon qui permet de rendre cet échantillon constant sur la période étudiée.

Cylindrer un échantillon consiste à retirer les entreprises qui ne sont pas présentes sur toutes les périodes étudiées. L'opération de cylindrage sur deux ans constitue des « segments » constants de deux ans. Le « cylindrage » d'un échantillon consiste donc à étudier des sous-ensembles de l'échantillon initial comprenant chacun des entreprises qui sont présentes à la fois sur l'année 1 et l'année 2, puis sur l'année 2 et l'année 3, puis sur l'année 3 et l'année 4, etc.

Cette méthode analyse les comportements des entreprises d'un territoire ou d'une filière et permet des comparaisons interannuelles de variables économiques (valeur ajoutée, investissements, etc.) mais elle ne permet pas de prendre en compte la totalité de la structure du tissu économique.

[1] Après des contrôles qualitatifs portés sur cette population.

[2] Outre ces motifs liés à l'évolution propre du tissu économique, il existe un motif « technique » d'entrée/sortie d'une entreprise du périmètre d'échantillon lié à la disponibilité des documents comptables.

Mode de restitution des ratios d'analyse financière

Les ratios présentés sont calculés selon la méthode des ratios moyens. Cette méthode consiste, pour chaque ratio, à calculer d'abord le cumul des numérateurs et des dénominateurs des entreprises de l'échantillon. Le ratio présenté est le quotient des deux cumuls, en pourcentage.

Méthodologie de calcul

Périmètre :

Notre échantillon ne comprend pas les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 750 k€. Notre échantillon ne pourra donc être exhaustif.

PRÉCISIONS MÉTHODOLOGIQUES ET PÉRIMÈTRES DE L'ÉTUDE

- ❖ Périmètre cible (« La Réunion ») : Cette étude est menée sur les entreprises dont le siège social est localisé dans une des communes de La Réunion
- ❖ Les établissements secondaires de sociétés dont le siège social est situé hors de ce territoire ne sont donc pas repris
- ❖ Le périmètre de comparaison (« Bretagne ») est composé de l'ensemble des entreprises dont le siège social est localisé en Bretagne, région regroupant les départements de Côtes-d'Armor, du Finistère, de l'Ille-et-Vilaine et du Morbihan
- ❖ Le périmètre de référence (« PROVINCE ») est composé de l'ensemble des entreprises dont le siège social est localisé en France hors Île-de-France
- ❖ Le périmètre complémentaire de comparaison (« Autres DOM ») est composé de l'ensemble des entreprises dont le siège social est localisé en Guadeloupe, Martinique, Guyane ou Mayotte
- ❖ L'étude présente des ratios moyens basés sur des échantillons glissants sur cinq ans pouvant se traduire par des variations d'échantillon d'une année sur l'autre

PRÉCISIONS MÉTHODOLOGIQUES ET PÉRIMÈTRES DE L'ÉTUDE

- ❖ *Le volet « PANORAMA » porte sur toutes les sociétés des secteurs marchands enregistrées au RCS quel que soit leur niveau de chiffre d'affaires ou d'effectifs, à l'exception toutefois des SCI, exclues sur l'ensemble de l'étude (catégories juridiques exclues : sociétés civiles immobilières, sociétés civiles immobilières de construction-vente, société civile d'attribution, société civile coopérative de construction, société civile immobilière d'accession progressive à la propriété)*
- ❖ *Dans les deux volets d'analyse financière (« Dynamisme et potentiel du territoire » et « diagnostic financier »), les échantillons écartent les exploitants agricoles, les commerçants et artisans (entreprises individuelles), les auto entrepreneurs, les banques, les collectivités territoriales et les services publics*
- ❖ *Les données financières présentées dans le « DYNAMISME et POTENTIEL du TERRITOIRE » et « DIAGNOSTIC FINANCIER » portent exclusivement sur les entreprises avec bilan transmis à la Banque de France, dont le chiffre d'affaires est supérieur à 750 k€*
- ❖ *Les périodes d'étude sont :*
 - *2014-2019 pour le panorama*
 - *2014-2018 pour le volet financier*

Sommaire

1. Panorama des entreprises du territoire
Toutes entreprises, quelle que soit la taille de chiffre d'affaires
2. Dynamisme et potentiel du territoire
Entreprises avec chiffre d'affaires > 750 k€ en 2018
3. Diagnostic financier
Entreprises avec chiffre d'affaires > 750 k€ en 2018

Sommaire

1. Panorama des entreprises du territoire

Toutes entreprises, quelle que soit la taille de chiffre d'affaires

2. Dynamisme et potentiel du territoire

Entreprises avec chiffre d'affaires > 750 k€ en 2018

3. Diagnostic financier

Entreprises avec chiffre d'affaires > 750 k€ en 2018

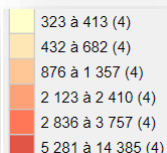
- ❖ *Cette étude porte sur les entreprises dont le siège social est localisé à La Réunion*
- ❖ *Les établissements secondaires de sociétés dont le siège social est situé hors de ce territoire ne sont donc pas repris*

PÉRIMÈTRES DE L'ÉTUDE

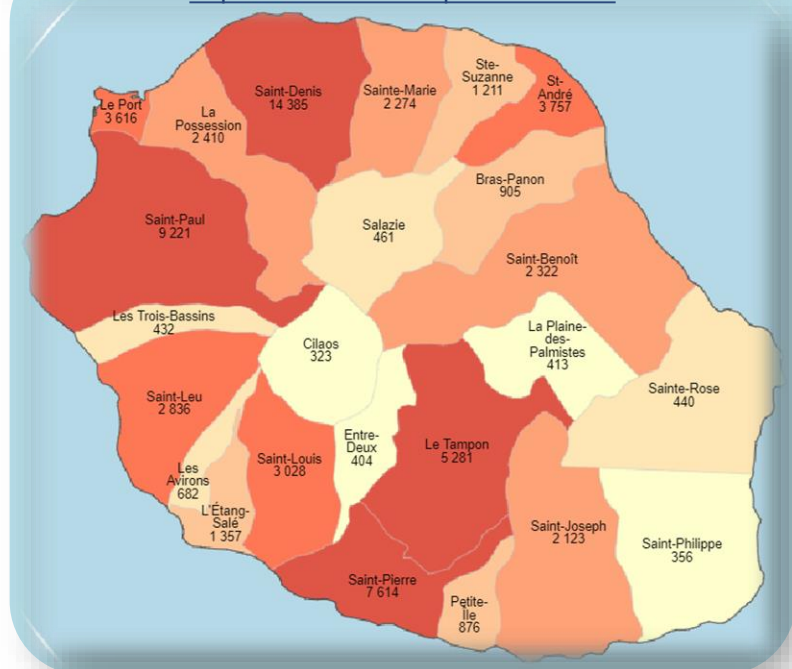
PANORAMA DU TERRITOIRE

Toutes entreprises, quelle que soit la taille du chiffre d'affaires

	2014	2017	2019	Évolution 2014-2019
La Réunion	24 299	28 252	29 443	+ 21%
Bretagne	70 962	80 597	87 489	+ 23%
Province (France hors Île-de-France)	1 260 098	1 439 196	1 549 004	+ 23%



Répartition des entreprises en 2019



Densité population / entreprises en 2017 :

La Réunion : 853 659 habitants (*),
soit 33 entreprises pour 1000 habitants

Bretagne : 3 318 904 habitants (*),
soit 24 entreprises pour 1000 habitants

(*) source Insee, recensement de la population

Analysé sur la période 2014-2019, le panorama porte sur l'ensemble des entreprises du secteur marchand inscrites au registre du commerce et des sociétés, quelle que soit leur taille de chiffre d'affaires. Les sociétés civiles immobilières sont exclues du périmètre de ce panorama

96% DES ENTREPRISES RÉUNIONNAISES ONT MOINS DE 10 SALARIÉS

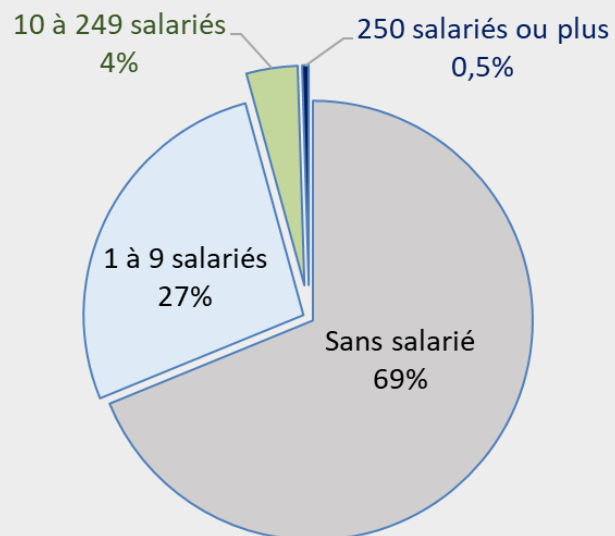
Données Insee 2017 :

En 2017, les secteurs marchands, non agricoles et non financiers de La Réunion regroupent :

- environ 45 000 entreprises (établissements secondaires inclus) dont 31 000 entreprises sans salarié
- 25,3 Mds€ de chiffre d'affaires
- 7,4 Mds€ de valeur ajoutée
- Environ 94 600 salariés

Source : Insee, Ésane

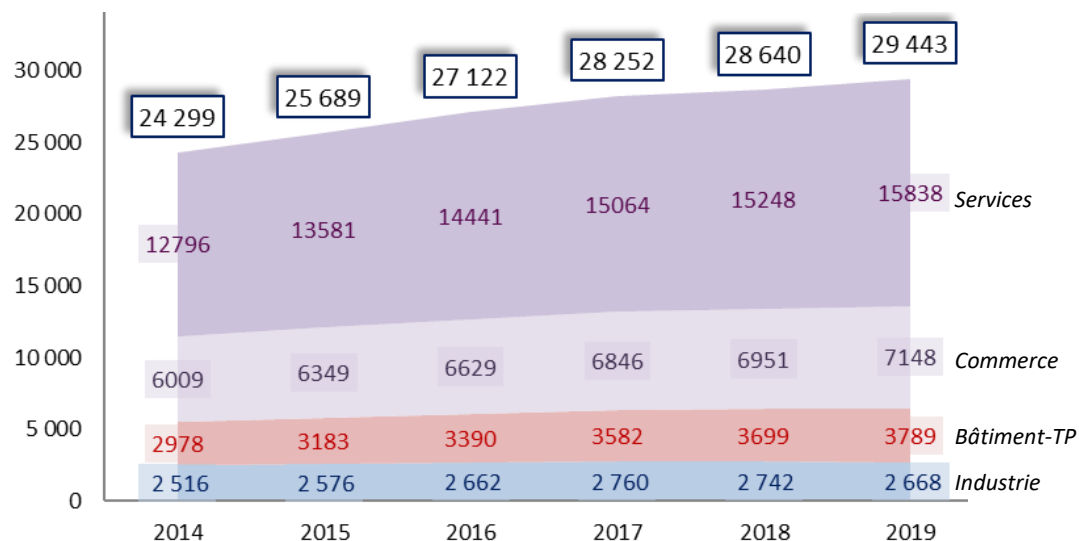
Répartition du tissu d'entreprises par taille en effectifs en 2017 (établissements secondaires inclus) - Source : Insee, Esane



CROISSANCE RAPIDE DU NOMBRE D'ENTREPRISES DANS LE BÂTIMENT-TP

Évolution du nombre d'entreprises

Quelle que soit la taille de chiffre d'affaires
(entreprises recensées auprès des tribunaux de commerce)



Environ 45 000 entreprises
(établissements secondaires et SCI inclus)
ont leur siège social à La Réunion (données Insee 2017)

Évolution 2014 - 2019

	La Réunion	Région Bretagne	Province
Ensemble	+ 21 %	+ 23 %	+ 23 %
Services	+ 24 %	+ 32 %	+ 32 %
Commerce	+ 19 %	+ 12 %	+ 14 %
Bâtiment-TP	+ 27 %	+ 18 %	+ 16 %
Industrie	+ 6 %	+ 16 %	+ 12 %

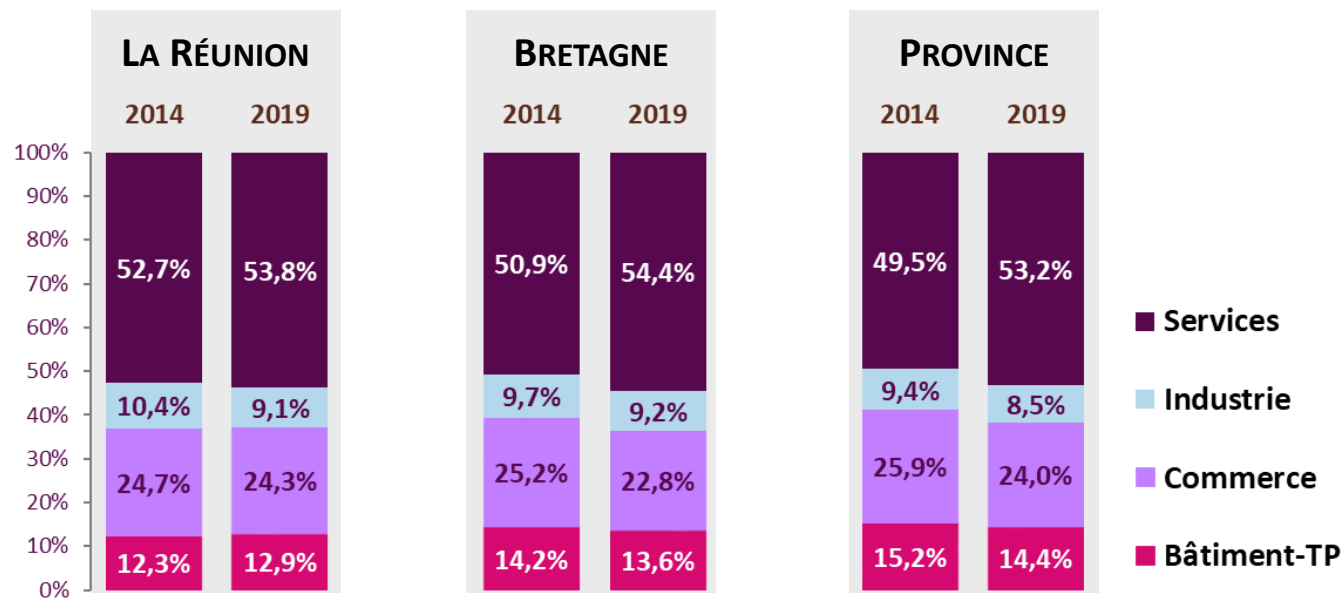
Sur la période 2014-2019, dans le bâtiment-TP (+27%) et dans le commerce (+19%), le tissu d'entreprises réunionnais s'est étoffé plus rapidement que la moyenne de la métropole

La dynamique est moins soutenue mais néanmoins correcte dans les services (+24%)

En regard de la moyenne des périmètres de comparaison, l'évolution du nombre d'entreprises industrielles marque le pas (+6%), régressant même depuis deux ans

UNE RÉPARTITION DES ACTIVITÉS STABLE SUR LA PÉRIODE

Ventilation des entreprises par branche
(toutes entreprises quelle que soit la taille de chiffre d'affaires)



Répartition des entreprises par branche

En 2019, la répartition des activités exercées sur l'île de La Réunion est assez comparable à celle des territoires de comparaison.

Les trajectoires sont toutefois différentes sur la période : le tissu réunionnais reste relativement homogène entre 2014 et 2019 alors que celui de la Province affiche une augmentation plus significative de la part d'entreprises de services parallèlement à un recul de la part d'entreprises de négoce

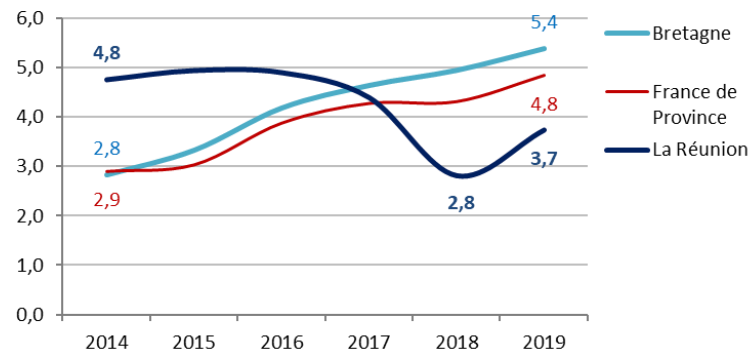
LE TAUX DE RENOUVELLEMENT EST COMPARATIVEMENT FAIBLE DEPUIS DEUX ANS

Dynamique jusqu'en 2017, le taux de renouvellement a connu une baisse significative, notamment en 2018

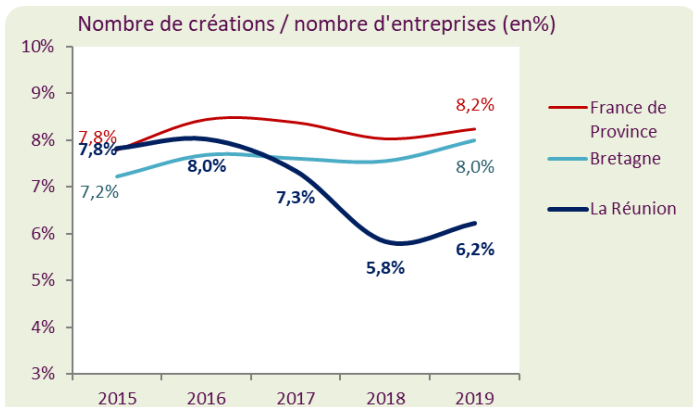
Il marque un redressement en 2019

- ➔ Une baisse de la part de créations, qui décroche de la moyenne nationale depuis 3 ans
- ➔ Une augmentation, certes faible, de la part de défaillances alors qu'elle était favorable jusqu'en 2017

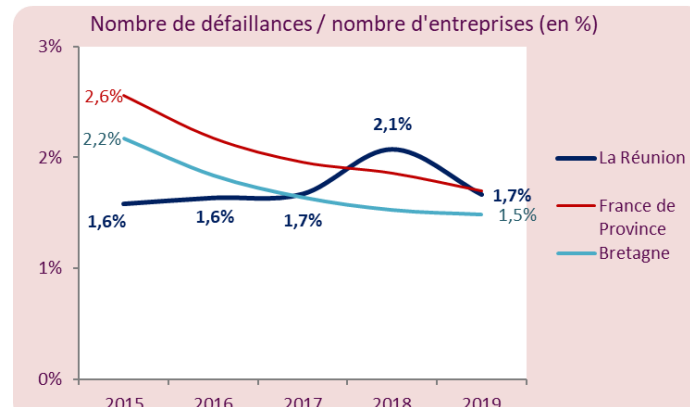
Taux de renouvellement
(nombre de créations / nombre de défaillances)



CRÉATIONS



DÉFAILLANCES

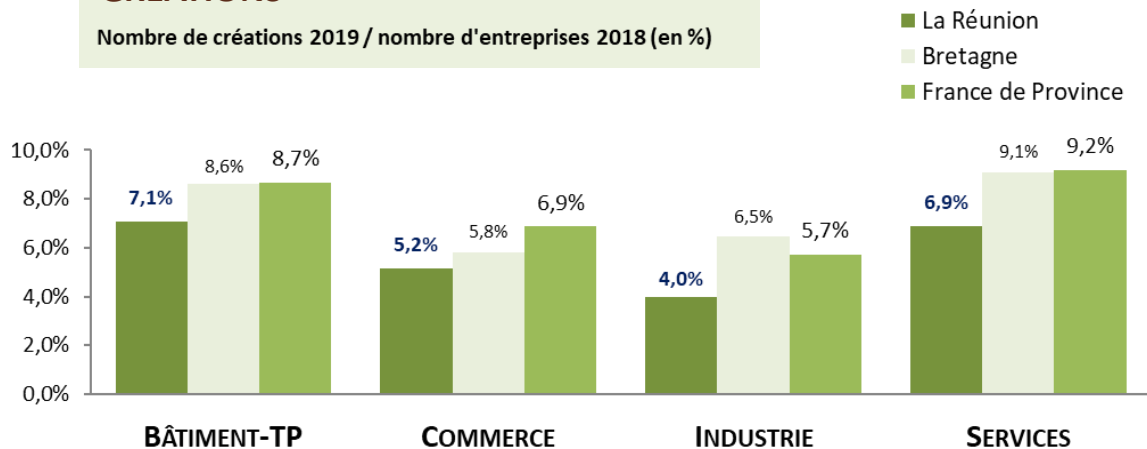


Une entreprise est considérée comme défaillante lorsque survient l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire lorsque celle-ci n'est pas précédée d'un redressement

UNE DYNAMIQUE D'ENSEMBLE À RETROUVER ?

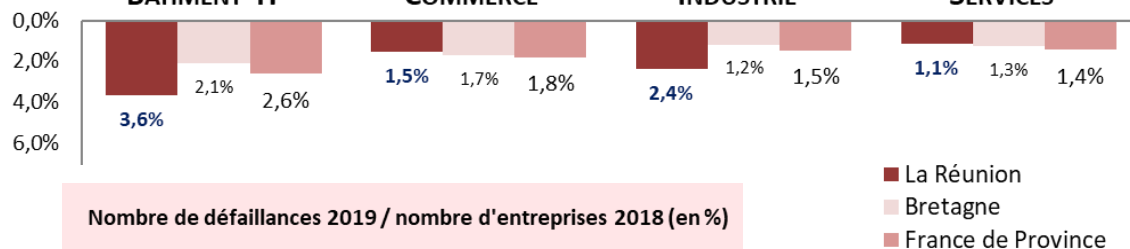
CRÉATIONS

Nombre de créations 2019 / nombre d'entreprises 2018 (en %)



Nombre de défaillances 2019 / nombre d'entreprises 2018 (en %)

DÉFAILLANCES



Créations et défaillances par branche en 2019

En 2019, un niveau de créations en retrait des moyennes nationale et de Bretagne

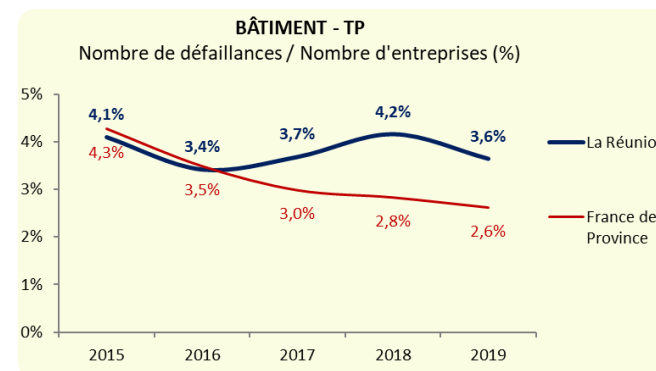
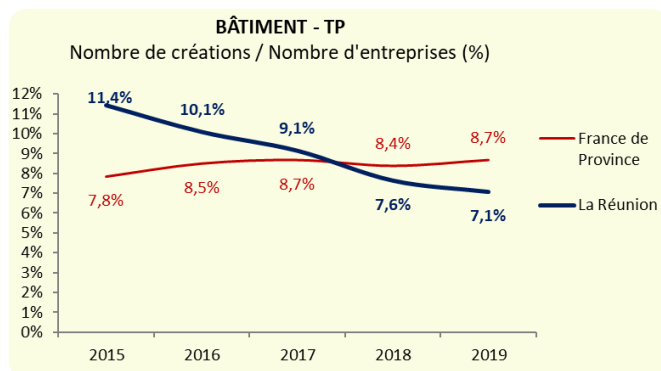
Le Bâtiment-TP est marqué par un niveau de défaillances supérieur à la moyenne nationale depuis 3 ans

CRÉATIONS ET DÉFAILLANCES : FOCUS SUR LE BÂTIMENT-TP ET SUR L'INDUSTRIE

- Bâtiment-TP
- Industrie

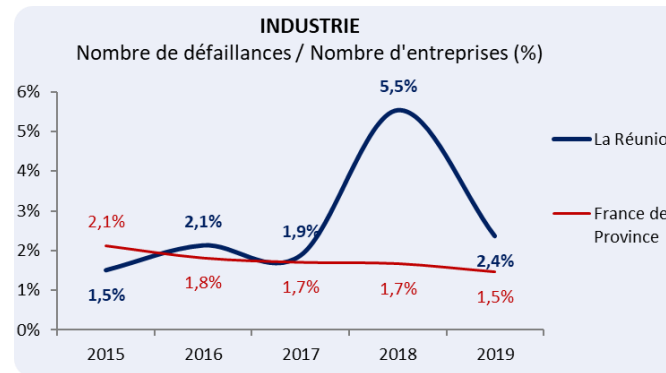
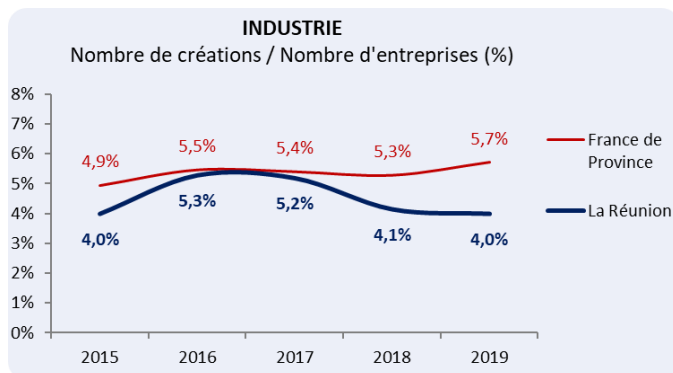
Bâtiment-TP

Sur la période, le nombre d'entreprises créées dans le Bâtiment-TP est important (près de 1 800) mais côtoie un niveau élevé de défaillances (plus de 740 liquidations judiciaires cumulées entre 2014 et 2019)

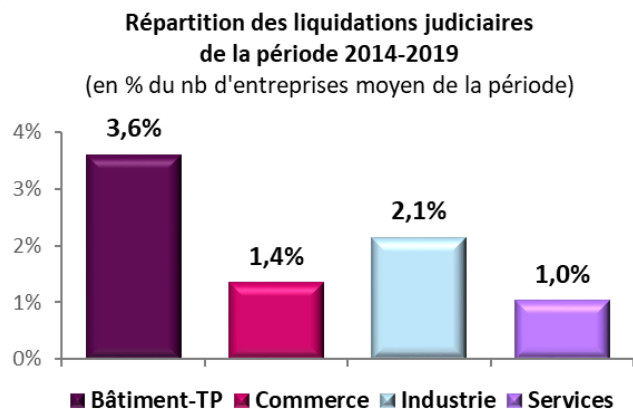


Industrie

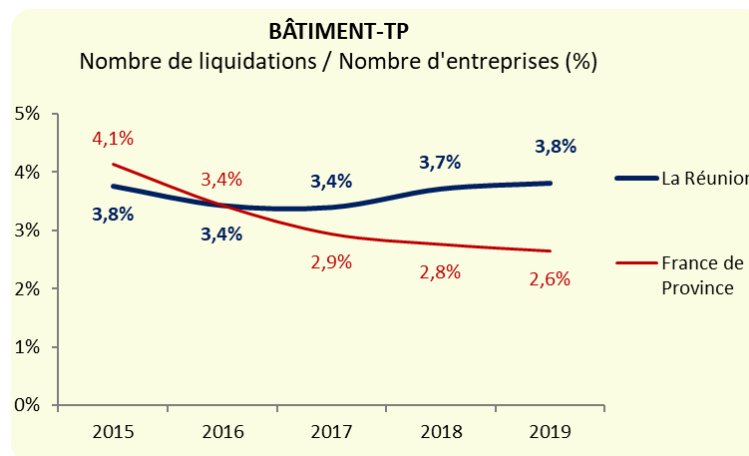
Dans l'industrie, le nombre de créations est comparativement faible (environ 720 créations cumulées sur la période) Le nombre de défaillances est en forte augmentation en fin de période, du fait notamment la liquidation d'un groupe comptant une centaine d'entités juridiques (151 liquidations judiciaires constatées en 2018 sur un total de la période de 342)



SUR LA PÉRIODE, LES ENTREPRISES DE BÂTIMENT-TP ONT ÉTÉ LES PLUS AFFECTÉES PAR LES LIQUIDATIONS JUDICIAIRES



En moyenne sur la période, les liquidations judiciaires ont affecté majoritairement les entreprises de Bâtiment-TP, (3,6% des entreprises recensées, soit 743 liquidations cumulées sur la période)

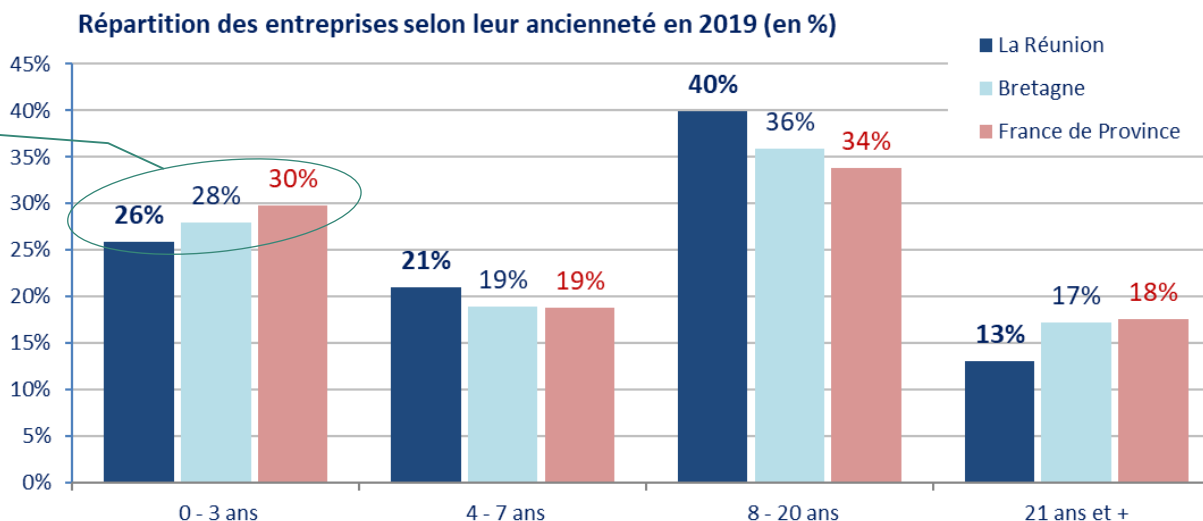


Dans le bâtiment-TP, la part de liquidations s'accroît sur la fin de période et suit une tendance inverse de la moyenne métropolitaine

LA RÉPARTITION DES ENTREPRISES SELON LEUR ANCIENNETÉ EN 2019 TRADUIT LA FAIBLESSE DU TAUX DE CRÉATIONS DEPUIS DEUX ANS

La part de jeunes entreprises est comparativement faible

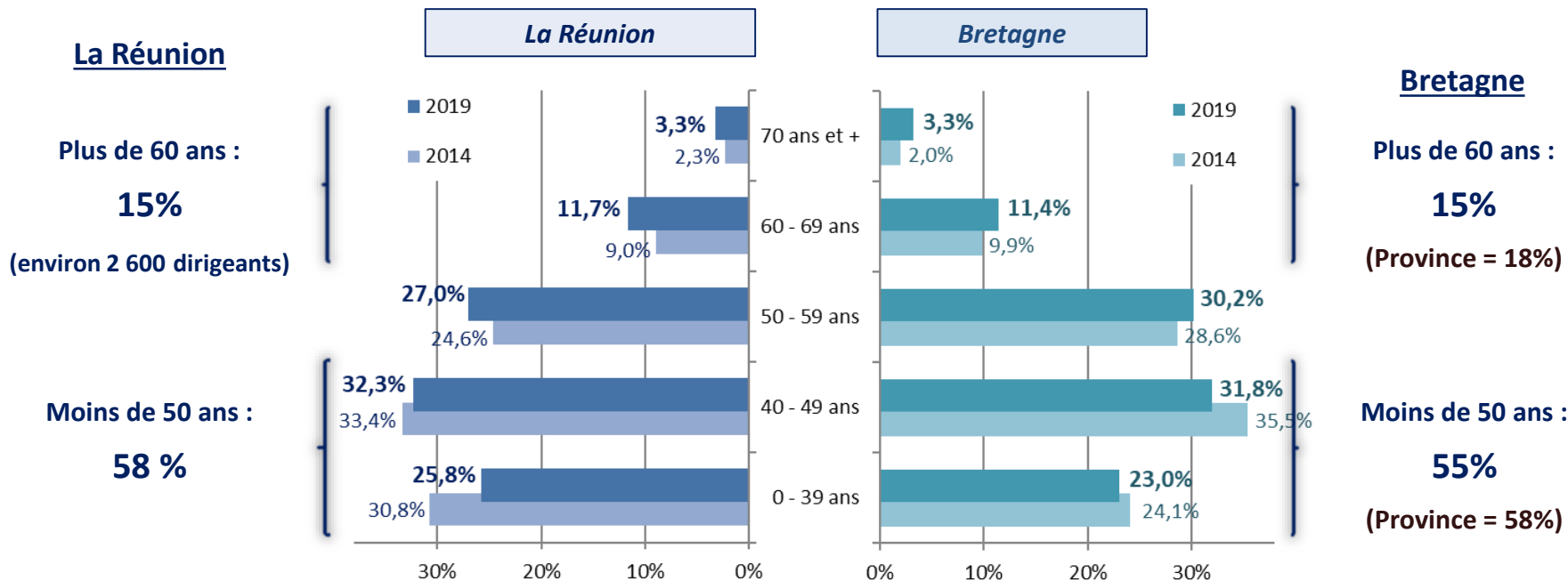
Entreprises de moins de 4 ans d'ancienneté (créées depuis 2016)



La part plus importante d'entreprises de 4 à 20 ans souligne le dynamisme observé précédemment et jusqu'en 2017

Mais la moindre part d'entreprises de moins de 4 ans d'existence est la conséquence du ralentissement des créations depuis 3 ans

ÂGE DES DIRIGEANTS : COMPARABLE À LA MOYENNE NATIONALE MAIS PLUS JEUNE QU'EN BRETAGNE



Répartition des dirigeants selon leur âge en 2019

Sur la période, la pyramide des âges laisse apparaître un vieillissement apparent de la population sur tous les territoires

Sommaire

1. Panorama des entreprises du territoire

Toutes entreprises, quelle que soit la taille de chiffre d'affaires

2. Dynamisme et potentiel du territoire

Entreprises avec chiffre d'affaires > 750 k€ en 2018

3. Diagnostic financier

Entreprises avec chiffre d'affaires > 750 k€ en 2018

DYNAMISME ET POTENTIEL DU TERRITOIRE

2 075
Entreprises
significatives
(CA > 750 k€)
ayant leur siège
social à La
Réunion

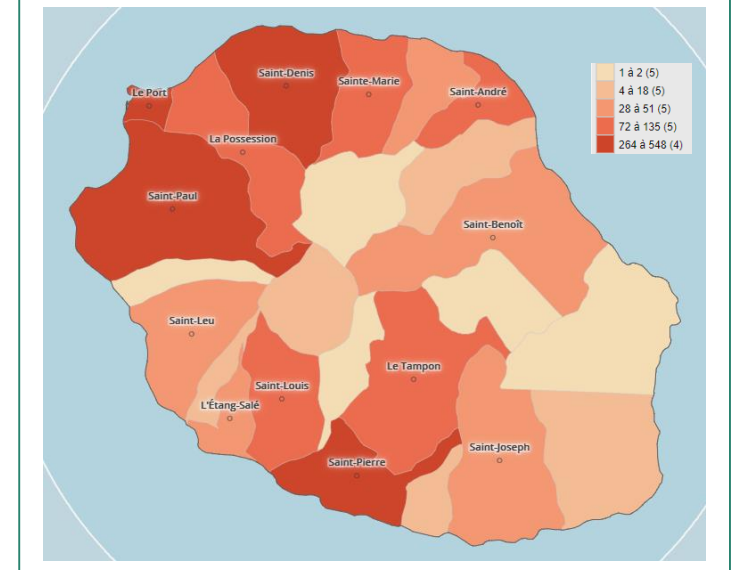
- ❖ Cette étude porte sur les entreprises dont le siège social est localisé dans une des communes de La Réunion et ne prend pas en compte les établissements secondaires de sociétés dont le siège social est situé hors de ce territoire
- ❖ L'analyse financière impose de restreindre le périmètre en raison de l'impact de certaines grandes entreprises pouvant nuire à la bonne lecture et interprétation des ratios et indicateurs. Deux grandes entreprises sucrières (industrie) sont donc exclues des principaux ratios et indicateurs de l'analyse financière principale. Elles sont néanmoins reprises ponctuellement et leur présence ponctuelle fait alors l'objet de l'indication expresse « La Réunion avec sucre »
- ❖ Périmètre de comparaison : Le périmètre « Bretagne » est composé de l'ensemble des entreprises dont le siège social est localisé en région Bretagne
- ❖ Le périmètre de référence (« PROVINCE ») est composé des entreprises dont le siège social est localisé en France hors Île-de-France
- ❖ Le périmètre complémentaire de comparaison (« Autres DOM ») est composé des entreprises dont le siège social est localisé en Guadeloupe, Martinique, Guyane ou Mayotte
- ❖ Les données financières présentées dans le « DYNAMISME et POTENTIEL du TERRITOIRE » et « DIAGNOSTIC FINANCIER » portent exclusivement sur les entreprises avec bilan (2014 à 2018) transmis à la Banque de France, dont le chiffre d'affaires est supérieur à 750 k€

REPRÉSENTATIVITÉ

PÉRIMÈTRE D'ANALYSE FINANCIÈRE

Périmètre du volet financier	La Réunion	La Réunion Avec sucre	Bretagne	PROVINCE (hors Île-de-France)
Entreprises avec chiffre d'affaires > 750 k€ en 2018 = entreprises significatives ayant leur siège dans le périmètre	2 075	2 077	12 649	206 638
Chiffre d'affaires 2018	15,7 Mds €	15,9 Mds €	111,6 Mds €	1 686,6 Mds €
Valeur ajoutée 2018	4,0 Mds €	4,0 Mds €	23,8 Mds €	406,8 Mds €
Effectifs salariés	53 858	54 341	385 175	6 026 963

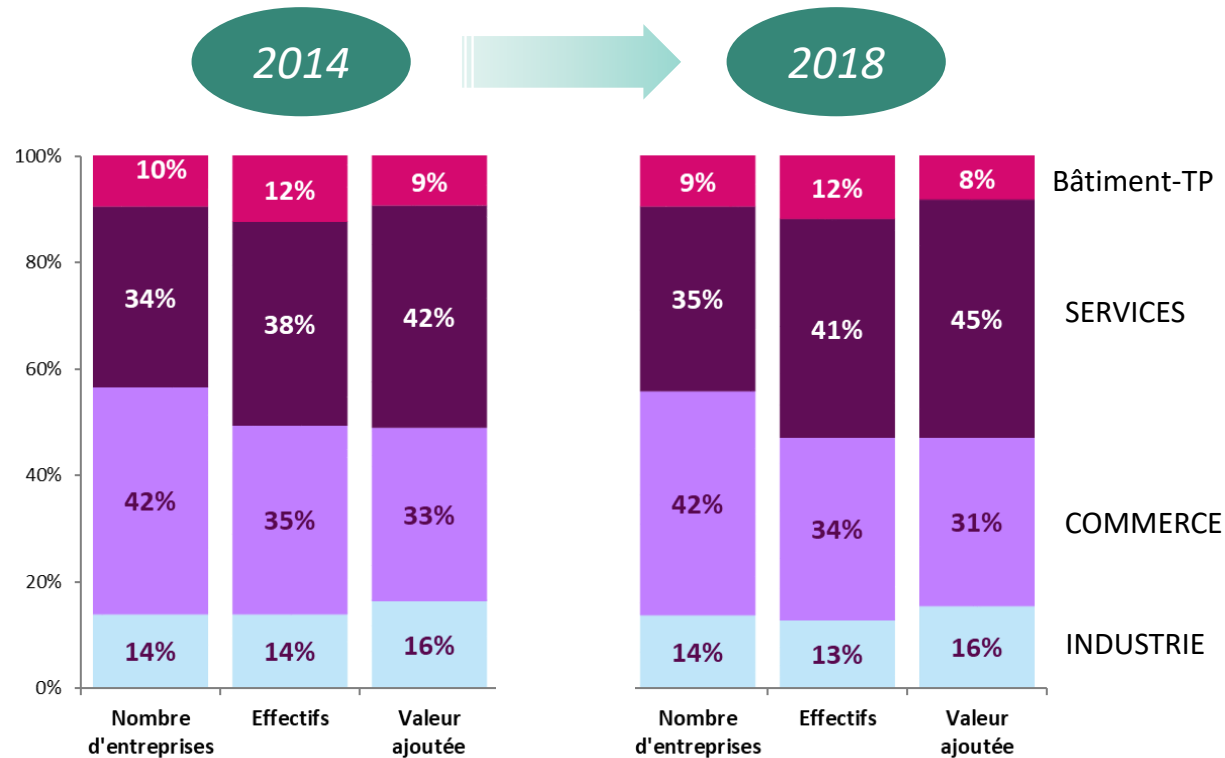
	Nombre d'entreprises	Effectifs ACSEL
Bâtiment-TP	196	6 324
Commerce	872	18 335
Industrie	287	6 957
Services	720	22 242
Ensemble	2 075	53 858

Répartition des entreprises en 2018
(périmètre d'analyse financière)

RÉPARTITION PAR BRANCHE DES ENTREPRISES, DES EFFECTIFS ET DE LA VALEUR AJOUTÉE

La Réunion

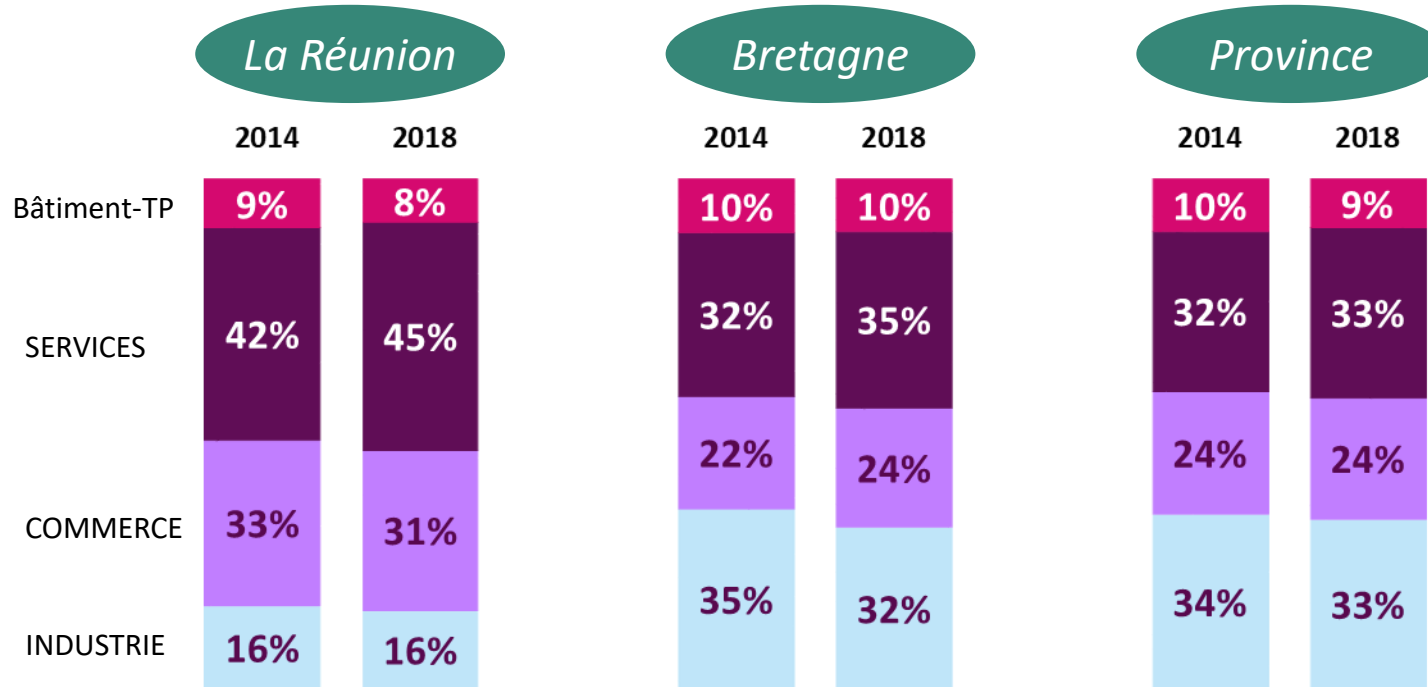
Répartition des entreprises, des effectifs et de la valeur ajoutée des entreprises significatives (CA > 750 k€)



La structure d'activités sur l'île de La Réunion a peu évolué sur la période

RÉPARTITION DE LA VALEUR AJOUTÉE PAR BRANCHE

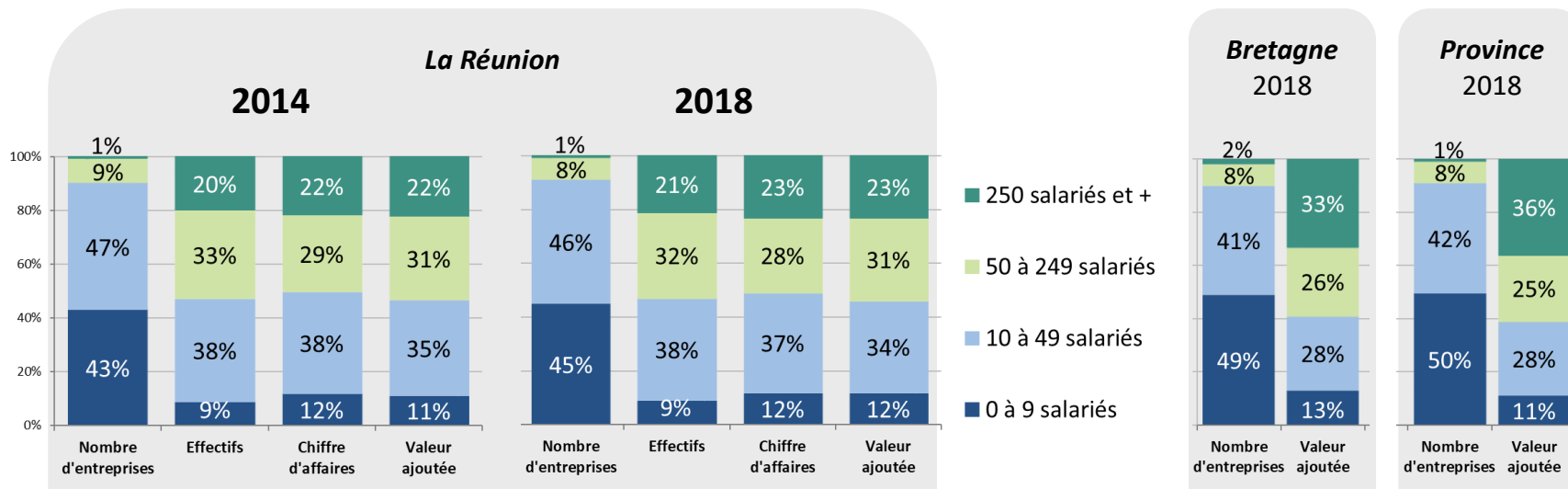
Répartition de la valeur ajoutée des entreprises significatives (CA > 750 k€)



La Réunion se distingue par une forte contribution des activités de services et du commerce à la production de valeur ajoutée du territoire

UN TISSU COMPOSÉ PRINCIPALEMENT DE PME

Répartition des entreprises, des effectifs, du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée des entreprises significatives (CA > 750 k€)



Les PME portent la majorité de l'activité réunionnaise :

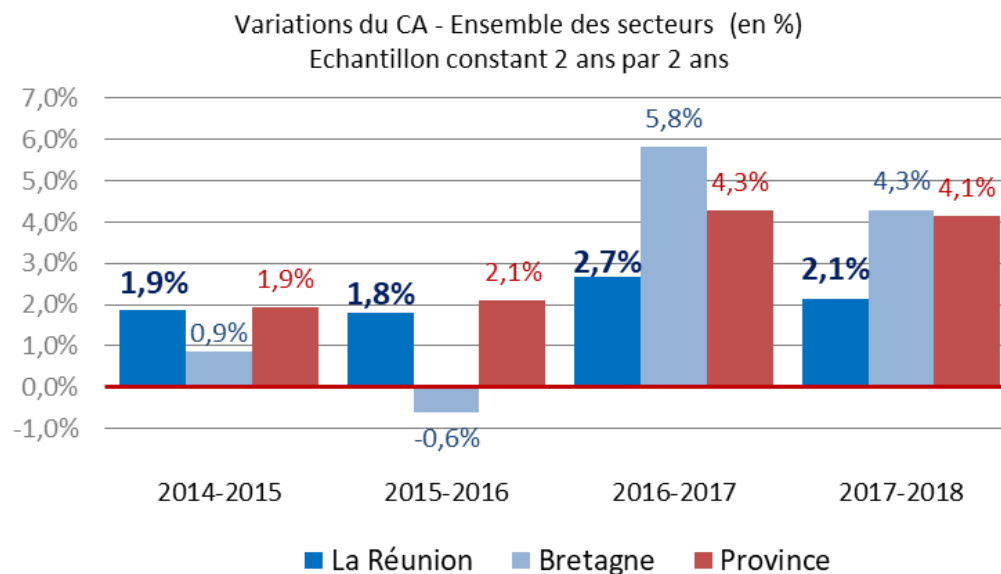
65% de la richesse est créée par des entreprises de 10 à 249 salariés contre 53% en métropole

La part d'entreprises de plus de 250 salariés est comparativement faible.

Ces grandes entreprises produisent 23% de l'activité et de la valeur ajoutée contre 33% en Bretagne et 36% en Province

Une situation qui a peu évolué sur la période

UNE CROISSANCE DES CHIFFRES D'AFFAIRES MODÉRÉE, MAIS RÉGULIÈRE



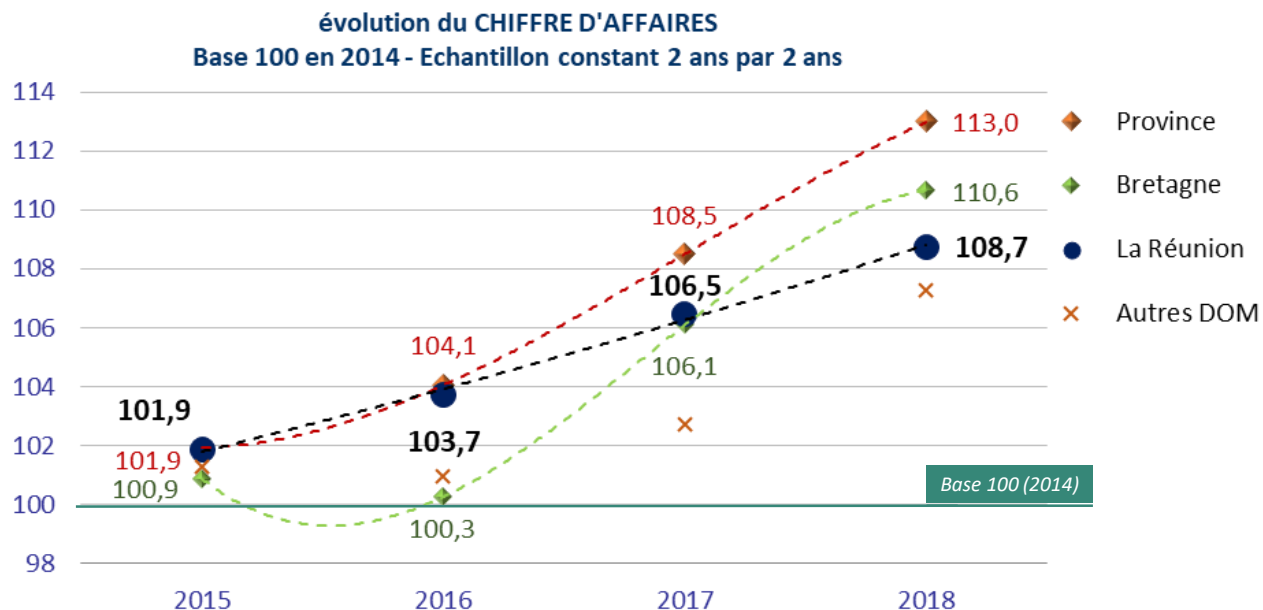
Sur la période, les entreprises réunionnaises ont enregistré une augmentation régulière de leurs chiffre d'affaires

En 2017 et 2018, elles n'ont pas pleinement profité de la croissance observée sur l'ensemble de la métropole

TENDANCE DE MOYENNE PÉRIODE : UNE CROISSANCE QUI ACCÉLÈRE DEPUIS 2 ANS EN MÉTROPOLE ET EN BRETAGNE, PLUS RÉGULIÈRE À LA RÉUNION

2014-2018

La progression des chiffres d'affaires a été globalement plus régulière mais moins soutenue à La Réunion



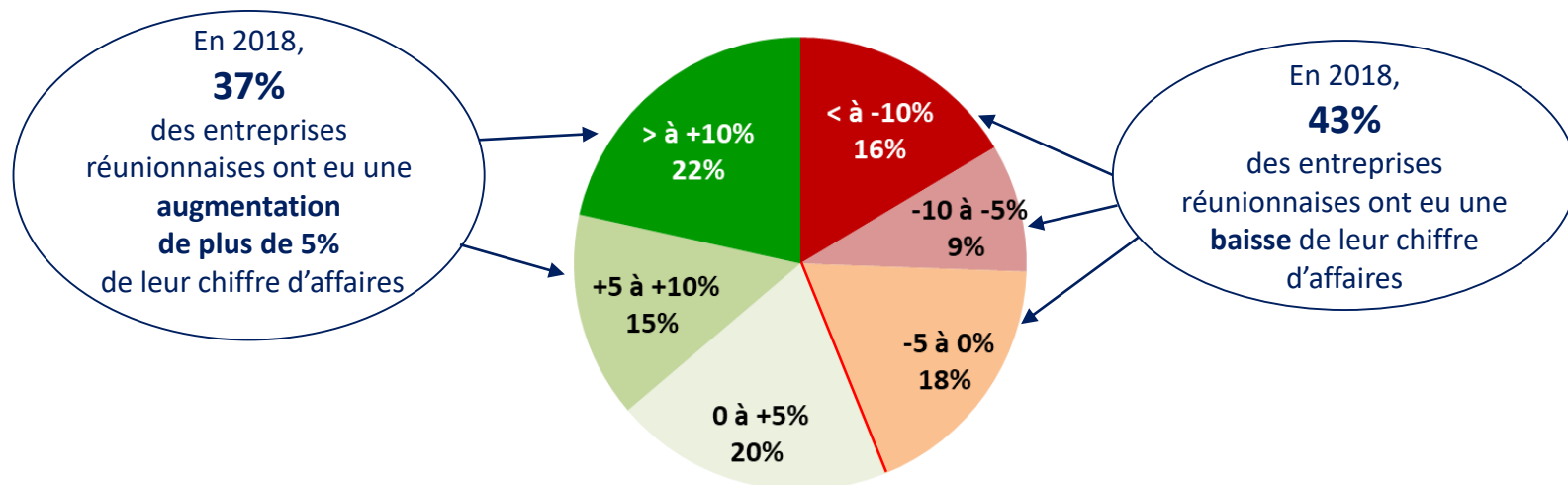
2014-2018

La progression cumulée a été globalement moins soutenue à La Réunion

LA CROISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EST PORTÉE PAR PLUS DE LA MOITIÉ DES ENTREPRISES

En 2018, 47% des entreprises ont enregistré une augmentation de leur chiffre d'affaires supérieure à la moyenne (+2,1%, toutes activités confondues)

Répartition des entreprises selon leur taux de variation du chiffre d'affaires en 2018



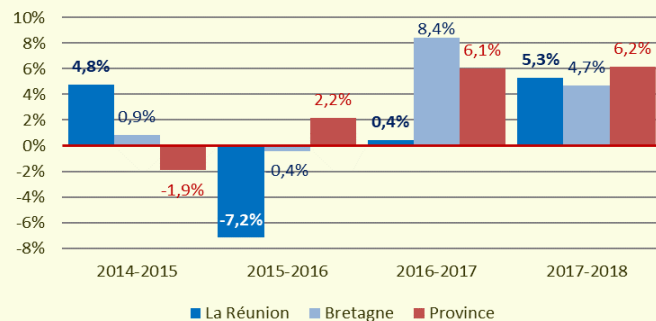
L'ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES EST COMPARATIVEMENT FAIBLE DANS TOUTES LES BRANCHES

Évolution du chiffre d'affaires par branche

Échantillon constant 2 ans par 2 ans

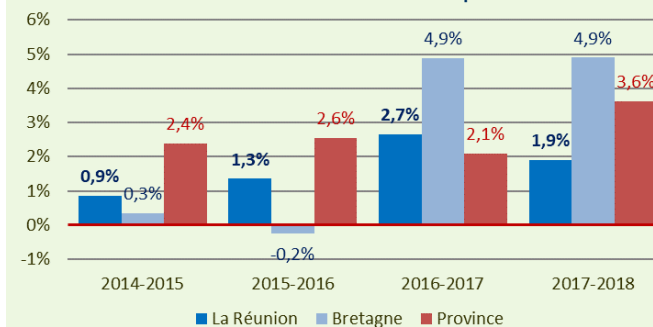
BÂTIMENT-TP

Variations du chiffre d'affaires dans le Bâtiment-TP (en %)
Échantillon constant 2 ans par 2 ans



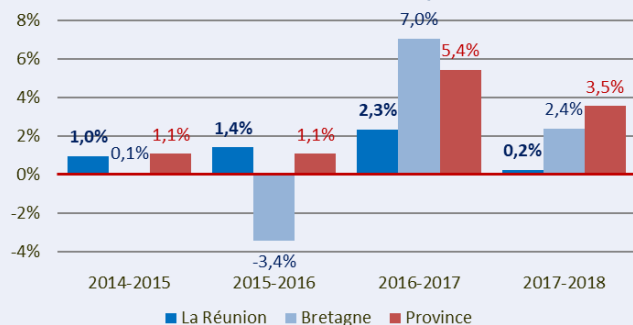
COMMERCE

Variations du chiffre d'affaires dans le Commerce (en %)
Échantillon constant 2 ans par 2 ans



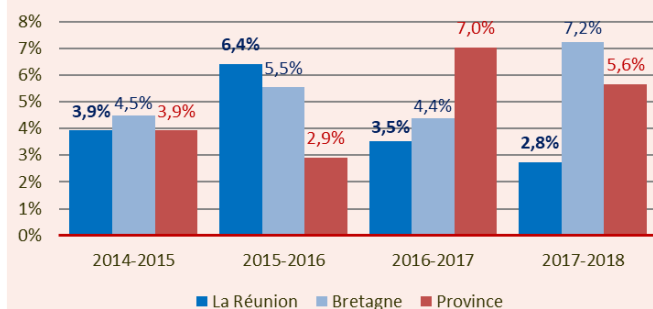
INDUSTRIE

Variations du chiffre d'affaires dans l'Industrie (en %)
Échantillon constant 2 ans par 2 ans



SERVICES

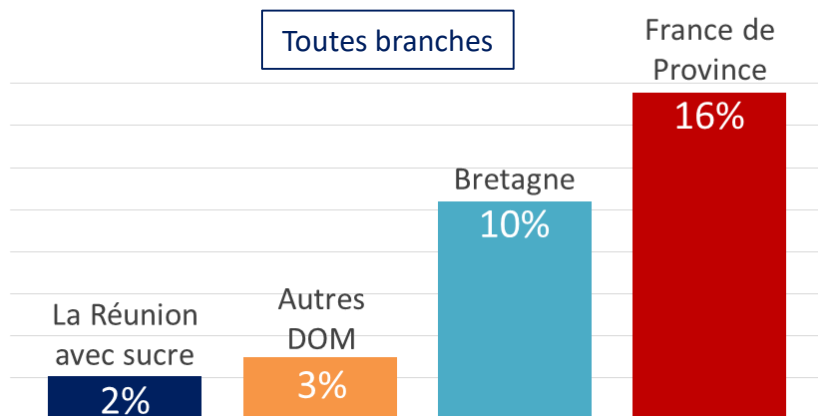
Variations du chiffre d'affaires dans les Services (en %)
Échantillon constant 2 ans par 2 ans



LA RÉUNION ET LES AUTRES DOM : UNE ORIENTATION À L'EXPORT NATURELLEMENT PEU MARQUÉE

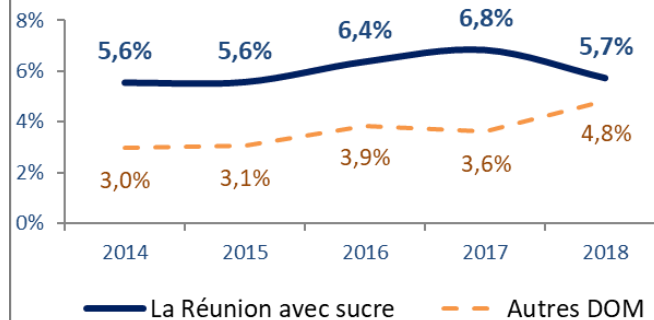
Rappel : La présente analyse porte sur les activités marchandes, hors agriculture, sylviculture ou pêche, activités pouvant représenter un montant significatif de chiffre d'affaires à l'exportation non repris dans les ratios ci-dessous.

Taux d'exportation 2018 en %
(Exportations directes / chiffre d'affaires)



Taux d'exportation dans l'industrie

Exportations directes / chiffre d'affaires en %



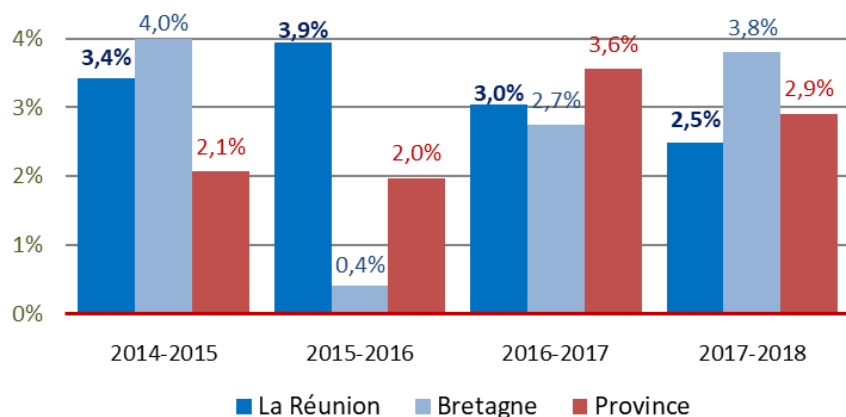
Comme les autres départements d'outre mer, les ventes à l'exportation au départ de La Réunion sont très concentrées sur un nombre limité d'activités (principalement industries alimentaires et fabrication de boissons)

STRUCTURELLEMENT SUPÉRIEUR AUX PÉRIMÈTRES DE COMPARAISON, LE TAUX DE VALEUR AJOUTÉE SE STABILISE EN FIN DE PÉRIODE

Valeur ajoutée = Chiffre d'affaires – Consommations intermédiaires (matières premières et frais généraux)

Variation de la valeur ajoutée

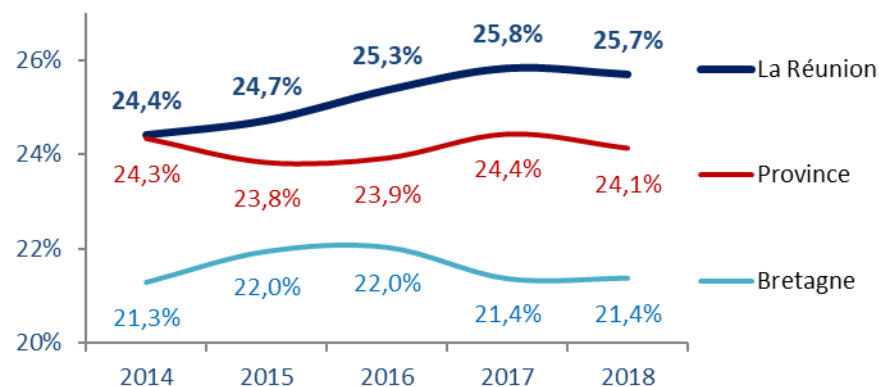
Variations de la valeur ajoutée - Ensemble des secteurs (en %)
Echantillon constant 2 ans par 2 ans



Une progression de la valeur ajoutée plus soutenue en début de période

Taux de valeur ajoutée

Taux de Valeur Ajoutée en %
(Valeur ajoutée / Chiffre d'affaires)



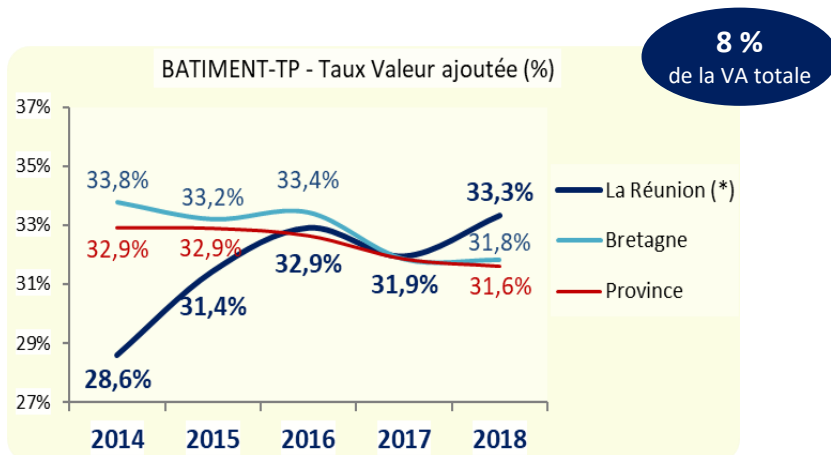
Le taux de valeur ajoutée est étroitement lié à la structure économique du territoire

Les entreprises de La Réunion affichent en moyenne un taux de valeur ajoutée en hausse et supérieur aux territoires de comparaison

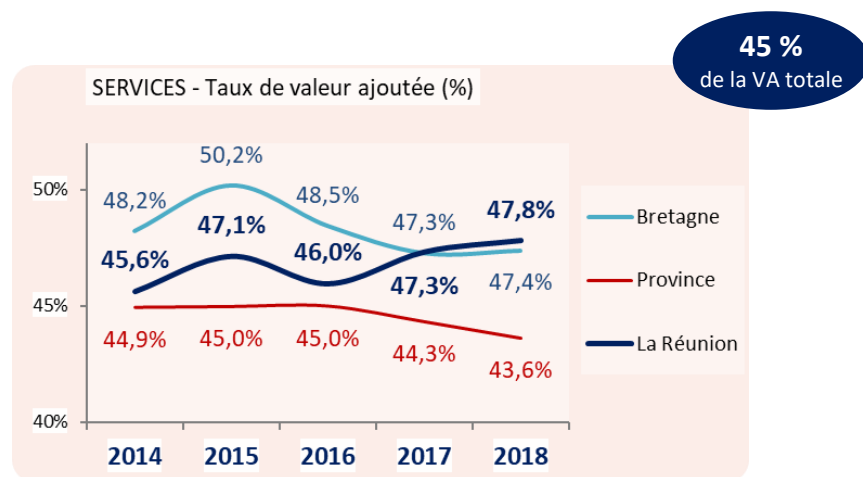
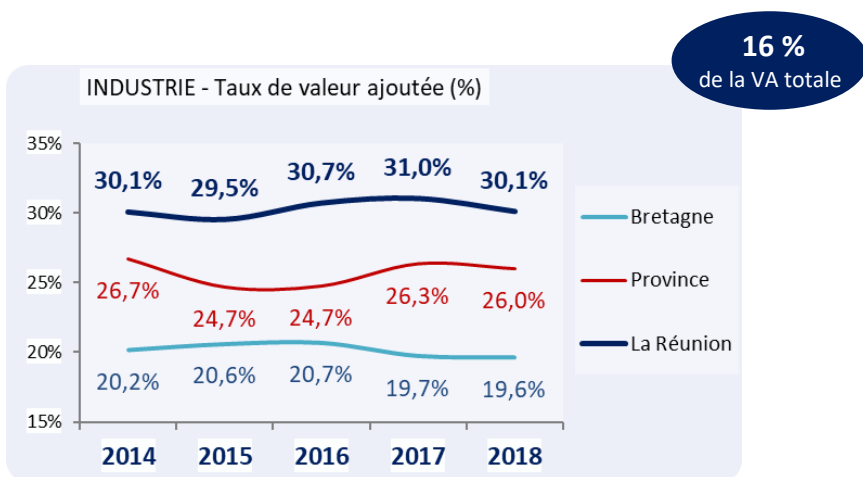
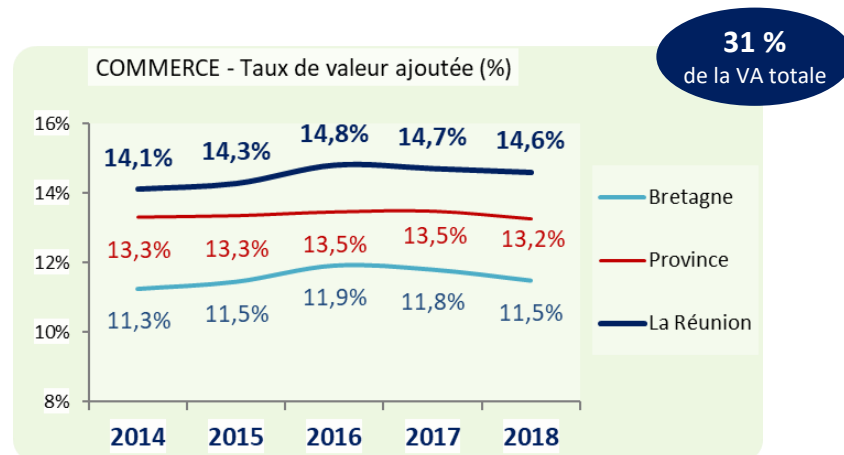
La hausse observée sur la période marque le pas sous l'effet d'un tassement dans l'industrie et le Commerce

LE TAUX DE VALEUR AJOUTÉE EST SUPÉRIEUR À LA MOYENNE NATIONALE DANS TOUTES LES BRANCHES

Une belle progression du taux de valeur ajoutée au sein des activités de bâtiment-TP



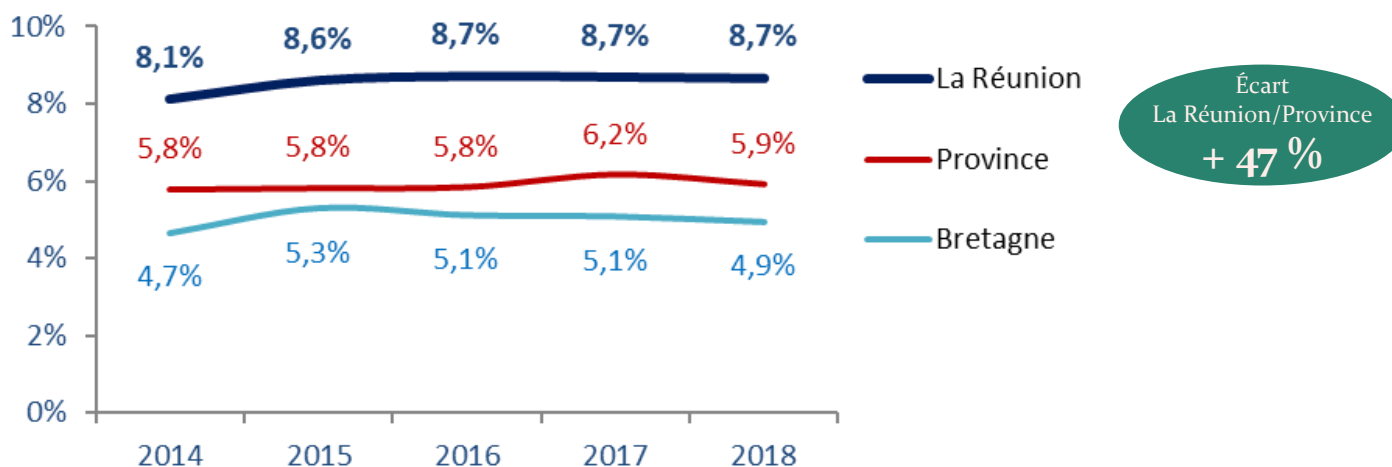
(*) données retraitées par exclusion de 3 entreprises importantes de TP



LE TAUX DE MARGE BRUTE D'EXPLOITATION EST SUPÉRIEUR À LA MOYENNE NATIONALE

Excédent brut d'exploitations = Valeur ajoutée – Impôts et taxes – Charges de personnel

Taux de Marge brute d'exploitation en %
(Excédent brut d'exploitation / Chiffre d'affaires)

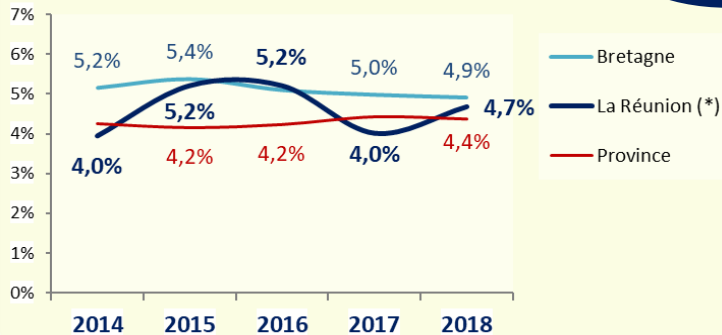


Après un renforcement en 2015, le taux de marge brute d'exploitation se maintient à un très haut niveau alors qu'il fléchit en Bretagne et au niveau national

UNE SITUATION QUI MASQUE DES PERFORMANCES PLUS ERRATIQUES DANS LE BÂTIMENT-TP

9 %
des entreprises

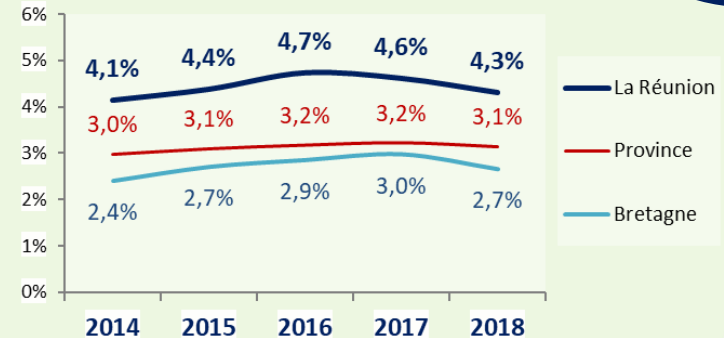
BATIMENT-TP - Taux de marge brute d'exploitation (%)



(*) données retraitées par exclusion de 3 entreprises importantes de TP

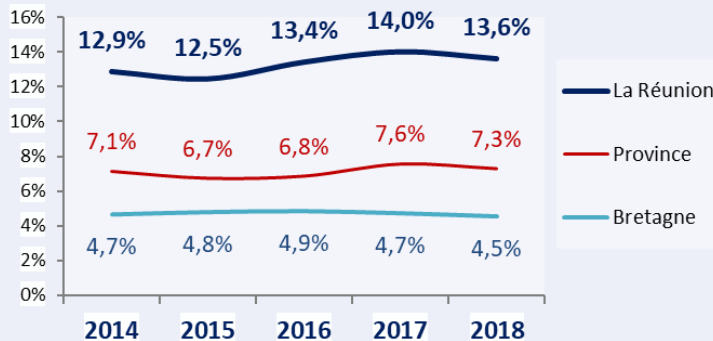
42 %
des entreprises

COMMERCE - Taux de marge brute d'exploitation (%)



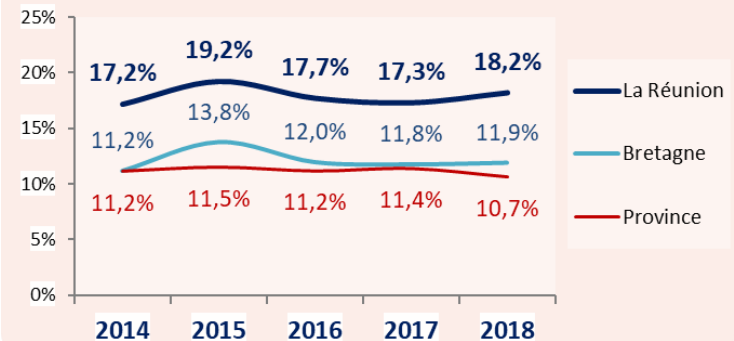
14 %
des entreprises

INDUSTRIE - Taux de marge brute d'exploitation (%)

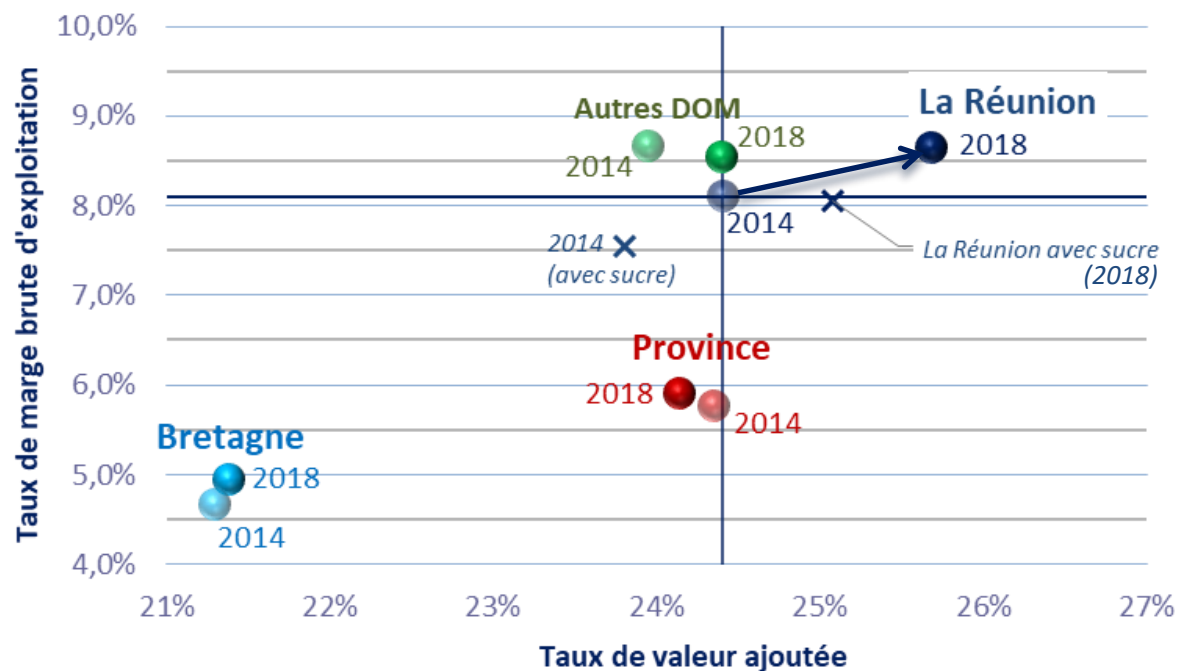


35 %
des entreprises

SERVICES - Taux de marge brute d'exploitation (%)



SYNTHÈSE DE L'ÉVOLUTION 2014-2018 DE LA RENTABILITÉ D'EXPLOITATION : UNE AMÉLIORATION D'ENSEMBLE DES PERFORMANCES

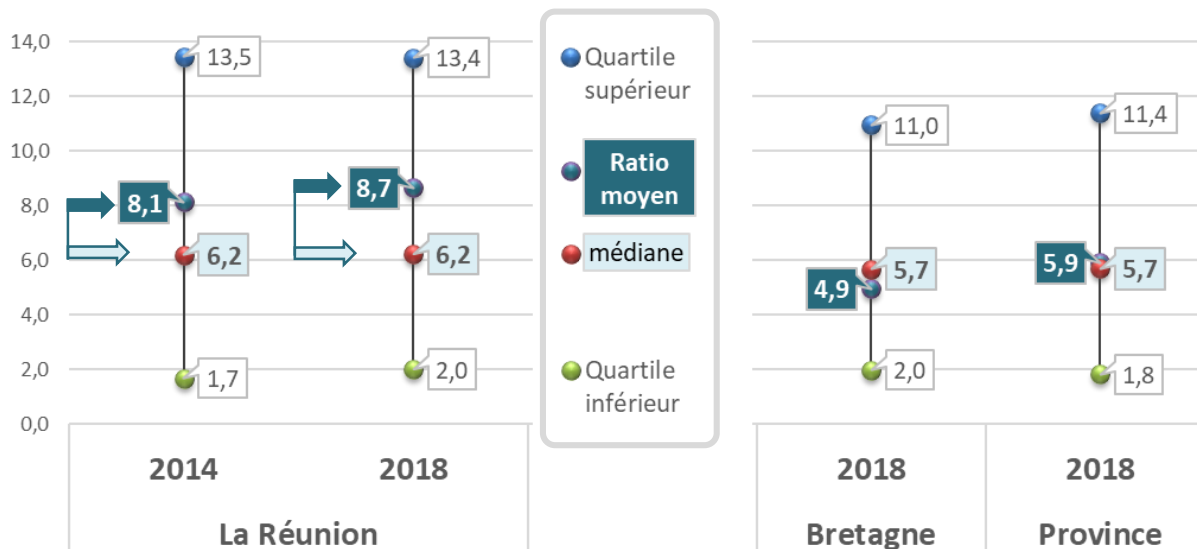


- ❑ *La rentabilité d'exploitation des entreprises réunionnaises s'est renforcée sur la période*
- ❑ *Elle rejoint celle des autres DOM en 2018 (Taux de marge brute d'exploitation = 8,7% en 2018)*
- ❑ *La prise en compte des activités de production de sucre n'influence que peu le positionnement et la trajectoire favorables du taux de marge brute d'exploitation (8,1% avec sucre en 2018)*
- ❑ *En Bretagne et en Province, la performance moyenne est plus stable sur moyenne période*

LE HAUT NIVEAU DE MARGE SEMBLE PORTÉ PAR QUELQUES ENTREPRISES À PLUS FORTE RENTABILITÉ

Taux de marge brute d'exploitation en %

(excédent brut d'exploitation / chiffre d'affaires)



L'écart entre le ratio moyen et la médiane (+2,5 points en 2018) est supérieur à celui des périmètres de comparaison (Bretagne : -0,8 point) (Province : +0,2 point)

En 2018, une entreprise réunionnaise sur deux dégage un excédent brut d'exploitation inférieur à 6,2% (cf. médiane)

Le ratio moyen (8,7% en 2018) est supérieur de 2,5 points à la médiane et en hausse sur la période
Ce positionnement et son évolution reflètent davantage les bonnes performances de quelques entreprises

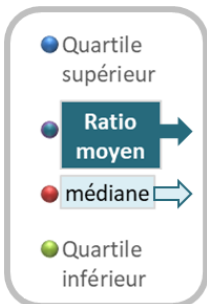
QS = quartile supérieur : Un quart des entreprises ont un taux supérieur

Médiane : partage l'échantillon d'entreprises en deux parties égales (50% des entreprises ont un taux supérieur, 50% ont un taux inférieur)

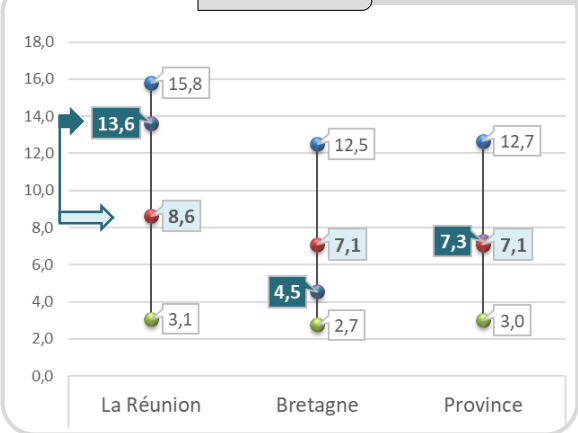
QI = quartile inférieur : Un quart des entreprises ont un taux inférieur

DES ÉCARTS DE PERFORMANCES PLUS MARQUÉS DANS L'INDUSTRIE ET LES SERVICES

Taux de marge brute d'exploitation 2018 en %
(excédent brut d'exploitation / chiffre d'affaires)



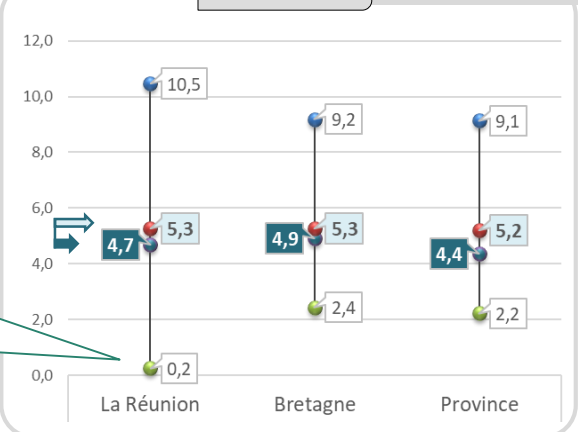
INDUSTRIE 14 % des entreprises



SERVICES 35 % des entreprises

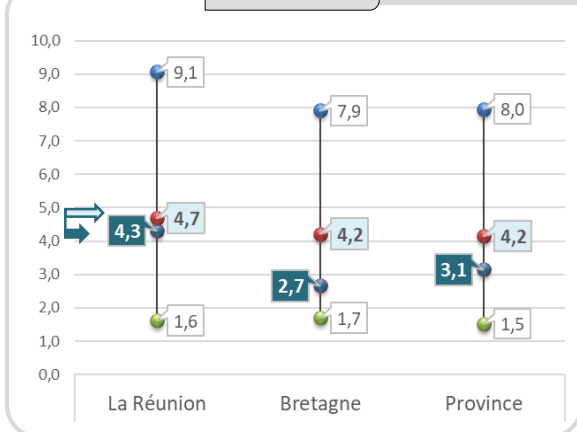


BÂTIMENT-TP 9 % des entreprises



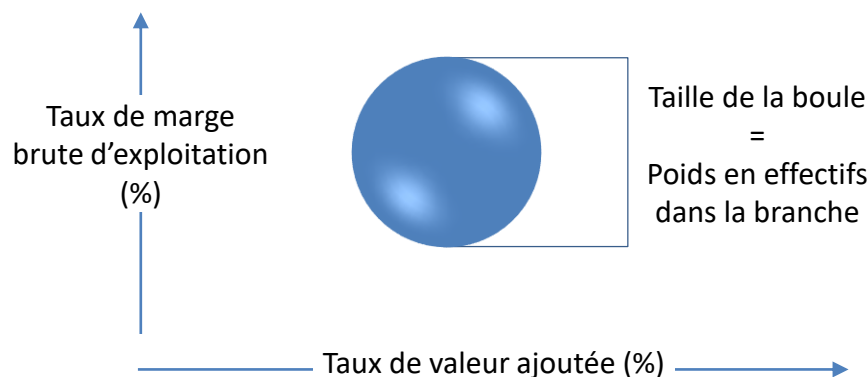
Bâtiment :
1 entreprise sur 4 souffre d'un EBE nul ou négatif

COMMERCE 42 % des entreprises



SYNTHÈSE GRAPHIQUE PAR DIVISION (1 GRAPHIQUE PAR BRANCHE)

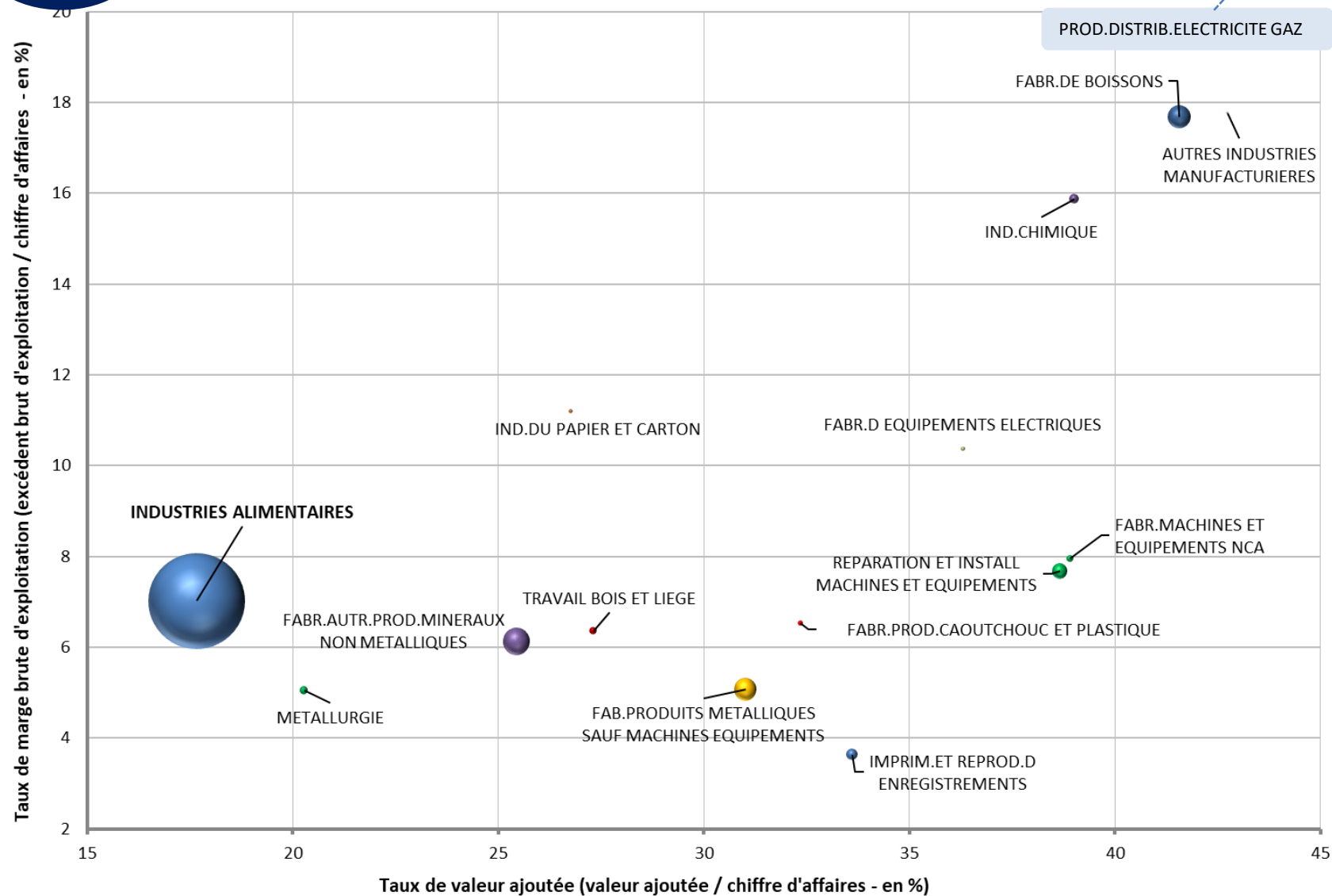
- Poids en effectifs (*repère graphique : taille des boules*)
- Taux de valeur ajoutée (*axe des abscisses*)
- Taux de marge brute d'exploitation (*axe des ordonnées*)



INDUSTRIE - LA REUNION

14 %
des entreprises

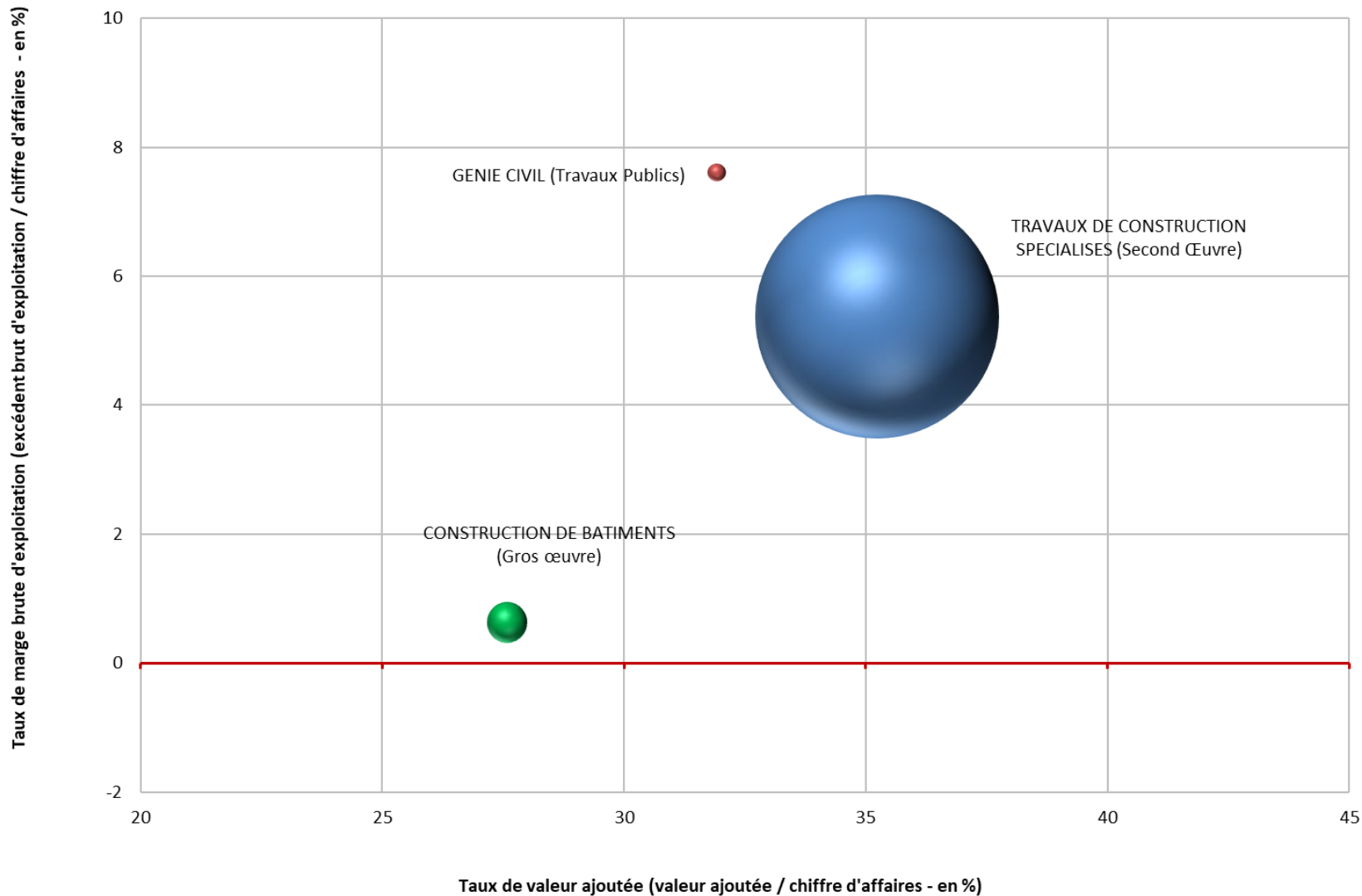
Positionnement des principales divisions de l'Industrie en 2018 proportionnellement aux effectifs
(non représentées : moins de 50 salariés et/ou faible nombre d'entreprises dans la division)



9 %
des entreprises

BÂTIMENT-TP - LA REUNION

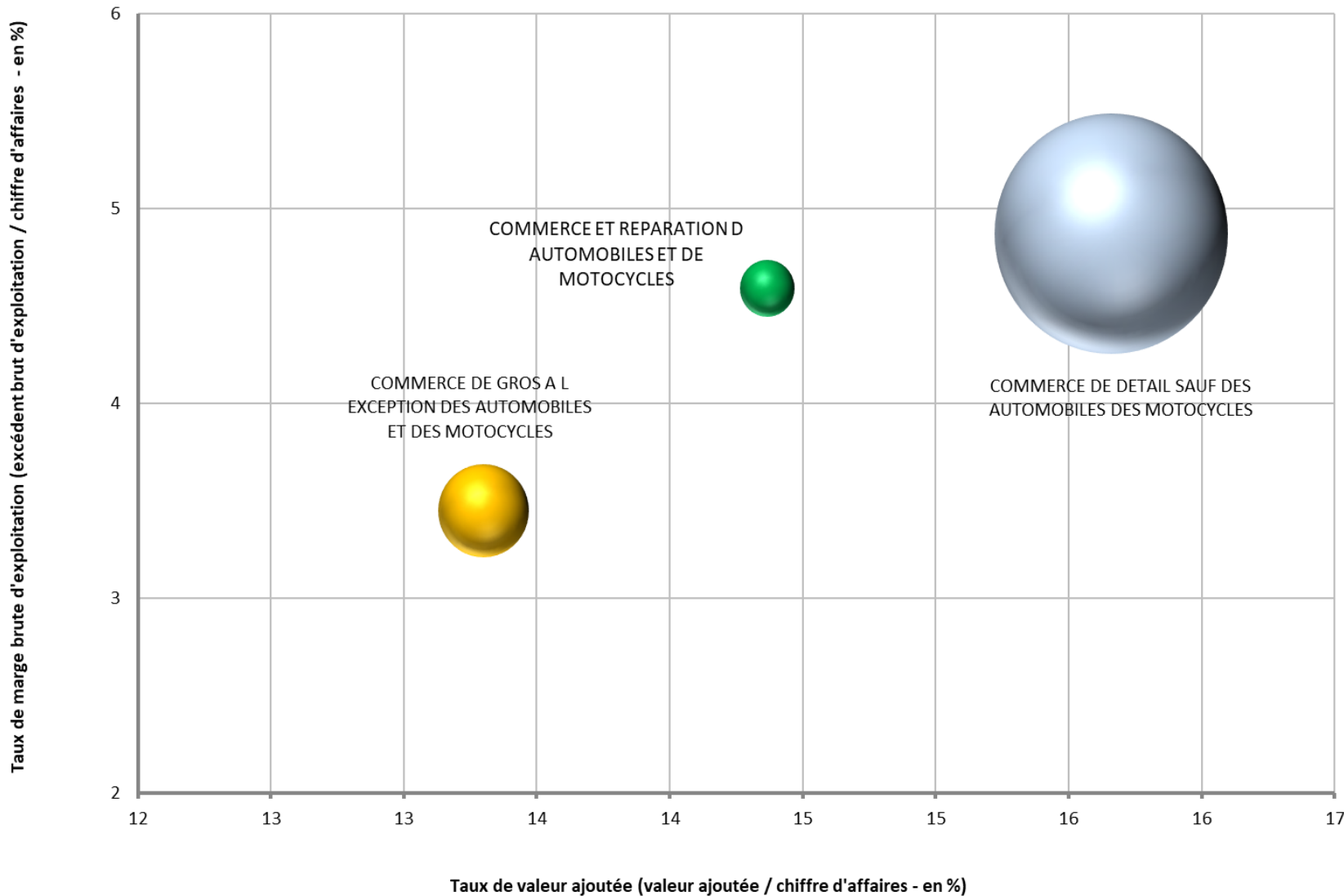
Positionnement des divisions du bâtiment en 2018 proportionnellement aux effectifs



42 %
des entreprises

COMMERCE - LA REUNION

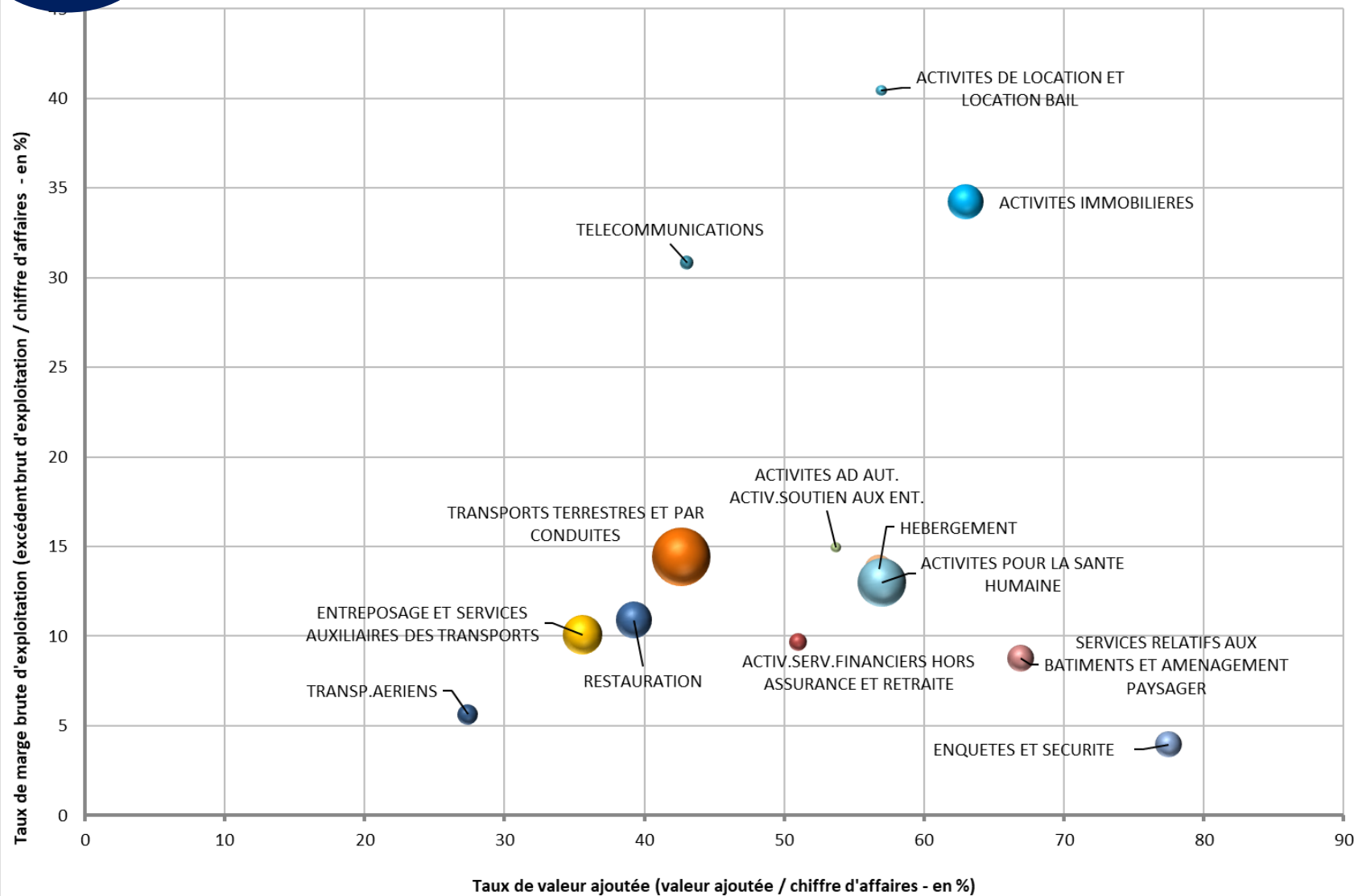
Positionnement des divisions du commerce en 2018 proportionnellement aux effectifs



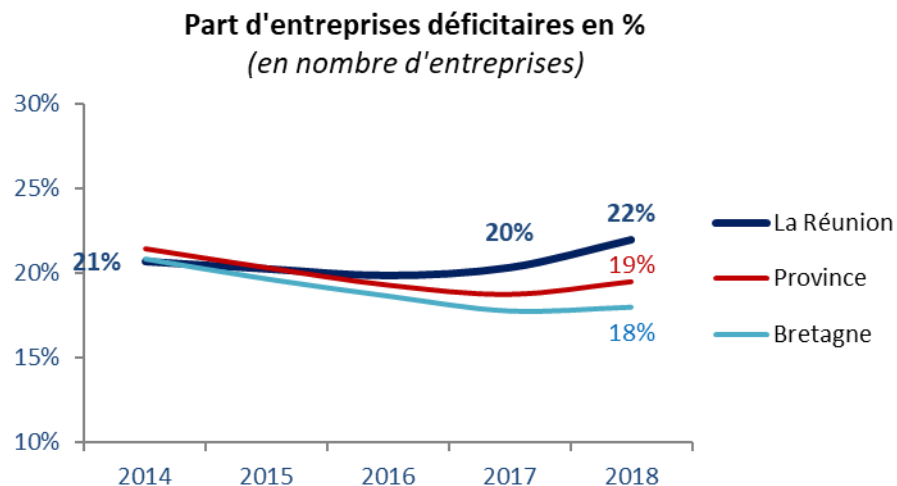
35 %
des entreprises

SERVICES - LA REUNION

Positionnement des principales divisions des services en 2018 proportionnellement aux effectifs
(sont représentées : divisions employant au moins 2% des effectifs totaux des services de La Réunion)



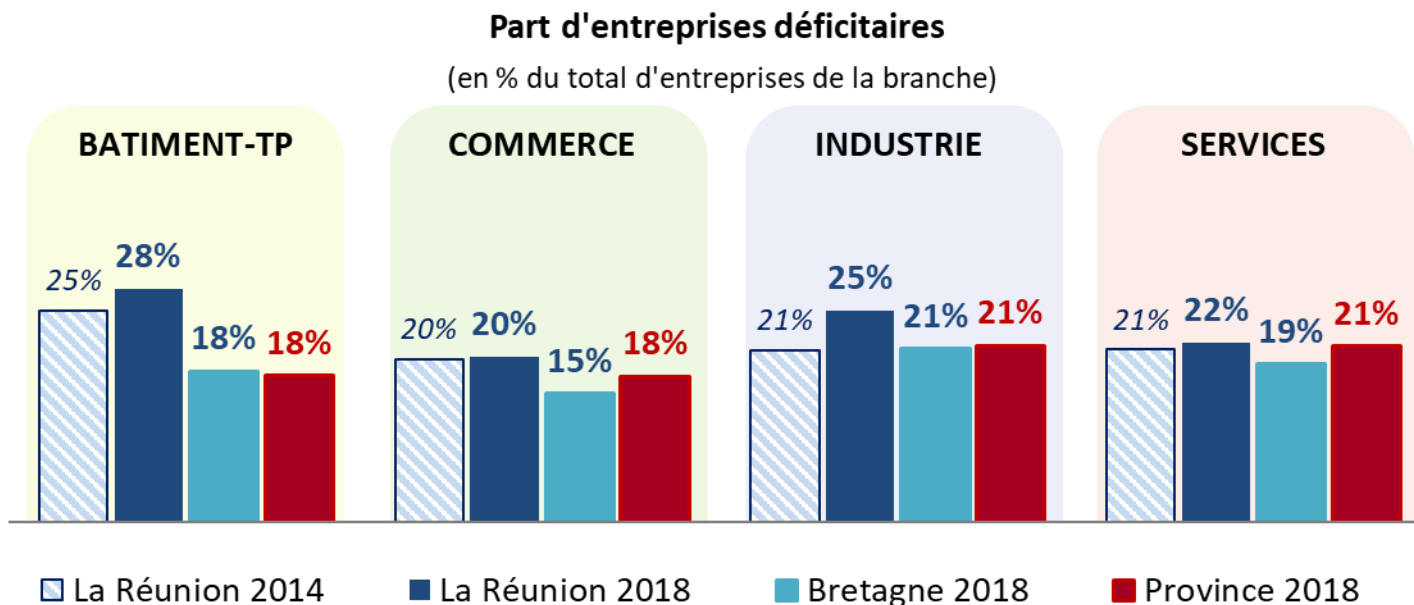
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT : UNE ENTREPRISE SUR CINQ EST DÉFICITAIRE EN 2018



*En dépit de bonnes performances moyennes,
plus d'une entreprise sur cinq ne couvre pas l'intégralité de ses charges
et présente un résultat courant avant impôt négatif*

Une situation qui s'est légèrement dégradée en fin de période

DEUX SECTEURS SE DÉMARQUENT PAR L'AUGMENTATION DE LA PART D'ENTREPRISES DÉFICITAIRES SUR LA PÉRIODE



Bâtiment-TP :

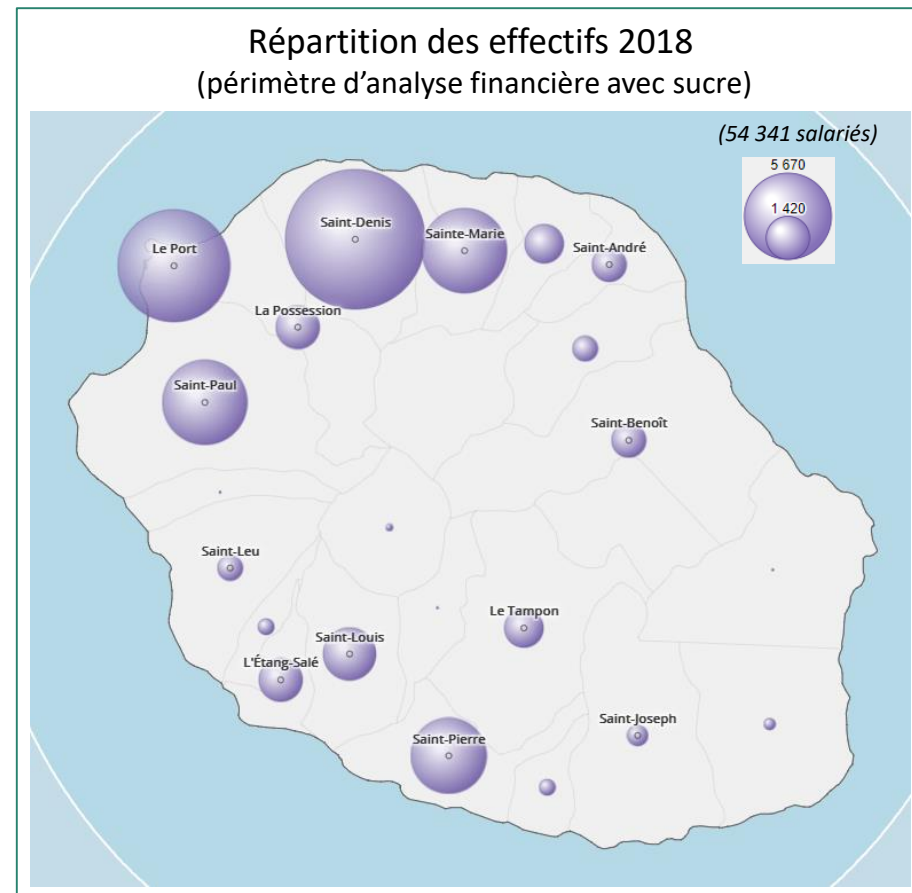
- Près de 3 entreprises sur 10 sont déficitaires en 2018
- Elles étaient 2,5 sur 10 en 2014

Industrie :

- 2,5 entreprises sur 10 sont déficitaires
- Elles étaient 2 sur 10 en 2014

EFFICACITÉ ÉCONOMIQUE DES MOYENS D'EXPLOITATION

- main d'œuvre
- équipement productif

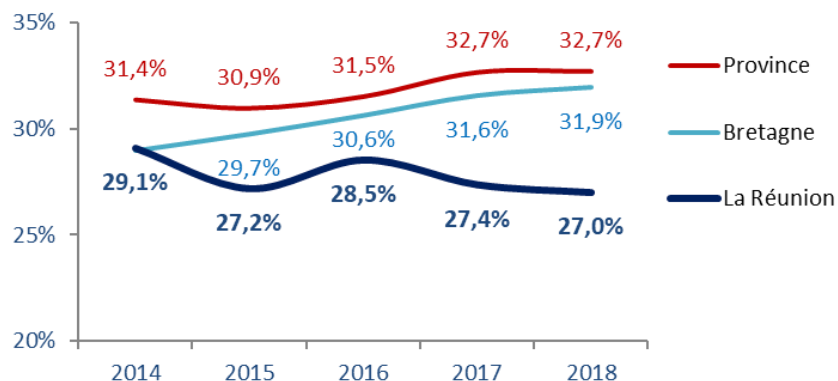


LES ENTREPRISES RÉUNIONNAISES SEMBLENT PLUS INTÉGRÉES

Sous-traitance

Poids de la sous-traitance dans les charges externes en %

(achats de sous-traitance / achats et charges externes)

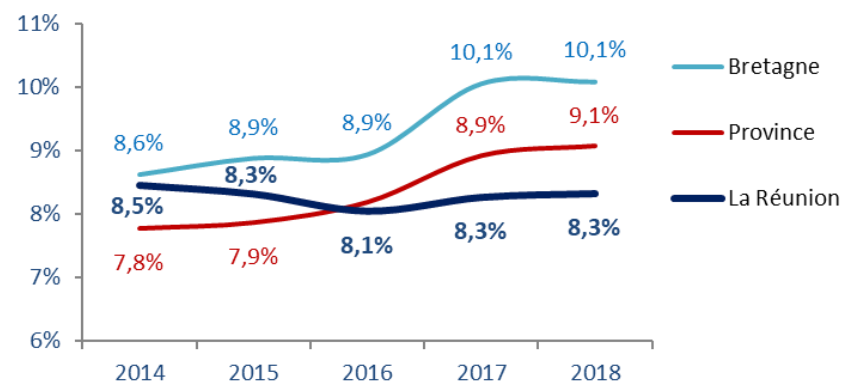


Le recours à la sous-traitance est en retrait de la moyenne nationale

Il est globalement stable et ne suit pas l'augmentation observée en Province et en Bretagne

Personnel intérimaire

Poids du personnel intérimaire dans les charges de personnel totales en %

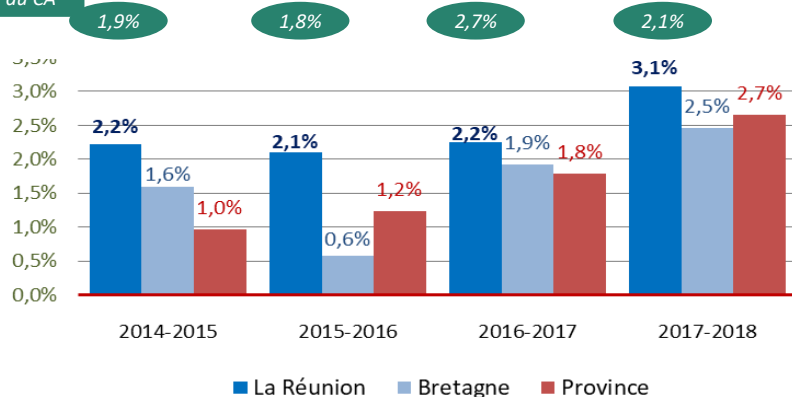


L'emploi de personnel intérimaire est également stable à un bas niveau

2014-2018 : UNE DYNAMIQUE D'EMBAUCHES PLUS ACTIVE À LA RÉUNION

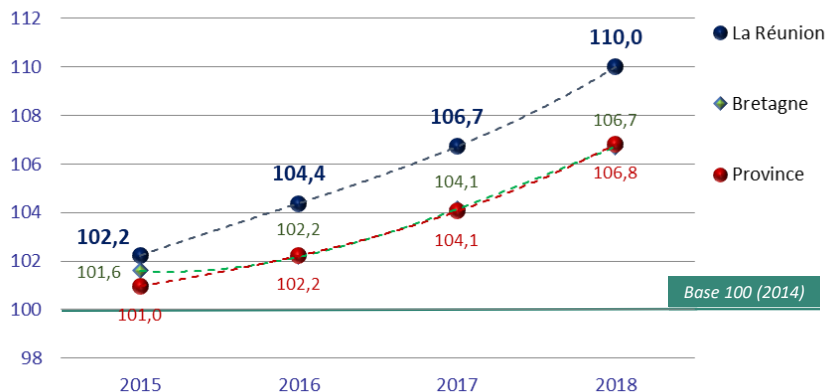
La Réunion : taux de variation du CA

Variations des effectifs - Ensemble des secteurs (en %)
Échantillon constant 2 ans par 2 ans



Une augmentation régulière des effectifs internes accompagne la croissance

évolution des EFFECTIFS
Base 100 en 2012 - Echantillon constant 2 ans par 2 ans



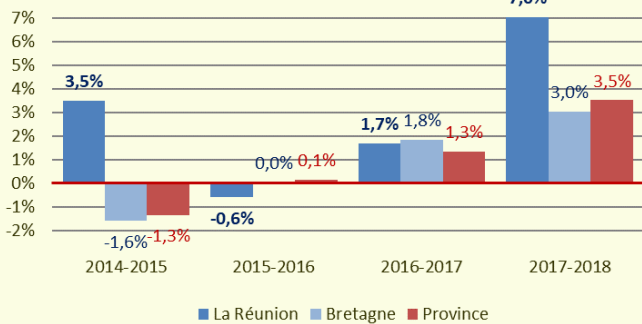
L'indice de tendance de moyenne période est supérieur à celui des deux périmètres de comparaison

- La dynamique d'embauches de la part des entreprises réunionnaises a été plus active sur la période
- Les entreprises bretonnes ont suivi l'évolution des effectifs internes observée en moyenne en métropole

SEULE L'INDUSTRIE A RÉDUIT SES EFFECTIFS EN 2018

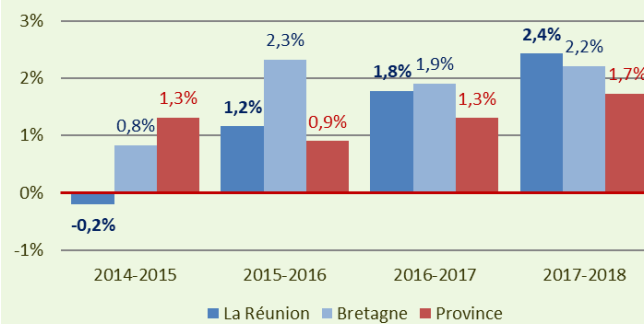
BÂTIMENT-TP

Variations des effectifs dans le Bâtiment-TP (en %)
Echantillon constant 2 ans par 2 ans



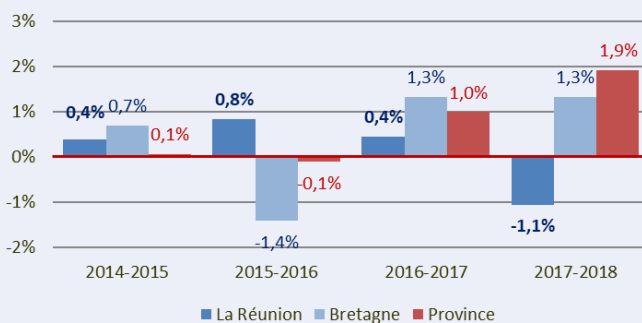
COMMERCE

Variations des effectifs dans le Commerce (en %)
Echantillon constant 2 ans par 2 ans



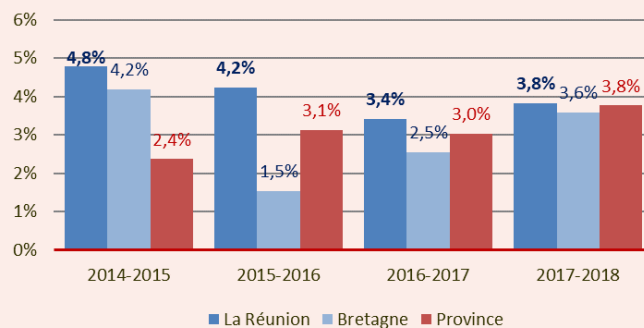
INDUSTRIE

Variations des effectifs dans l'Industrie (en %)
Echantillon constant 2 ans par 2 ans



SERVICES

Variations des effectifs dans les Services (en %)
Echantillon constant 2 ans par 2 ans



*En 2018, seuls les effectifs industriels ont été ajustés à la baisse
Les entreprises de bâtiment-TP ont sensiblement augmenté leurs effectifs internes*

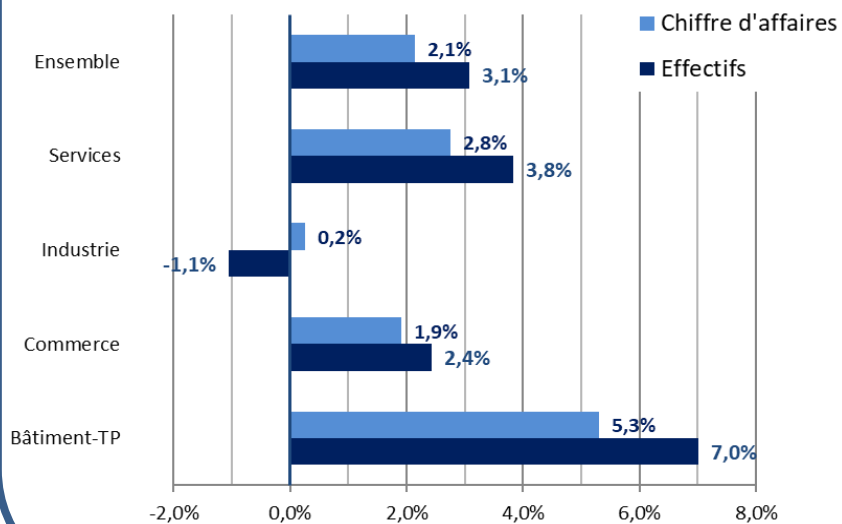
ÉVOLUTION 2018 DES CHIFFRES D'AFFAIRES ET DES EFFECTIFS

En 2018, les effectifs à La Réunion ont progressé plus rapidement que le chiffre d'affaires

Variations du chiffre d'affaires et des effectifs - Ensemble des secteurs (en %)
Échantillon constant 2 ans par 2 ans

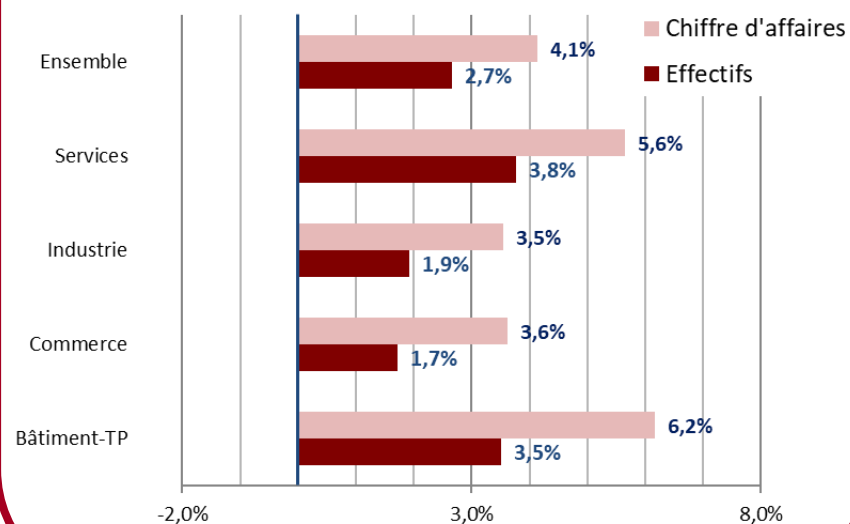
Variation 2017 – 2018

La Réunion



(*) données de La Réunion retraitées par exclusion de 2 entreprises importantes de TP

Province

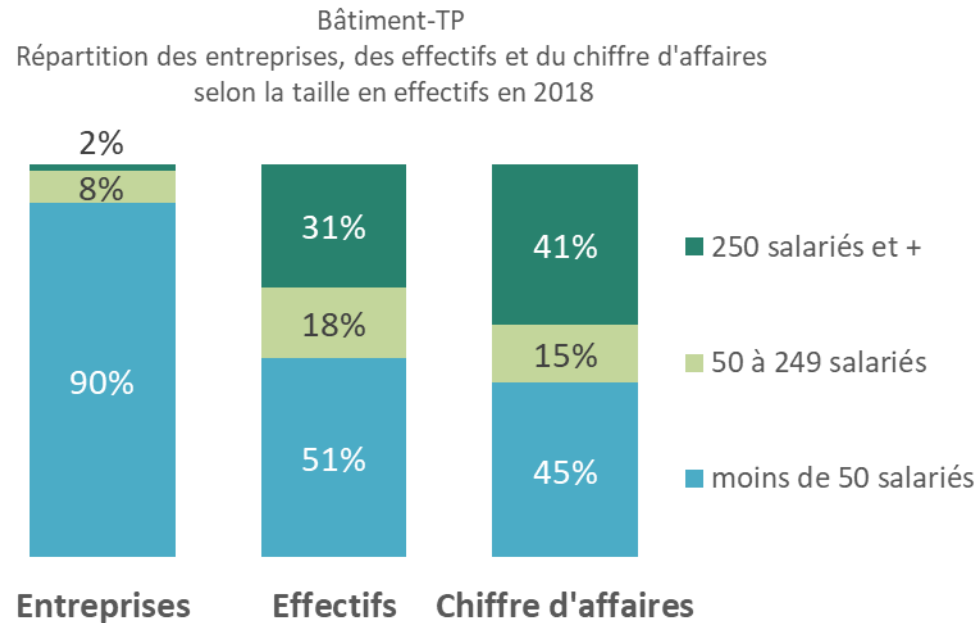


Bâtiment-TP : un comportement réunionnais différent de la moyenne métropolitaine ?

BÂTIMENT-TP : UNE FORTE CONCENTRATION DE L'ACTIVITÉ ET DES EMPLOIS

10% des entreprises réunionnaises de bâtiment-TP
emploient 49% des effectifs et réalisent 56% du chiffre d'affaires
(entreprises avec CA > 750 k€)

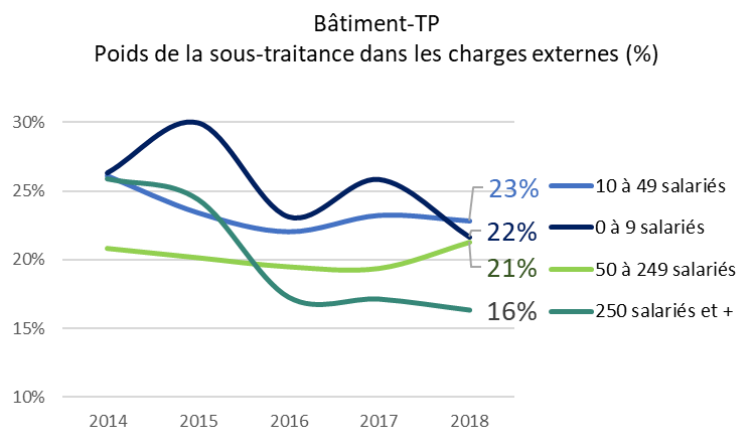
FOCUS
BTP



SOUS-TRAITANCE ET PERSONNEL EXTÉRIEUR

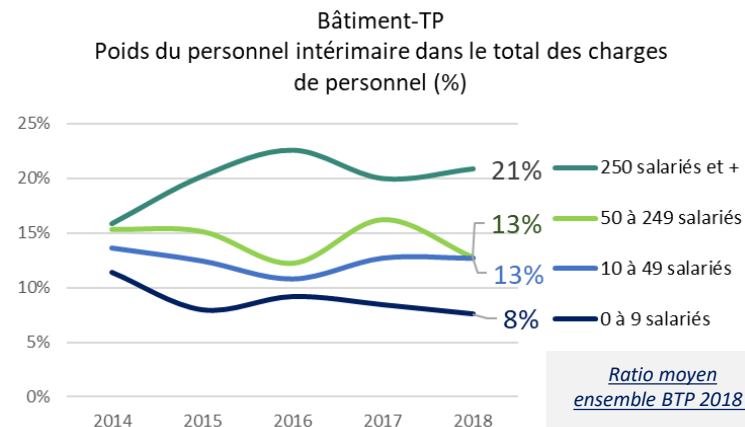
FOCUS
BTP

Sous-traitance



Les achats de sous-traitance représentent une part comparable quelle que soit la taille en effectifs, SAUF au sein des grandes entreprises où elle a fortement diminué depuis 2016

Personnel extérieur



Ratio moyen ensemble BTP 2018 :

*La Réunion : ,15,6%
Bretagne : 15,4%
Province : 15,7%*

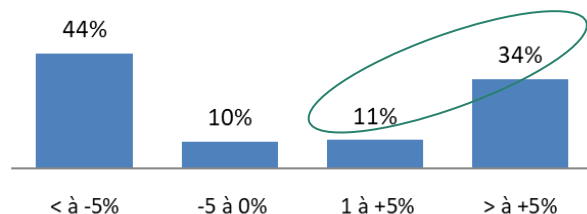
Les grandes entreprises recourent davantage au personnel externe : l'intérim représente en moyenne plus de 20% des charges de personnel totales (personnel interne + personnel externe)

Cette part s'est accrue sur la période, en phase avec l'évolution de la sous-traitance

VARIATION DE L'ACTIVITÉ ET DES EFFECTIFS 2018 DANS LE BTP

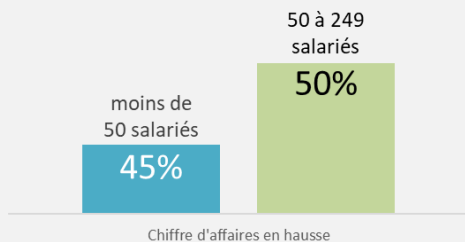
Variation du chiffre d'affaires

Répartition des entreprises selon le taux de variation du chiffre d'affaires en 2018



Moins d'une entreprise de BTP sur deux a enregistré une augmentation de son chiffre d'affaires en 2018 (Variation moyenne 2018 dans le BTP : + 3,9%)

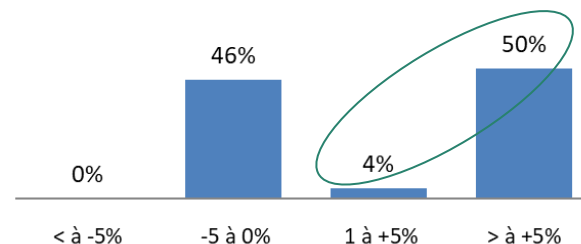
Part d'entreprises avec
CHIFFRE D'AFFAIRES EN HAUSSE en 2018
(en % du total d'entreprises de même taille en effectifs)



Une augmentation de chiffre d'affaires 2018 portée principalement par les grandes entreprises

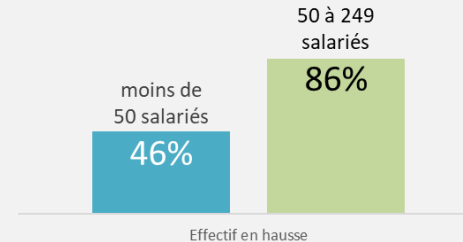
Variation des effectifs

Répartition des entreprises selon le taux de variation des effectifs en 2018



En 2018, la forte augmentation des effectifs dans le bâtiment-TP (+7%) est portée par 54% des entreprises

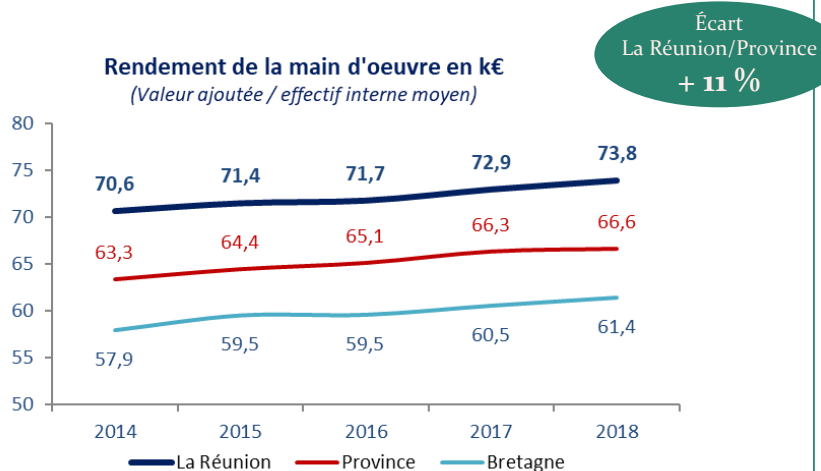
Part d'entreprises avec
EFFECTIFS EN HAUSSE en hausse en 2018
(en % du total d'entreprises de même taille en effectifs)



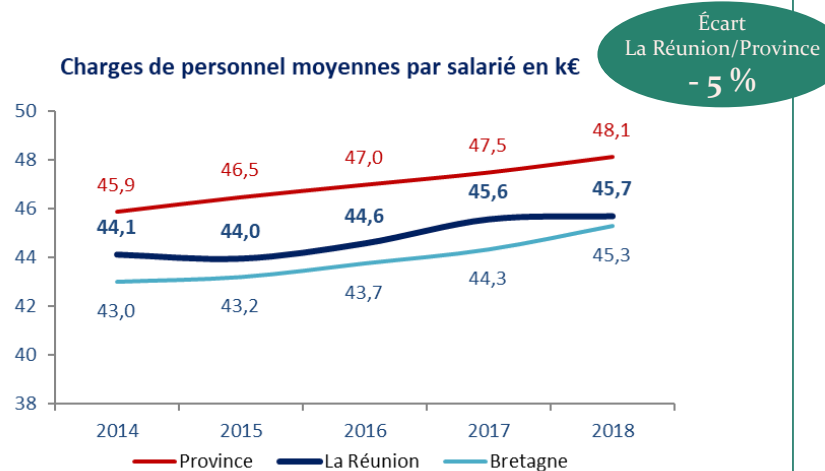
54% des entreprises de moins de 50 salariés ont réduit leur effectif en 2018

COÛT ET RENDEMENT DU TRAVAIL

Le rendement de la main d'œuvre affiche une belle progression, à un haut niveau...



... et les charges de personnel moyennes sont globalement maîtrisées

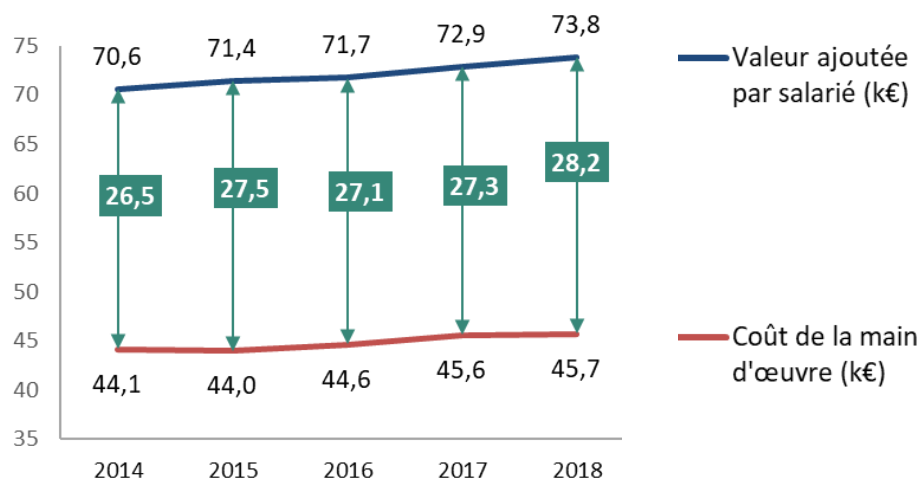


L'année 2018 est marquée par une nouvelle progression de la valeur ajoutée par salarié (rendement) et par une stabilité du coût salarial moyen (salaires et charges sociales)

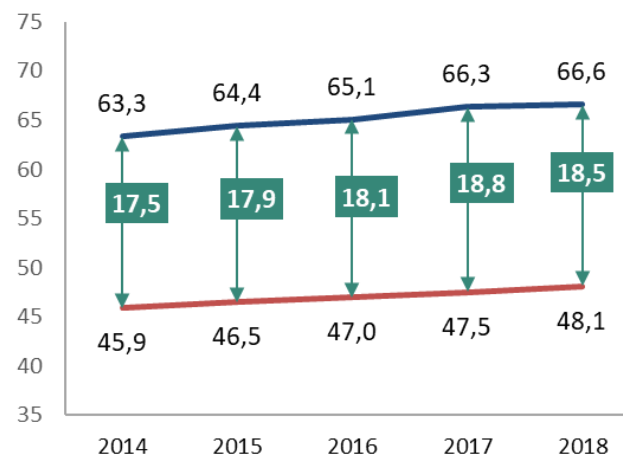
COÛT ET RENDEMENT DU TRAVAIL

La Réunion présente un haut niveau de performances d'ensemble, en hausse en 2018

La Réunion



Province

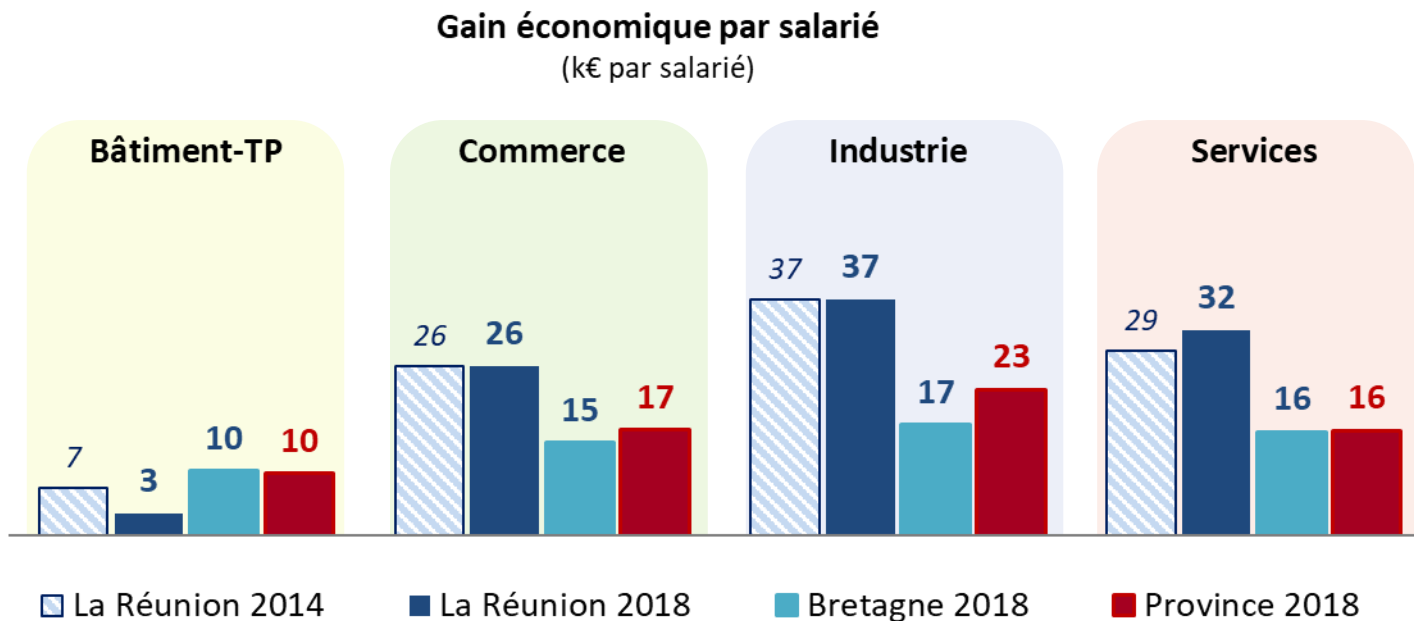


Sur la période, les marges après paiement des salaires ont progressé en moyenne deux fois plus rapidement que la moyenne en Province

Gain économique par salarié = écart entre la valeur ajoutée produite en moyenne par un salarié et le coût salarial global unitaire (salaires et charges sociales)

TRÈS HAUT NIVEAU DE RENDEMENT DE LA MAIN D'ŒUVRE DANS L'INDUSTRIE

Mais des performances en retrait de la moyenne nationale et en baisse dans le BTP



Gain économique par salarié = écart entre la valeur ajoutée produite en moyenne par un salarié et le coût salarial global unitaire (salaires et charges sociales)



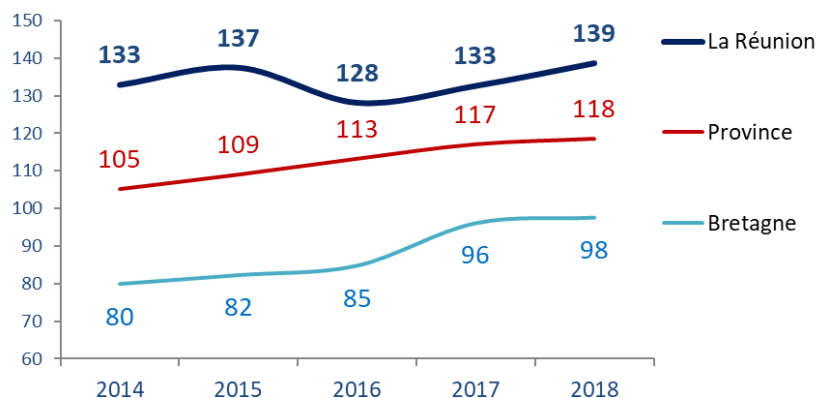
MOYENS MIS EN ŒUVRE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT

UN MODÈLE ÉCONOMIQUE REPOSANT SUR UNE FORTE INTENSITÉ CAPITALISTIQUE

L'intensité capitaliste (équipement par salarié)
est supérieure de 18% à la moyenne nationale
hors impact des lois de défiscalisation à l'investissement

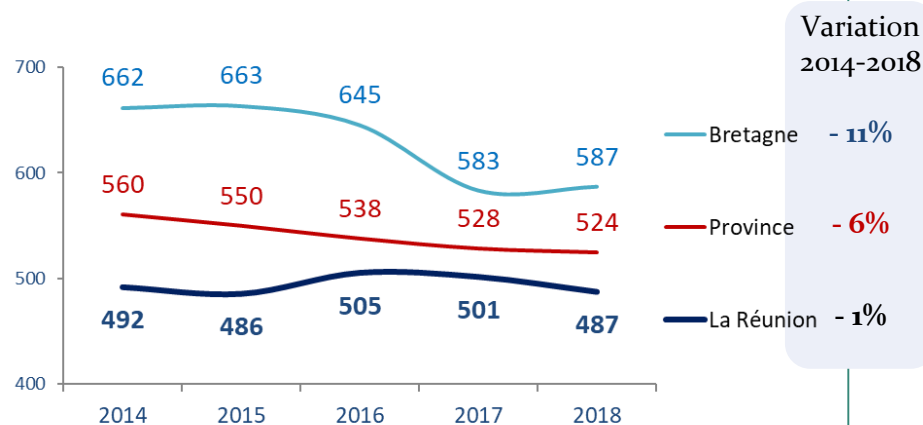
Une forte intensité capitaliste...

Immo corporelle par salarié (terrains et constr.inclus) en k€ (*)



... avec un rendement moindre

VA dégagée pour 1000 euros d'immobilisations corporelles en € (*)

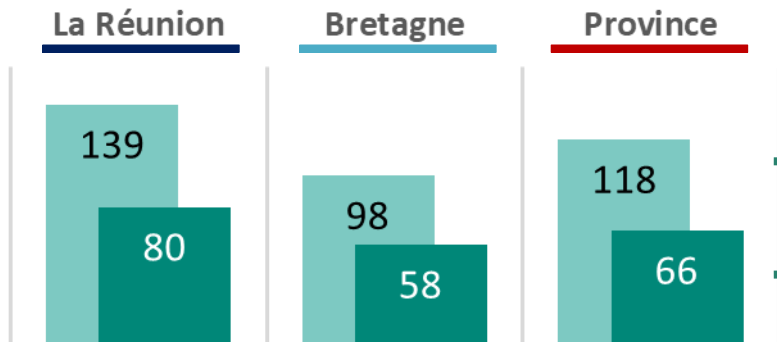


(*) Données retraitées de 3 grandes entreprises de locations immobilières (HLM)

LE POIDS DES TERRAINS ET CONSTRUCTIONS DANS LES IMMOBILISATIONS EST COMPARABLE À LA MOYENNE DE MÉTROPOLE

En 2018, les terrains et constructions représentent 43% des immobilisations corporelles réunionnaises (contre 44% en métropole et 41% en Bretagne)

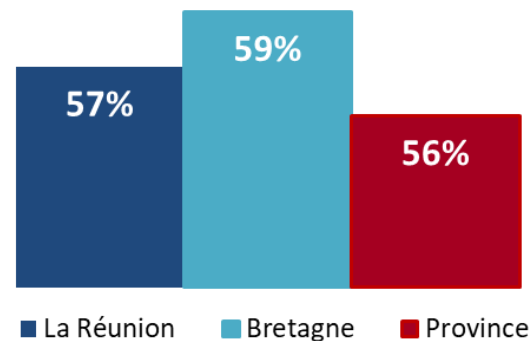
Immobilisations par salarié en 2018 en k€ (*)



■ Immo corporelle par salarié (terrains et constr.inclus) en k€
■ Equipt productif par salarié (hors terrains et constructions) en k€

(*) Données retraitées de 3 grandes entreprises de locations immobilières (HLM)

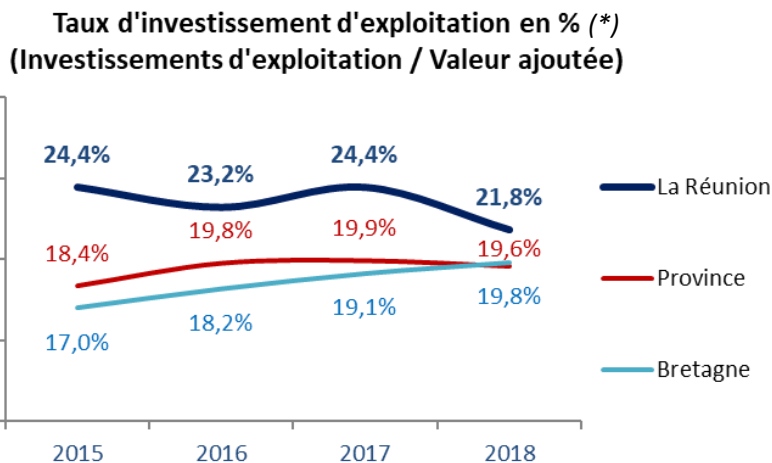
Part de l'équipement productif (hors terrains et constructions) dans les immobilisations corporelles (2018, en %) (*)



Comparable au poids en métropole et en Bretagne, les terrains et constructions n'impactent pas l'analyse comparative des moyens d'exploitation

DES EFFORTS D'INVESTISSEMENT SUPÉRIEURS À LA MOYENNE NATIONALE, MAIS TRÈS CONCENTRÉS

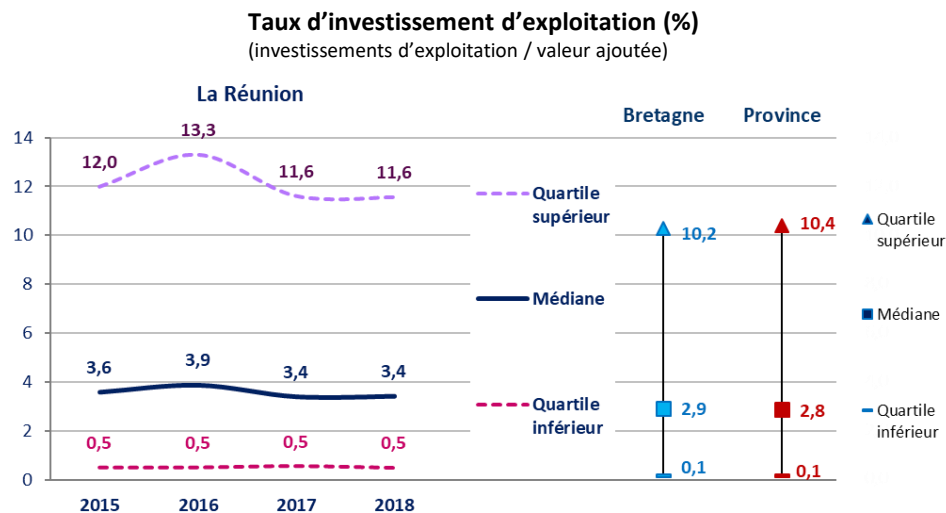
En moyenne sur la période, près du quart de la valeur ajoutée a été réinvesti dans les moyens d'exploitation



(*) Données retraitées de 3 grandes entreprises de locations immobilières (HLM)

Comme en Province et en Bretagne, les investissements sont portés par un faible nombre d'entreprises :

En 2018, une entreprise sur deux a investi moins de 3,4% de sa valeur ajoutée



QS = quartile supérieur : Un quart des entreprises ont un taux supérieur

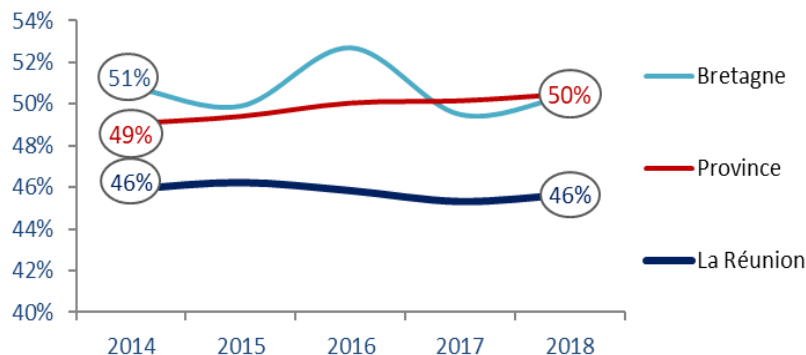
Médiane : partage l'échantillon d'entreprises en deux parties égales (50% des entreprises ont un taux supérieur, 50% ont un taux inférieur)

QI = quartile inférieur : Un quart des entreprises ont un taux inférieur

L'EFFORT D'INVESTISSEMENT PLUS SOUTENU SE TRADUIT PAR LE MAINTIEN EN L'ÉTAT APPARENT DES MOYENS D'EXPLOITATION

Le degré d'amortissement des équipements se maintient à un niveau comparativement faible

Degré d'obsolescence des immo.d'exploitation en % (*)
(amortissement des immo.d'exploitation / Immo d'exploitation)

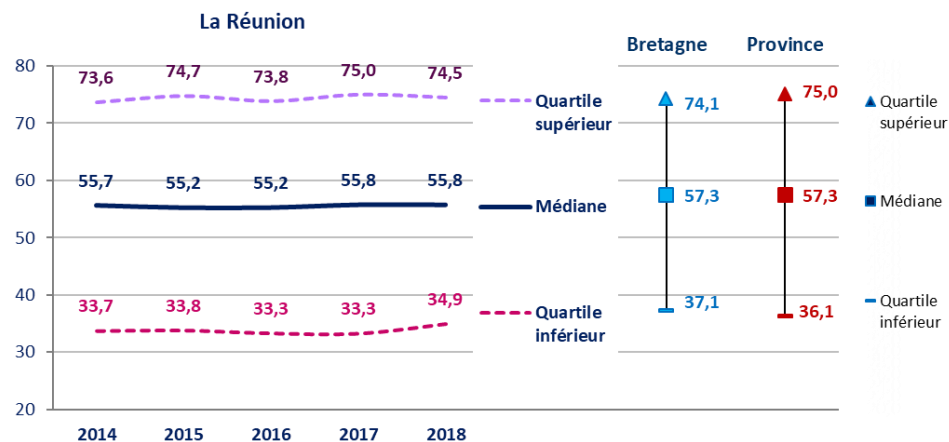


(*) Données retraitées de 3 grandes entreprises de locations immobilières (HLM)

25% des entreprises ont des immobilisations d'exploitation très récentes (amorties à moins de 35%)

MAIS, comme en Province et en Bretagne, la moitié des entreprises réunionnaises ont des équipements amortis à plus de 55%

Degré d'obsolescence des immobilisations d'exploitation (%)
(amortissement des immo.d'exploitation / immo.d'exploitation)

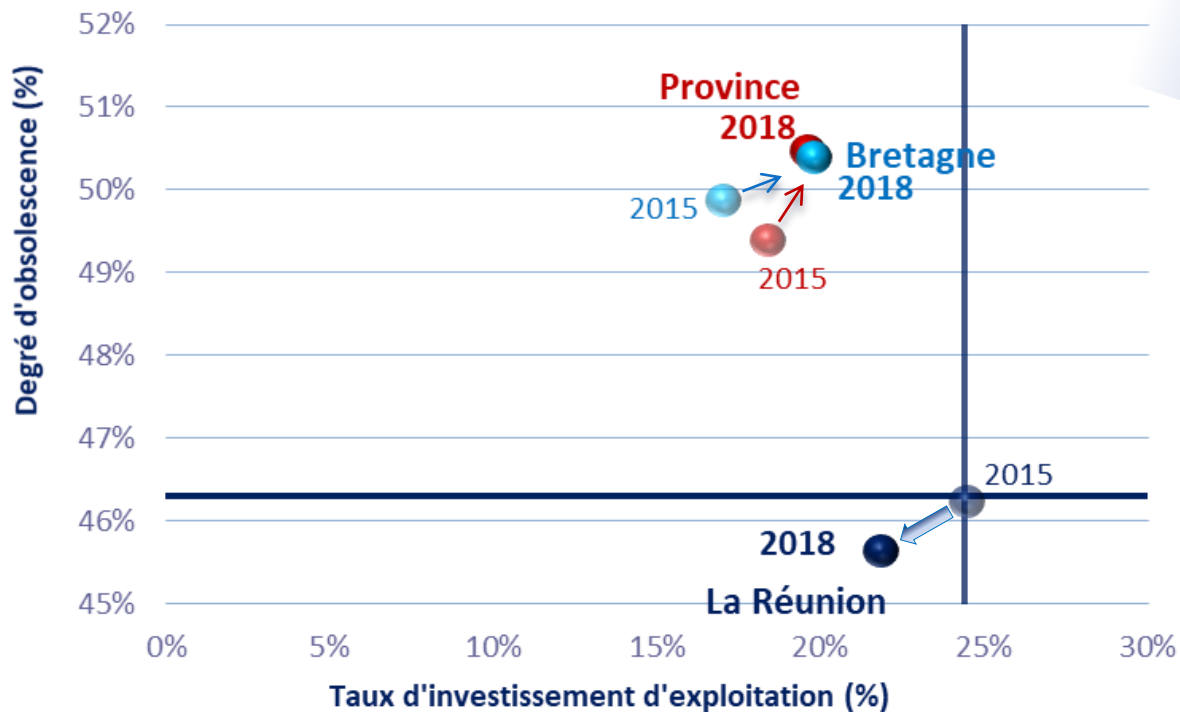


QS = quartile supérieur : Un quart des entreprises ont un taux supérieur

Médiane : partage l'échantillon d'entreprises en deux parties égales (50% des entreprises ont un taux supérieur, 50% ont un taux inférieur)

QI = quartile inférieur : Un quart des entreprises ont un taux inférieur

SYNTHÈSE DE LA POLITIQUE D'INVESTISSEMENTS 2014-2018



Une politique d'investissements plus dynamique à La Réunion et des équipements moins amortis

- ↳ *Un effort d'investissements en léger recul en 2018*
- ↳ *Un degré d'obsolescence des immobilisations d'exploitation favorable*

Sommaire

1. Panorama des entreprises du territoire

Toutes entreprises, quelle que soit la taille de chiffre d'affaires

2. Dynamisme et potentiel du territoire

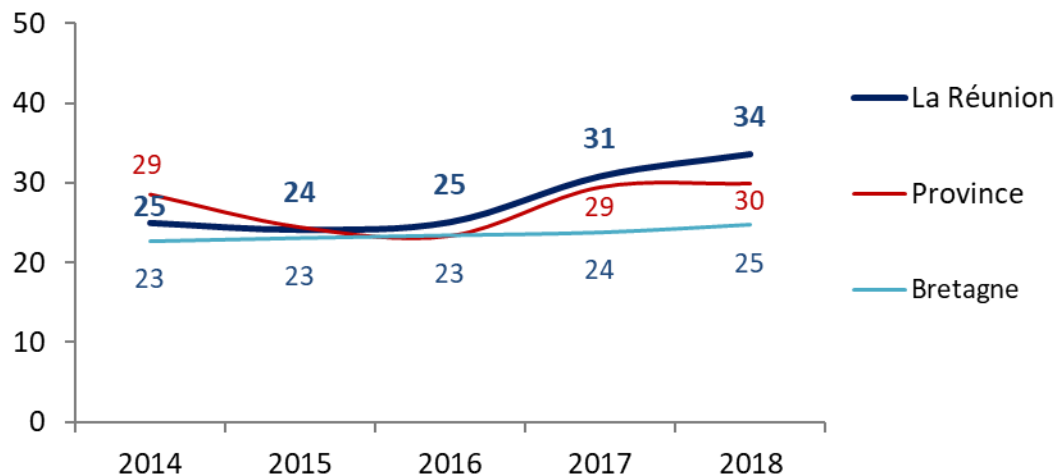
Entreprises avec chiffre d'affaires > 750 k€ en 2018

3. Diagnostic financier

Entreprises avec chiffre d'affaires > 750 k€ en 2018

EN MOYENNE, LES ENTREPRISES DE LA RÉUNION MOBILISENT 34 JOURS DE CHIFFRE D'AFFAIRES

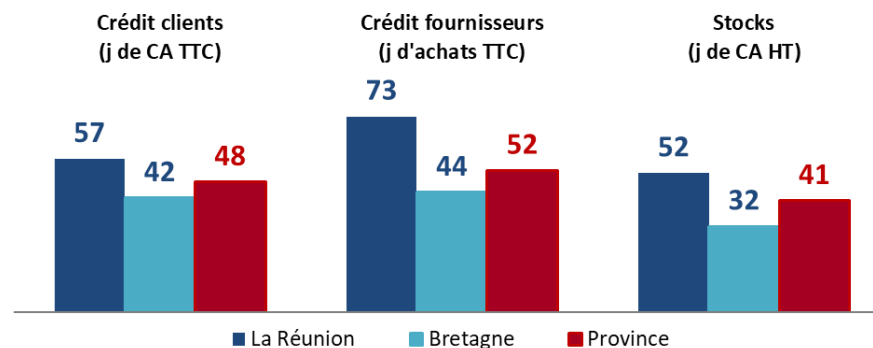
Poids des besoins en fonds de roulement en jours de CA HT



Le poids des besoins liés à l'exploitation a augmenté plus rapidement qu'en métropole et en Bretagne

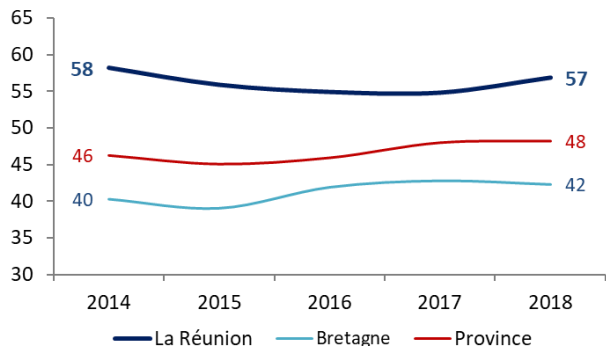
Composantes des besoins en fonds de roulement en 2018 (jours)

En moyenne, les entreprises de La Réunion affichent en 2018 des délais de règlement clients et fournisseurs comparativement longs

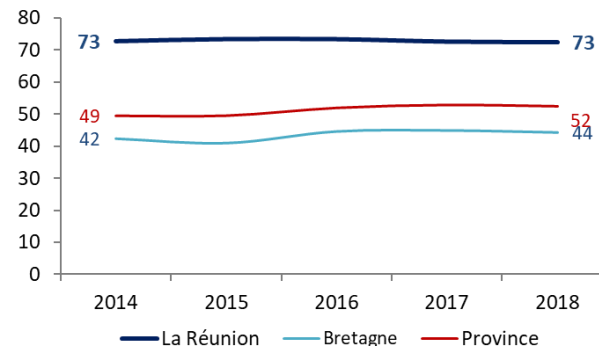


LES DÉLAIS DE PAIEMENT CLIENTS ET FOURNISSEURS SONT LONGS LES STOCKS RESTENT STABLES À UN NIVEAU COMPARATIVEMENT ÉLEVÉ

Poids des crédits clients en jours de CA TTC

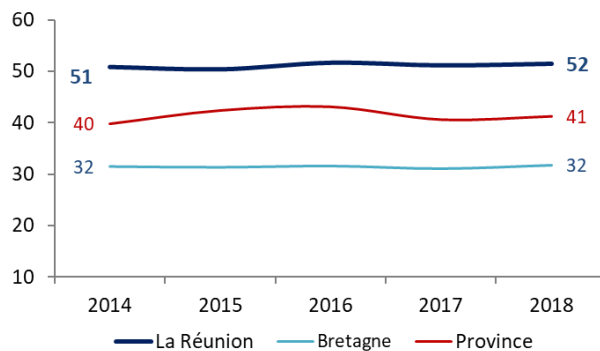


Poids des fournisseurs en jours d'achats TTC



Les composantes du besoin en fonds de roulement ont peu évolué sur la période

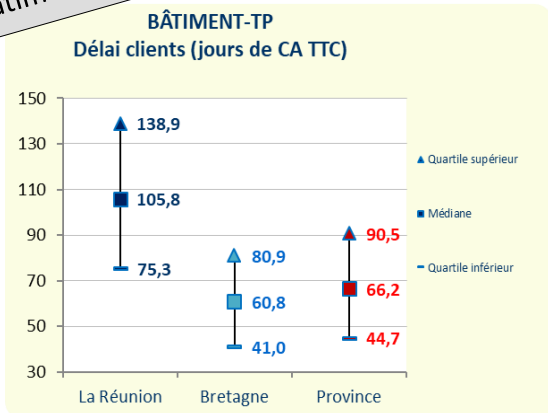
Poids des stocks en jours de CA HT



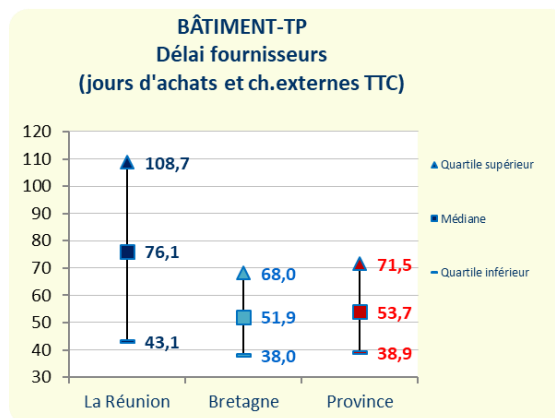
LES BESOINS EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION EN 2018

CLIENTS

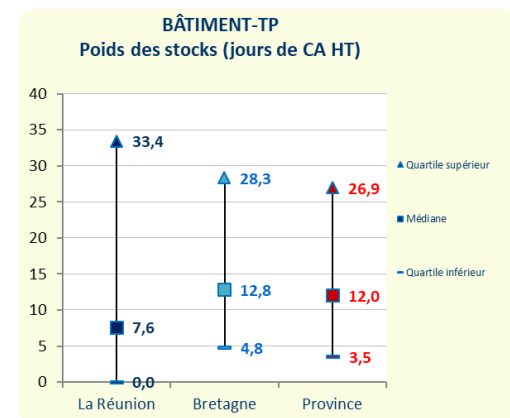
Bâtiment-TP



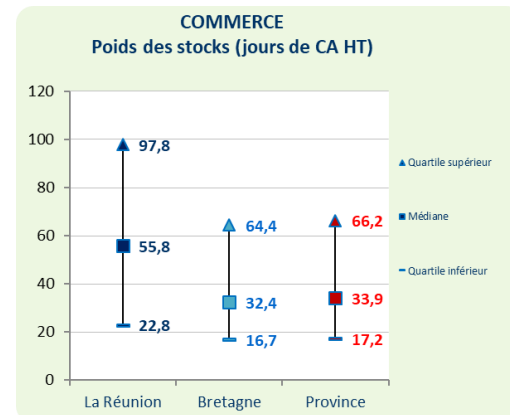
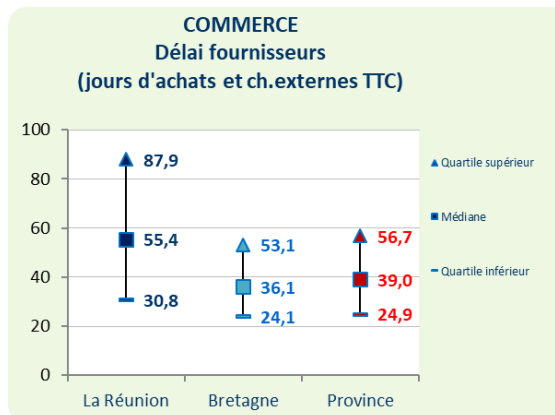
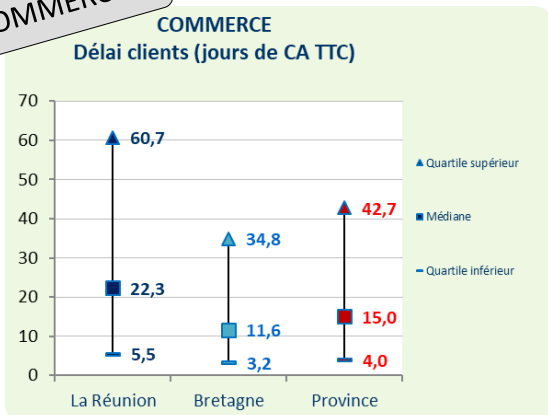
FOURNISSEURS



STOCKS



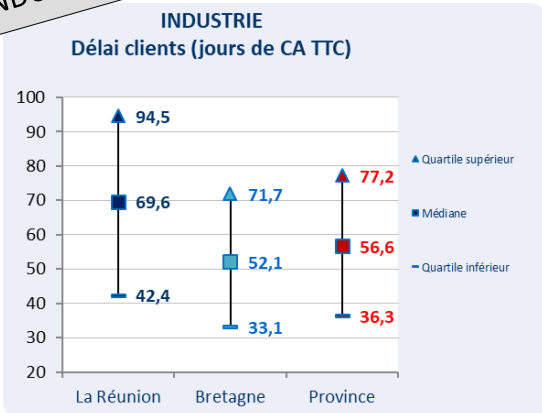
COMMERCE



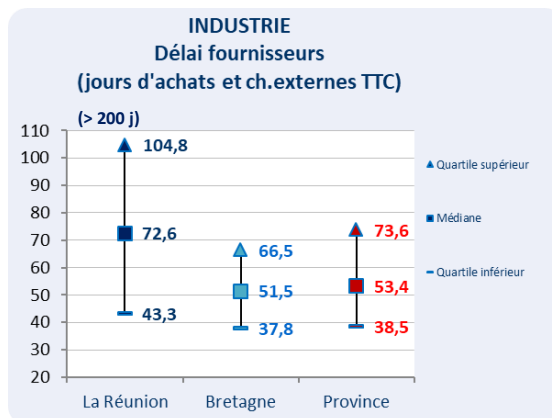
LES BESOINS EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION EN 2018

CLIENTS

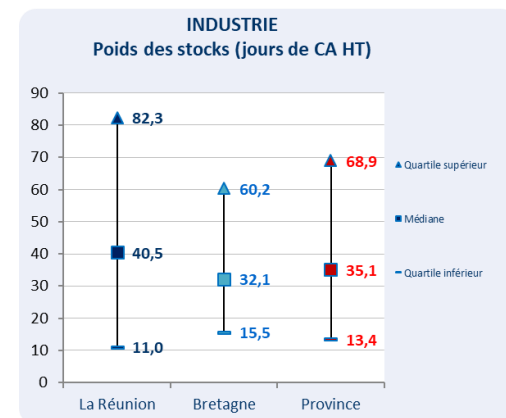
INDUSTRIE



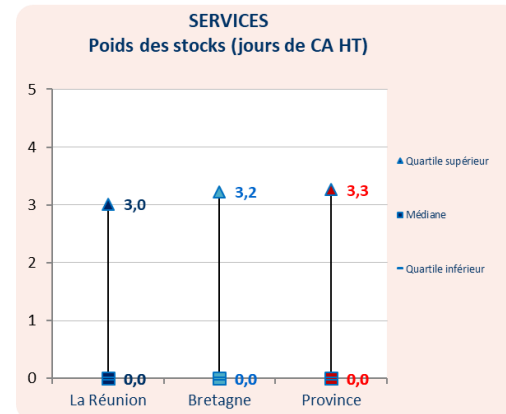
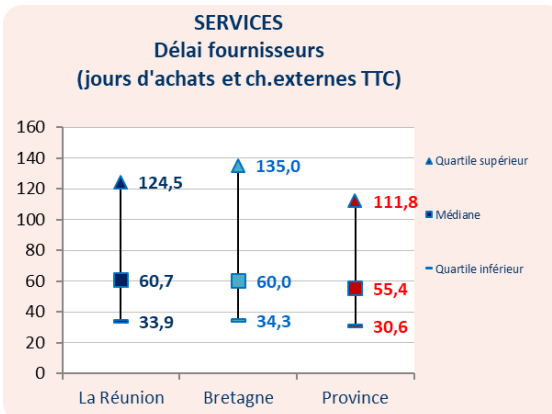
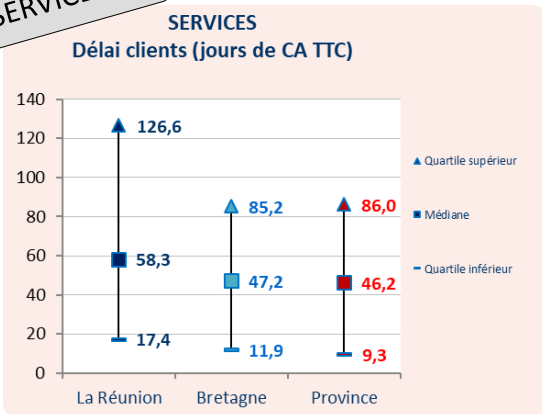
FOURNISSEURS



STOCKS



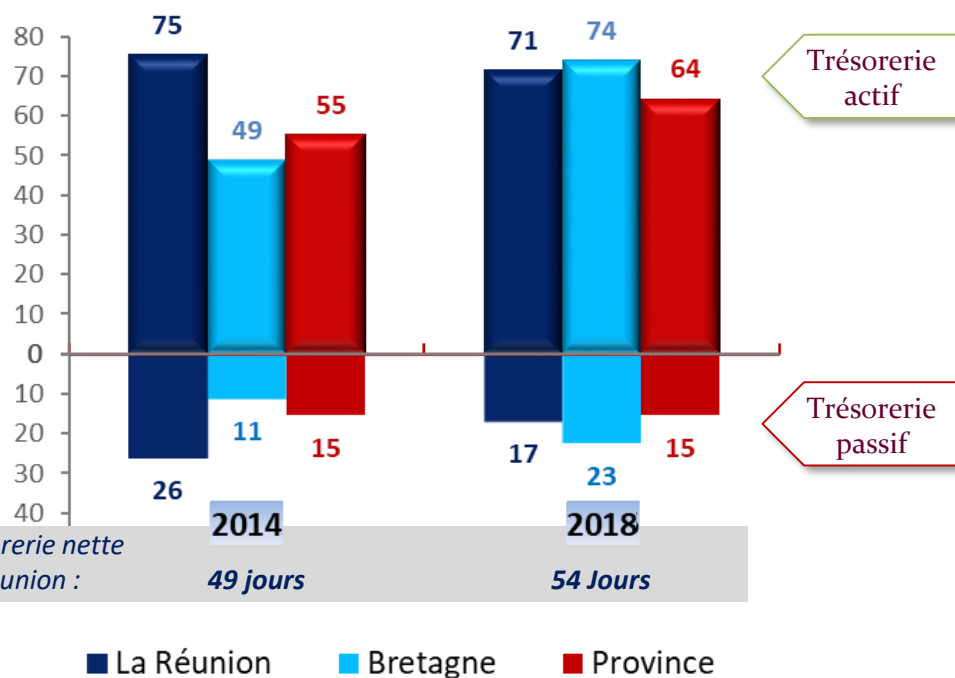
SERVICES



LES TRÉSORERIES SONT IMPORTANTES ET EN HAUSSE SUR LA PÉRIODE

En 2018, la trésorerie nette disponible à La Réunion est supérieure à celle détenue en moyenne en Bretagne et en Province
(54 jours en 2018 contre 51 jours en Bretagne et 49 jours en Province)

TRÉSORERIE EN JOURS DE CHIFFRE D'AFFAIRES



Trésorerie Actif :

Les disponibilités sont importantes et relativement stables sur la période

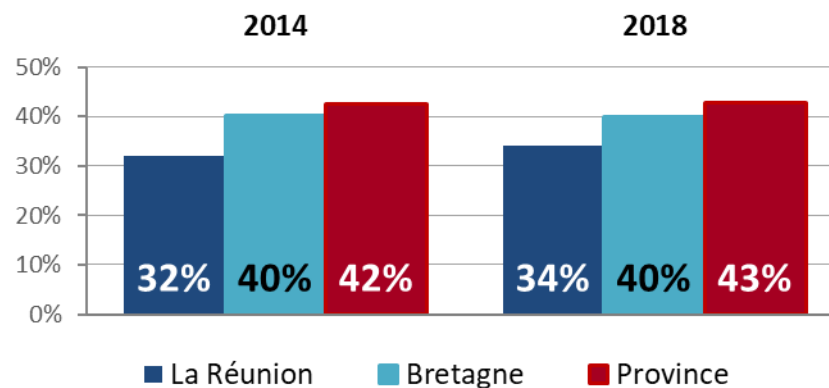
Trésorerie passif :

Le recours aux crédits à court terme est en baisse et représente trois semaines de chiffre d'affaires en 2018

LES FONDS PROPRES SE SONT RENFORCÉS SUR LA PÉRIODE

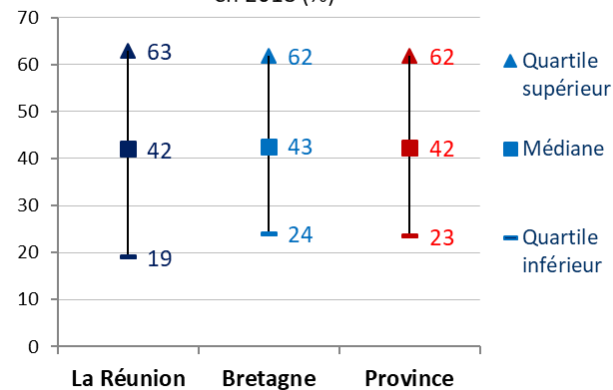
Le niveau des fonds propres a été renforcé sur la période mais reste globalement inférieur à la moyenne des territoires de comparaison

Poids des fonds propres dans le total bilan en %



Fin 2018, 1 entreprise sur 4 dispose de moins de 19% de fonds propres

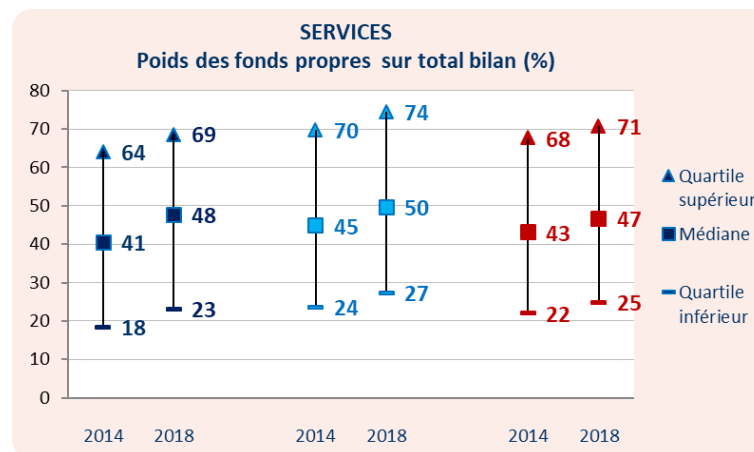
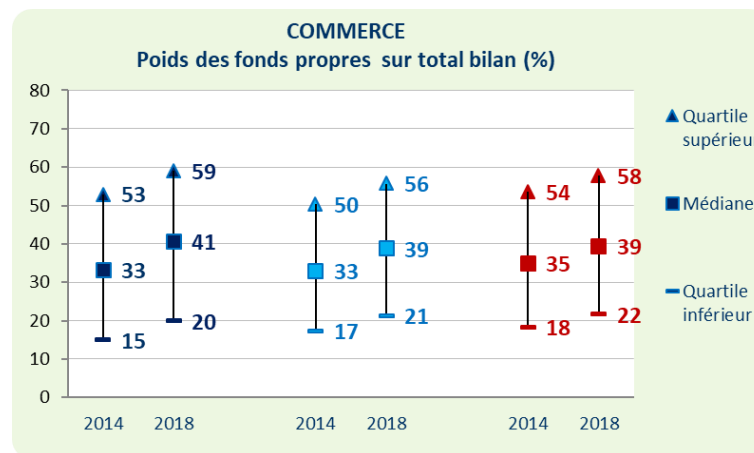
Poids des fonds propres sur total bilan en 2018 (%)



POIDS DES FONDS PROPRES PAR BRANCHE

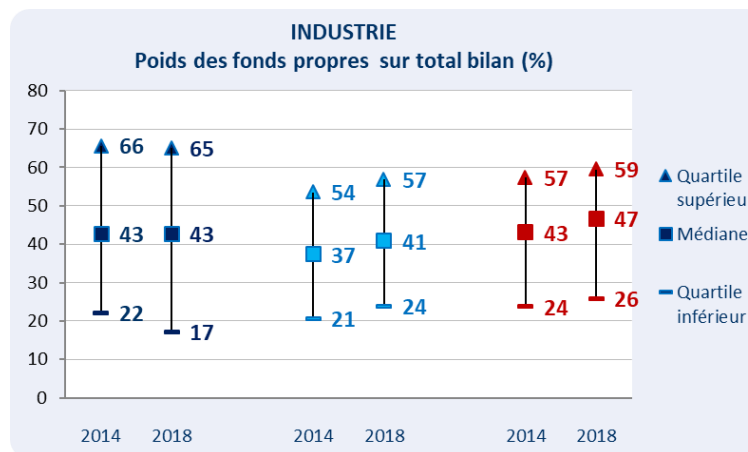
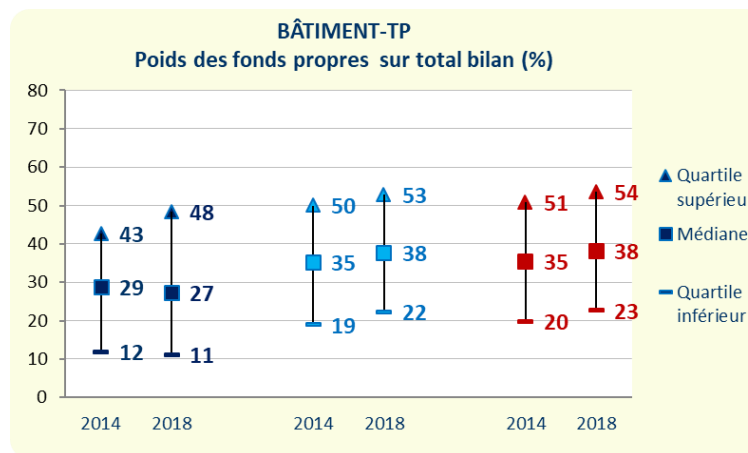
Commerce et Services :

Des fonds propres renforcés à un bon niveau d'ensemble pour les entreprises de commerce et des services

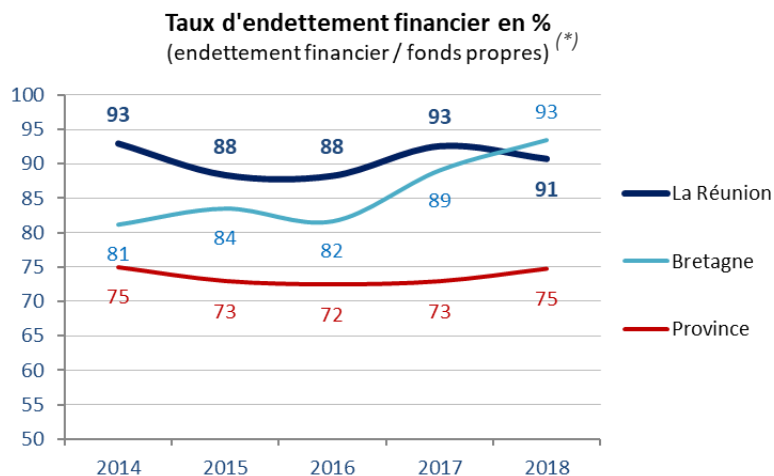


Bâtiment-TP et Industrie :

Des fonds propres relativement stables dans le BTP et l'industrie mais des fonds propres à renforcer pour 1 entreprise sur 4 (cf. quartile inférieur)



UN ENDETTEMENT MOYEN GLOBALEMENT STABLE



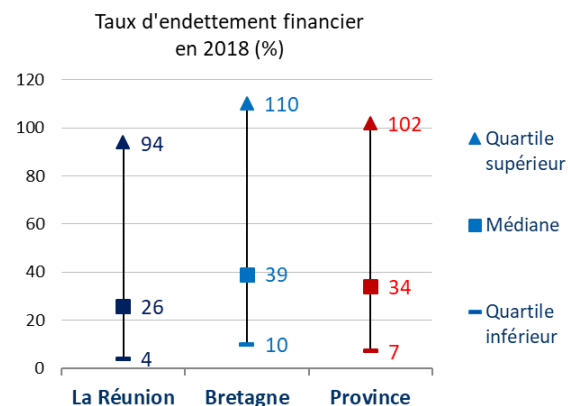
(*) Données retraitées de 3 grandes entreprises de locations immobilières (HLM)

Fin 2018, l'endettement total de La Réunion est comparable à la moyenne bretonne

Il est stable sur la période alors qu'il progresse sensiblement depuis 2 ans en Bretagne

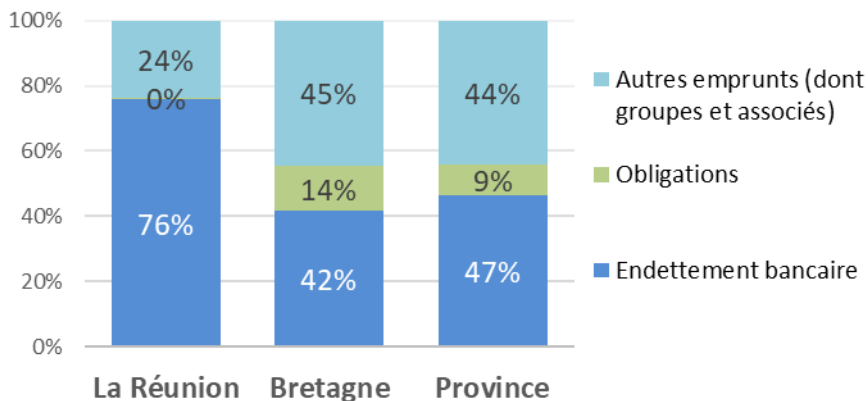
Un grand nombre d'entreprises faiblement endettées

1 entreprise réunionnaise sur 2 a un taux d'endettement inférieur à 26% contre 39% en Bretagne et 34% en métropole



L'ENDETTEMENT DES ENTREPRISES RÉUNIONNAISES EST COMPOSÉ MAJORITAIREMENT DE CRÉDITS BANCAIRES

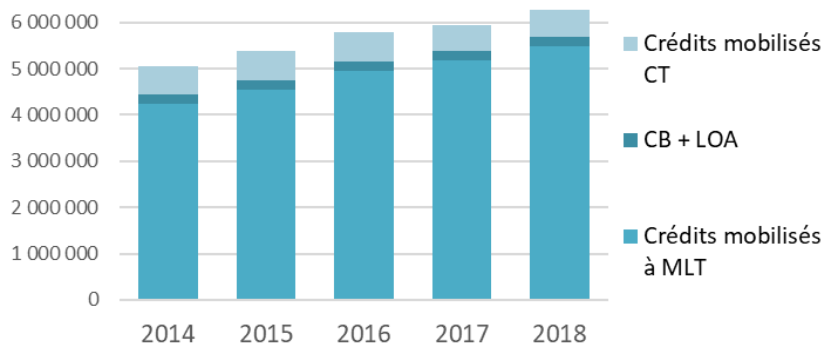
Composition de l'endettement financier en 2018 en %



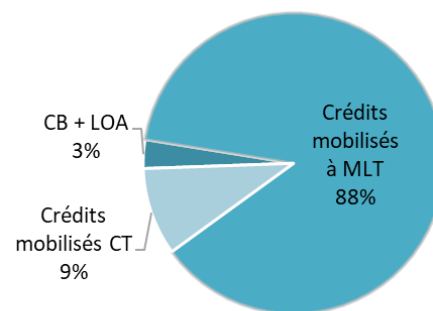
76% de l'endettement est d'origine bancaire

Au-delà de l'endettement bancaire (dont crédit-bail, location financière et effets portés à l'escompte), l'endettement financier inclut les obligations, les emprunts divers, avances conditionnées et dettes groupes et associés, dont les comptes-courants d'associés

Montant des crédits bancaires déclarés (en k€)



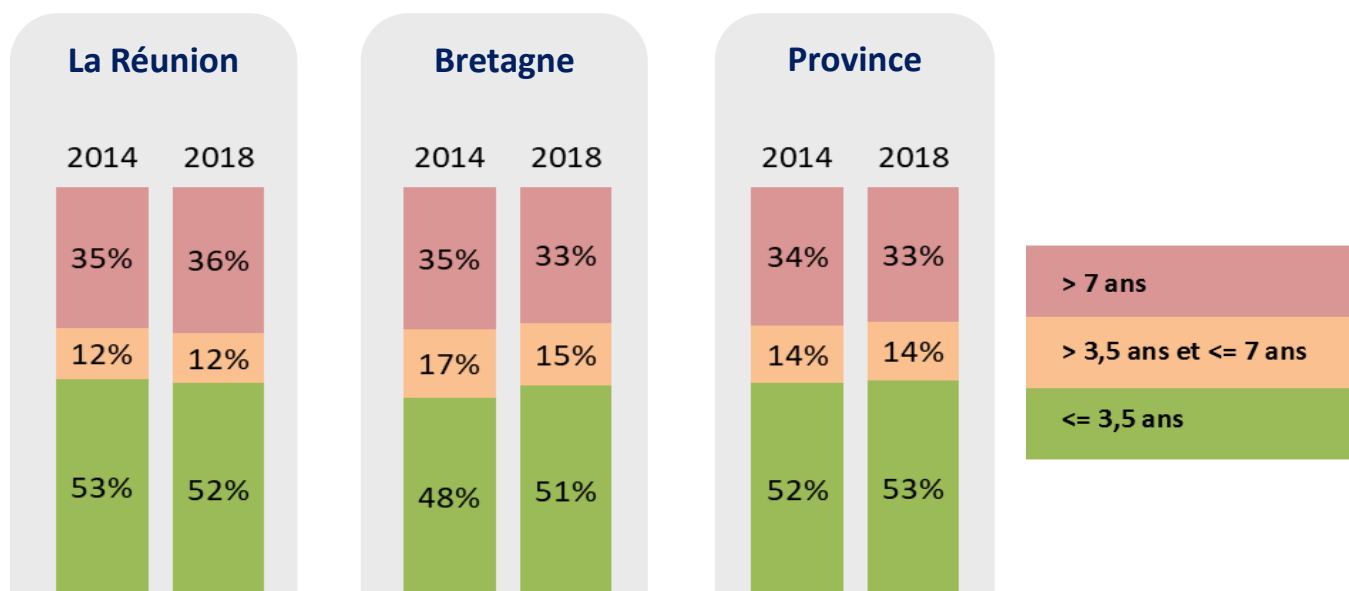
Répartition des crédits bancaires mobilisés en 2018 en %



DES NIVEAUX D'ENDETTEMENT EN PHASE AVEC LA RENTABILITÉ POUR 2/3 DES ENTREPRISES

L'augmentation de la part d'entreprises déficitaires, le dynamisme des politiques d'investissements, certes concentrées, et la stabilité de l'endettement se traduisent par un niveau constant d'entreprises à faible capacité de remboursement

La part d'entreprises à capacité de remboursement compromise (> 7 ans) est supérieure aux moyennes de Bretagne et de Province



Répartition des entreprises selon leur capacité de remboursement (endettement financier / Capacité d'autofinancement)

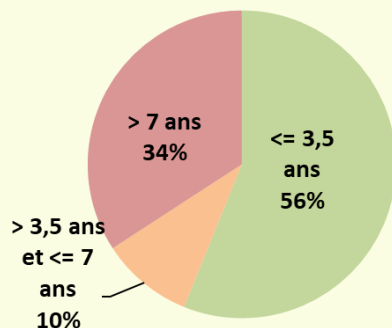
DANS LE BÂTIMENT-TP ET DANS L'INDUSTRIE, UNE SITUATION MOINS FAVORABLE QU'EN BRETAGNE ET EN MÉTROPOLE

Répartition des entreprises selon leur capacité de remboursement en 2018

LA RÉUNION

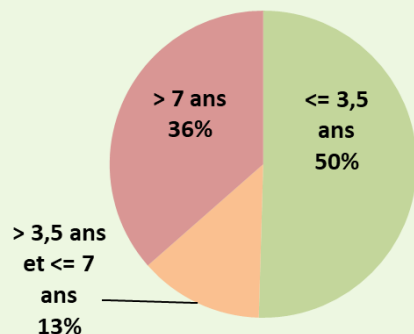
Bâtiment-TP

Répartition des entreprises selon leur capacité de remboursement



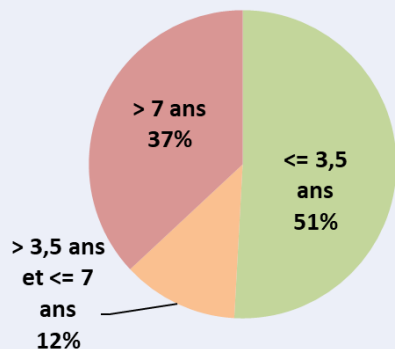
COMMERCE

Répartition des entreprises selon leur capacité de remboursement



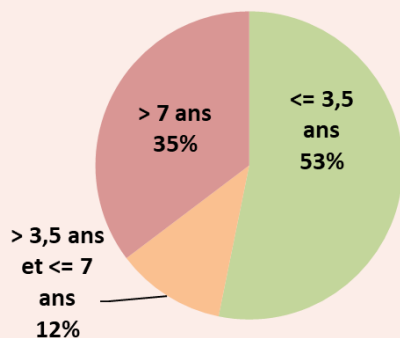
INDUSTRIE

Répartition des entreprises selon leur capacité de remboursement



SERVICES

Répartition des entreprises selon leur capacité de remboursement



Bretagne

	<= 3,5 ans	> 3,5 ans et <= 7 ans	> 7 ans
Bâtiment-TP	61%	13%	26%
Commerce	47%	17%	36%
Industrie	54%	15%	31%
Services	51%	15%	35%

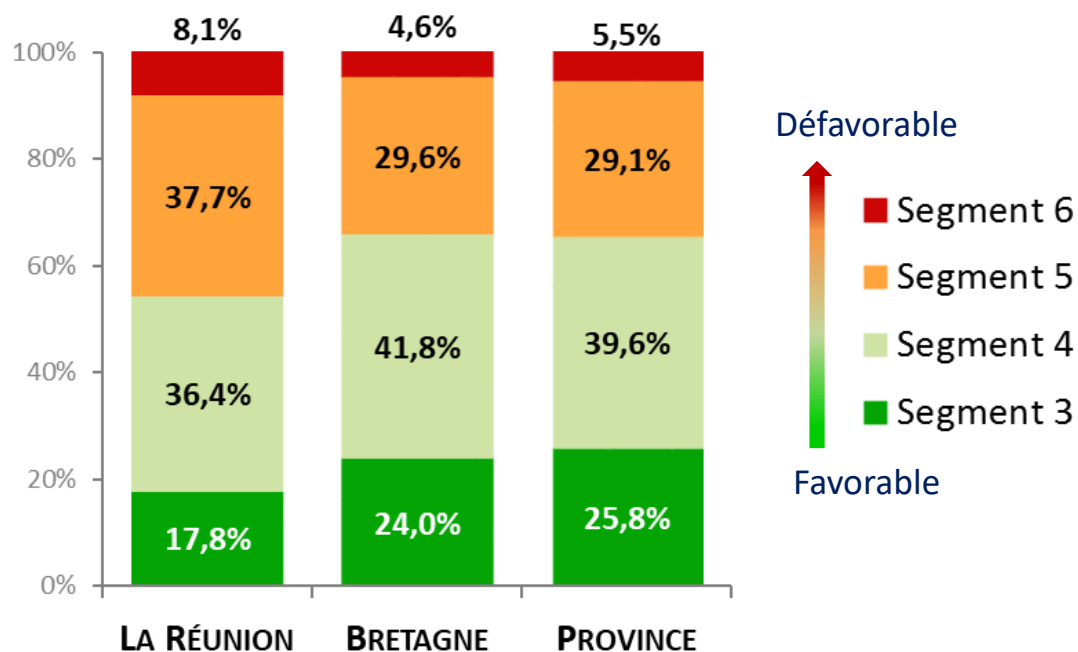
PROVINCE

	<= 3,5 ans	> 3,5 ans et <= 7 ans	> 7 ans
Bâtiment-TP	64%	11%	25%
Commerce	48%	16%	36%
Industrie	57%	14%	29%
Services	51%	14%	35%

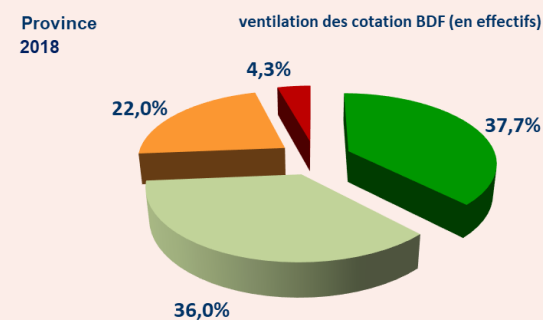
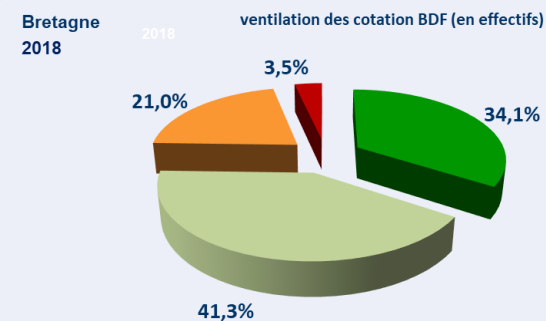
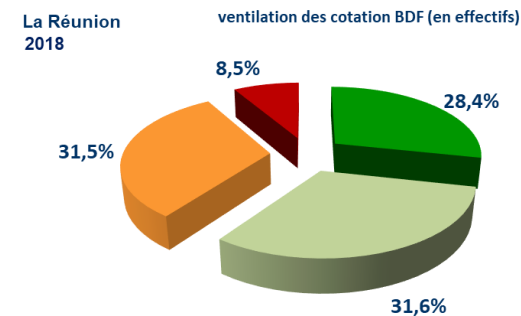
COTATION BANQUE DE FRANCE AU 31 DÉCEMBRE 2018

46 % des sociétés, représentant 40 % des effectifs
des entreprises significatives de La Réunion
en zone de fragilité (segments 5 et 6)
dont 145 entreprises employant ensemble 4 300 salariés
en zone de grande fragilité (segment 6)

Ventilation des cotations BDF
(en nombre d'entreprises) 2018



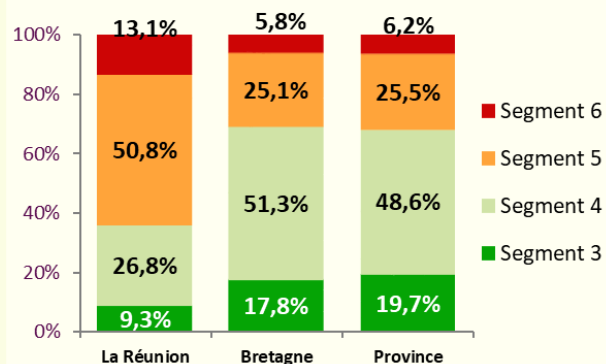
En effectifs



COTATION BANQUE DE FRANCE AU 31 DÉCEMBRE 2018

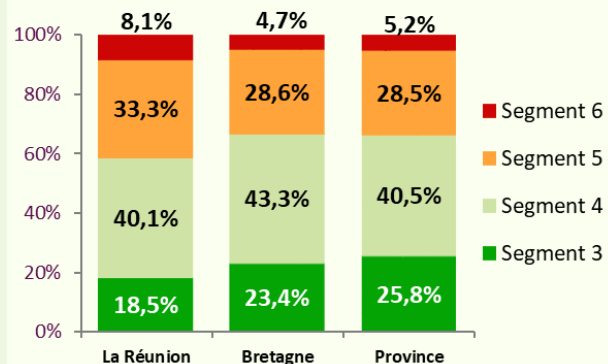
BÂTIMENT-TP - Ventilation des cotations BDF
(en nombre d'entreprises)

2018



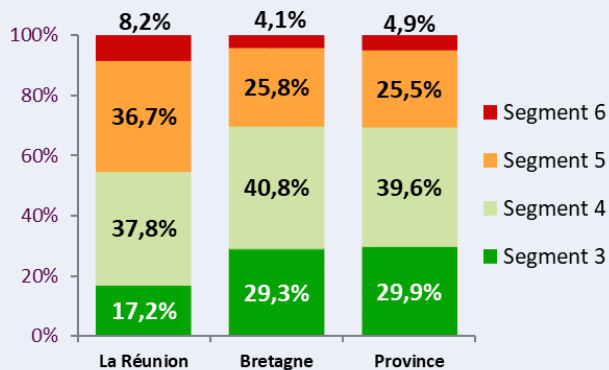
COMMERCE - Ventilation des cotations BDF
(en nombre d'entreprises)

2018



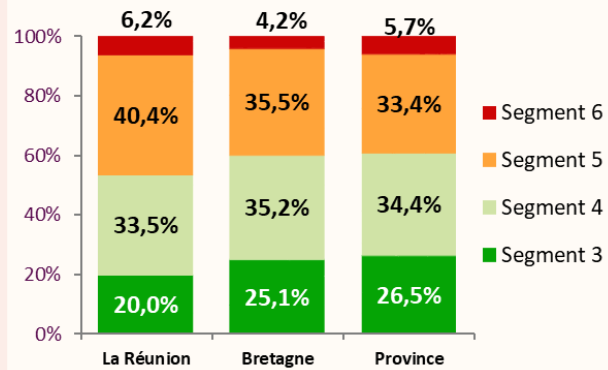
INDUSTRIE - Ventilation des cotations BDF
(en nombre d'entreprises)

2018



SERVICES - Ventilation des cotations BDF
(en nombre d'entreprises)

2018



SYNTHÈSE

- ❖ *Un tissu composé essentiellement de TPE (moins de 10 salariés)*
- ❖ *Une dynamique de créations d'entreprises en baisse depuis 3 ans*
- ❖ *un niveau de défaillances globalement faible en dépit d'un accroissement en fin de période, notamment dans le BTP*
- ❖ *Une forte contribution des activités de services et du commerce à la valeur ajoutée du territoire*
- ❖ *Un poids comparativement faible des grandes entreprises de plus de 250 salariés*
- ❖ *Des entreprises plus intégrées avec notamment un moindre recours à la sous-traitance et au personnel intérimaire*
- ❖ *Une croissance régulière de l'activité et de la valeur ajoutée, accompagnée d'une belle dynamique d'embauches, sauf dans l'industrie*
- ❖ *Un taux de marge brute d'exploitation globalement stable à un haut niveau mais concentré sur un nombre limité d'entreprises : 22% des entreprises ont un résultat courant avant impôt déficitaire (28% dans le BTP et 25% dans l'industrie)*

SYNTHÈSE

- ❖ *Un rendement net de la main d'œuvre plus élevé que les performances métropolitaines, sauf dans le BTP*
- ❖ *Des équipements récents et un bel effort d'investissements d'exploitation, néanmoins très concentré à l'image de l'investissement en métropole*
- ❖ *Des délais de paiement clients et fournisseurs longs*
- ❖ *Des situations financières globalement correctes mais des fonds propres à renforcer pour 1 entreprise sur 4, notamment dans le BTP et l'industrie*
- ❖ *En dépit d'un endettement faible, une capacité de remboursement mal assurée pour 1 entreprise sur 3 en raison d'une rentabilité insuffisante (BTP et industrie)*
- ❖ *une cotation Banque de France traduisant la fragilité de ces entreprises : plus de 8% des entreprises et des effectifs en zone de grande fragilité (segment 6) contre 6% des entreprises (4% des effectifs) en métropole. Ce constat est encore plus sensible pour les entreprises du BTP (13% des entreprises)*



ACSEL, UNE ANALYSE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE PERSONNALISÉE

FOCUS SUR LES LIENS FINANCIERS DES ENTREPRISES RÉUNIONNAISES

DÉNOMBREMENTS

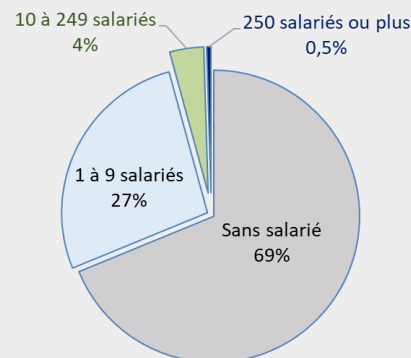
Données Insee 2017 :

En 2017, les secteurs marchands, non agricoles et non financiers de La Réunion regroupent :

- environ 45 000 entreprises (établissements secondaires inclus) dont 31 000 entreprises sans salarié
- 25,3 Mds€ de chiffre d'affaires
- 7,4 Mds€ de valeur ajoutée
- Environ 94 600 salariés

Source : Insee, É sane

Répartition du tissu d'entreprises par taille en effectifs en 2017 (établissements secondaires inclus) - Source : Insee, Esane



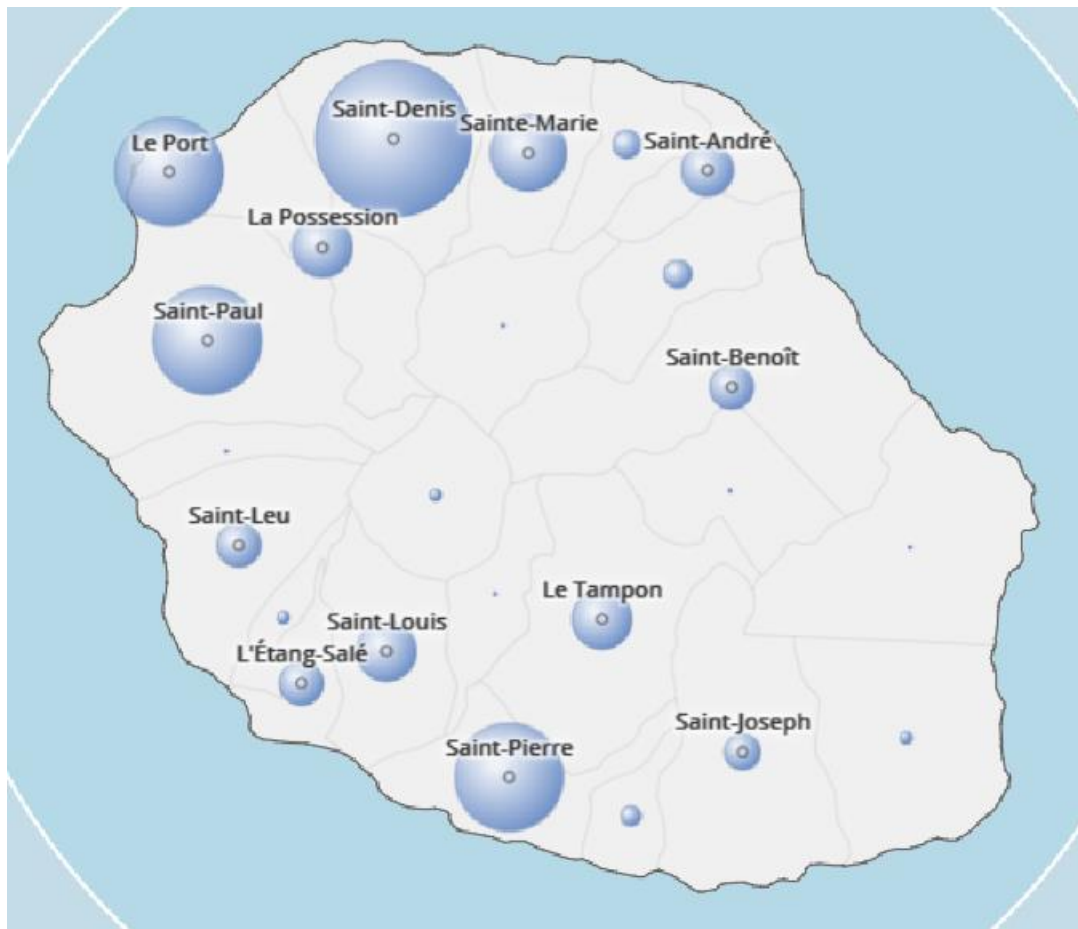
En 2018, la Banque de France a collecté et identifié les liens financiers de **2082 entreprises** dont le chiffre d'affaires est supérieur à 750 k€ et ayant leur siège social localisé sur le territoire de La Réunion :

Périmètre d'étude des liens financiers

	Nombre d'entreprises	Effectifs 2018	Chiffre d'affaires 2018	Valeur ajoutée 2018
• Bâtiment-TP	195	6 275	1,2 Mds€	0,3 Mds€
• Commerce	878	18 380	8,7 Mds€	1,3 Mds€
• Industrie	288	7 357	2,2 Mds€	0,6 Mds€
• Services	721	22 243	3,8 Mds€	1,8 Mds€
	2 082	54 255	15,9 Mds€	3,98 Mds€

Cet échantillon représente **5% des entreprises (15% des 14 000 entreprises avec salariés), 57% des effectifs, 63% du chiffre d'affaires et 54% de la valeur ajoutée** recensés par l'Insee en 2017

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES 2082 ENTREPRISES RECENSÉES



Répartition des entreprises réunionnaises
(nombre d'entreprises avec liens financiers recensés)



FOCUS SUR LES LIENS FINANCIERS DES ENTREPRISES RÉUNIONNAISES

1. DÉPENDANCE DÉCISIONNELLE : GROUPES, FILIALES ET INDÉPENDANTES

2. ORIGINE DES LIENS FINANCIERS DES ENTREPRISES RÉUNIONNAISES ET DES AUTRES DOM

2 082 Entreprises significatives

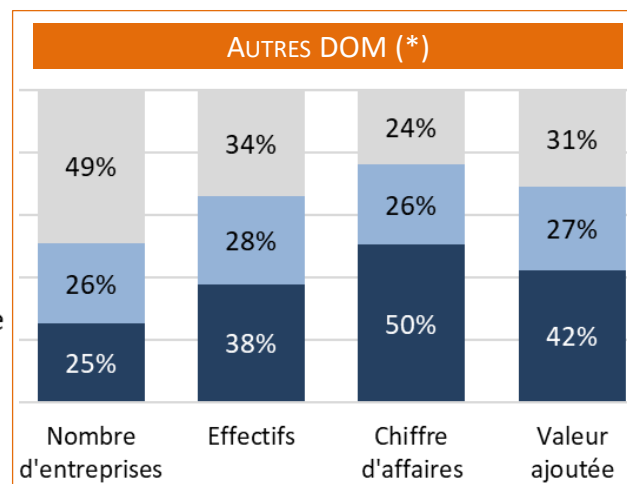
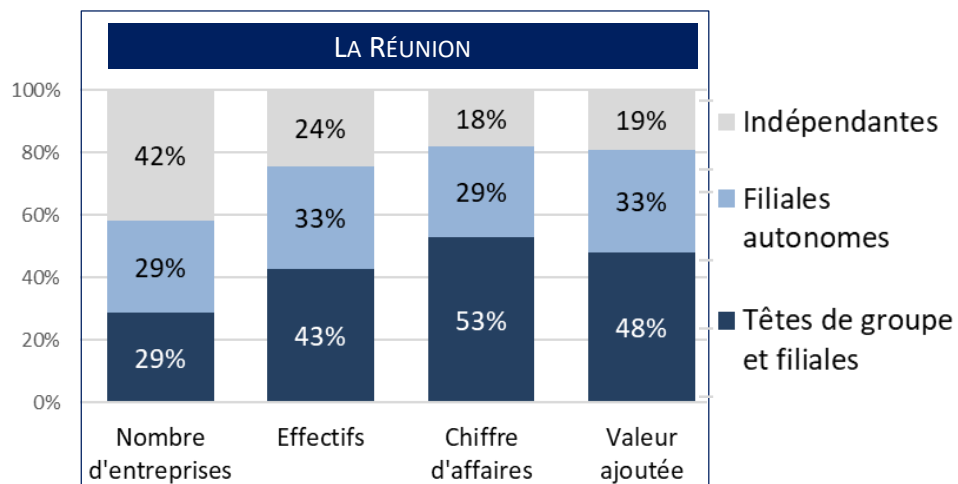
(CA > 750 k€)

ayant leur siège social
localisé à La Réunion

- ❖ *Lors de la cotation des entreprises, la Banque de France attribue trois indicateurs relatifs à la situation de chaque entreprise au regard d'une approche groupe. Ces indicateurs déterminent l'appartenance ou non à un groupe, la situation de l'entreprise au sein du groupe (Holding, sous-holding) et son niveau de dépendance décisionnelle. Sont ainsi identifiées :*
 1. Les têtes de groupe et filiales : entreprises intégrées dans un groupe consolidé
 2. Les filiales autonomes : entreprises attachées à un groupe simple (formel ou informel) mais à fonctionnement « autonome »
 3. Les entreprises indépendantes : entreprises détenues le plus souvent par une ou plusieurs personnes physiques
- ❖ *Les données du thème « dépendance décisionnelle » sont la synthèse de ces indicateurs appliqués aux entreprises identifiées sur le territoire.*

AUTONOMIE DÉCISIONNELLE : 6 ENTREPRISES RÉUNIONNAISES SUR 10 SONT APPARENTÉES À UN GROUPE

Répartition des entreprises (Chiffre d'affaires > 750 k€), des effectifs, du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée selon les liens financiers en 2018



(*) *Autres DOM* :
Guadeloupe,
Martinique,
Guyane,
Mayotte

Plus de la moitié de l'activité est portée par les entreprises apparentées à un groupe

58% des entreprises réunionnaises sont apparentées à un groupe, dont la moitié (53%) appartient à un groupe réunionnais

Ces entreprises produisent plus de 80% de la valeur ajoutée et emploient 76% des effectifs recensés (entreprises dont le CA est supérieur à 750 k€)

Cette approche doit toutefois considérer la part de filiales « autonomes » (29% des entreprises), lesquelles disposent d'une certaine autonomie décisionnelle

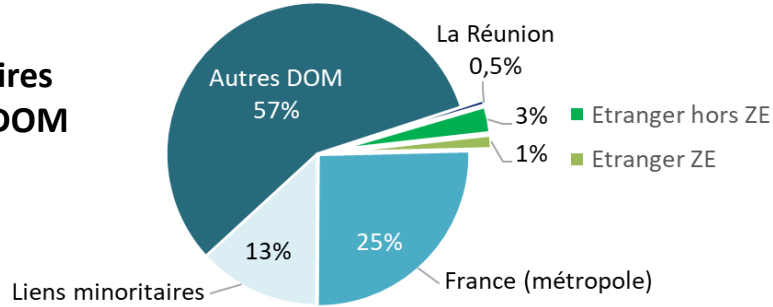
FOCUS SUR LES LIENS FINANCIERS DES ENTREPRISES RÉUNIONNAISES

1. DÉPENDANCE DÉCISIONNELLE : GROUPES, FILIALES ET INDÉPENDANTES
2. ORIGINE DES LIENS FINANCIERS DES ENTREPRISES RÉUNIONNAISES ET DES AUTRES DOM

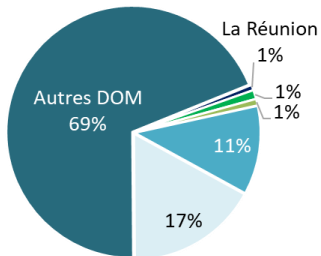
- ❖ *Ce thème propose l'analyse des liens financiers enregistrés dans les bases de données de la Banque de France concernant :*
 - ↳ 2 871 entreprises des autres DOM (Guadeloupe, Martinique, Guyane, Mayotte)
 - ↳ 2 019 entreprises ayant leur siège social localisé à la Réunion
 - ↳ 198 512 entreprises ayant leur siège social en Métropole
- ❖ *La répartition du capital social (« actionnariat ») des entreprises est collecté par les collaborateurs de la Banque de France, soit par l'exploitation des données comptables, soit par collecte directe auprès des entreprises dans le cadre des relations nouées entre le réseau de la Banque de France et les entreprises*

AUTRES DOM

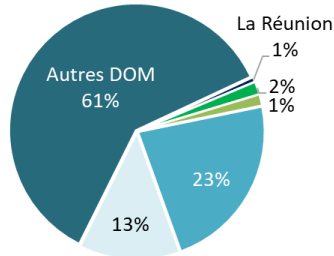
Répartition du **chiffre d'affaires** des entreprises des autres DOM selon la localisation de leurs liens financiers
(Chiffre d'affaires, en % du total)



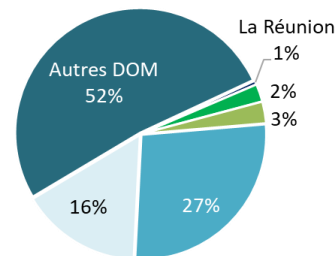
Répartition des entreprises



Répartition des effectifs



Répartition de la valeur ajoutée

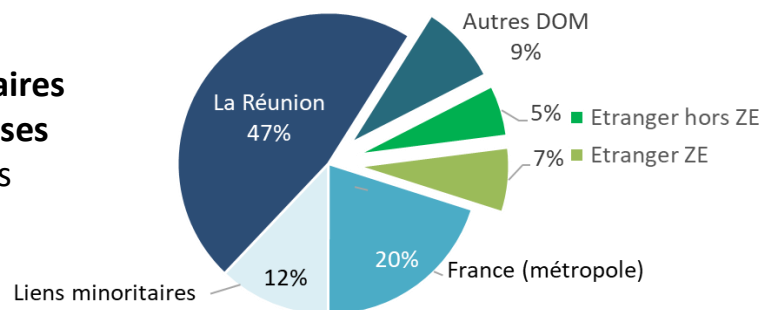


Dans les « autres DOM » (Guadeloupe, Martinique, Guyane et Mayotte), la majorité des entreprises (69%) ont leur centre décisionnel localisé dans les DOM, avec une très faible part de détention par des actionnaires réunionnais (1% des entreprises)

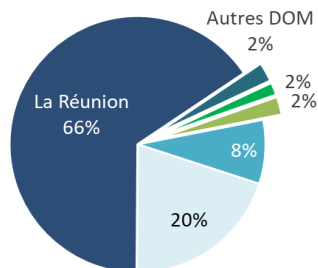
Les entreprises plus significatives semblent cependant être détenues par des structures ou personnes physiques localisées en métropole ou à l'étranger :

- ➔ 11% des entreprises couvrant 27% de la valeur ajoutée ont leur centre décisionnel en métropole
- ➔ 2% des entreprises couvrant 5% de la valeur ajoutée ont un actionnariat étranger

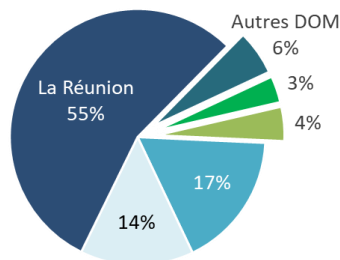
Répartition du **chiffre d'affaires** des entreprises réunionnaises selon la localisation de leurs liens financiers
(Chiffre d'affaires, en % du total)



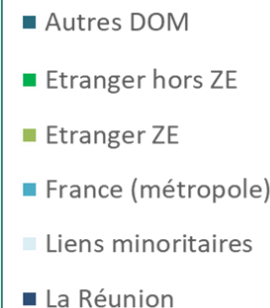
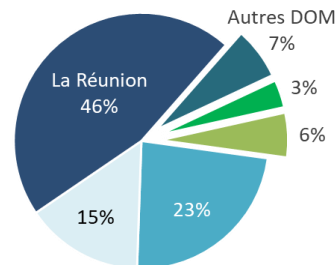
Répartition des entreprises



Répartition des effectifs



Répartition de la valeur ajoutée

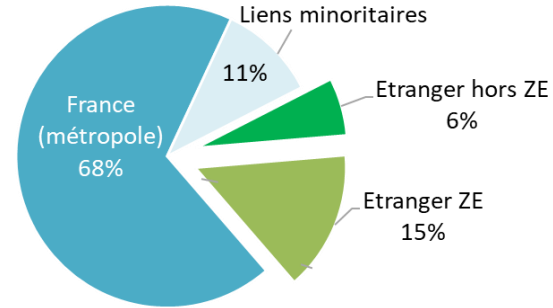


La Réunion se distingue des autres DOM par :

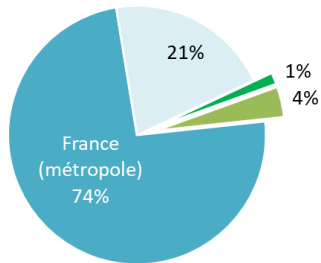
- *une moindre part de l'activité insulaire portée par des sociétés dont l'actionnaire majoritaire est localisé en métropole (23% contre 27% dans les autres DOM)*
- *une part deux fois plus importante de l'activité portée par des sociétés à détention étrangère (9% de la valeur ajoutée contre 5% dans les autres DOM)*

FRANCE
DE
PROVINCE

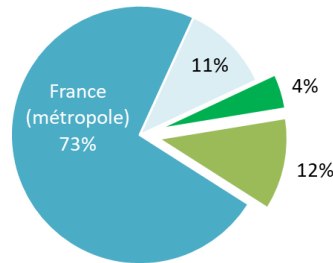
Répartition du **chiffre d'affaires des entreprises de France métropolitaine** selon la localisation de leurs liens financiers
(Chiffre d'affaires, en % du total)



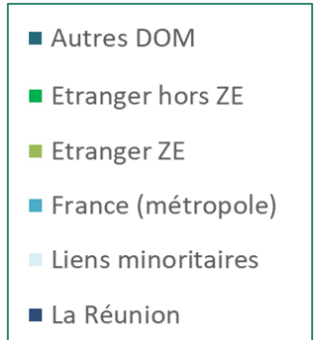
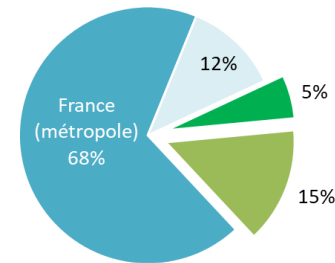
Répartition des entreprises



Répartition des effectifs



Répartition de la valeur ajoutée



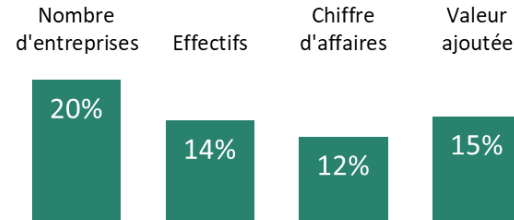
- En métropole, 3 entreprises sur 4 sont sous détention localisée en France métropolitaine
- Bien que relativement faibles en nombre (5% du total des entreprises recensées), les entreprises sous détention étrangère (ZE et hors ZE) emploient ensemble 16% des effectifs métropolitains recensés, réalisent 21% de l'activité et produisent 20% de la valeur ajoutée
- La part des liens minoritaires est relativement comparable sur les trois périmètre (La Réunion, Autres DOM, France de Province)

LOCALISATION DES CENTRES DE DÉCISION DES ENTREPRISES RÉUNIONNAISES

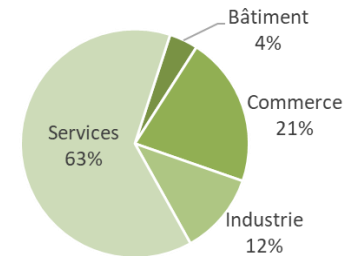
Typologie de l'actionnariat des « liens financiers minoritaires » en 2018

Liens minoritaires :

Poids des entreprises à détention partagée (2018, en % du total liens minoritaires + liens majoritaires)



Liens minoritaires :
Répartition de la valeur ajoutée 2018



Entreprises réunionnaises avec liens financiers minoritaires :

Répartition des entreprises, des effectifs, du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée selon la typologie de l'actionnariat

Type d'actionnariat	Nombre d'entreprises	Effectifs	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée
• Administration Publique	0,5%	0,6%	0,4%	0,7%
• Entreprises et Administration Publique	1,0%	8,8%	13,7%	22,5%
• Entreprises	18,2%	23,7%	25,8%	19,0%
• Entreprises et personnes physiques	11,8%	13,7%	12,6%	14,9%
• Personnes physiques	68,5%	53,2%	47,4%	42,9%
Total général	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

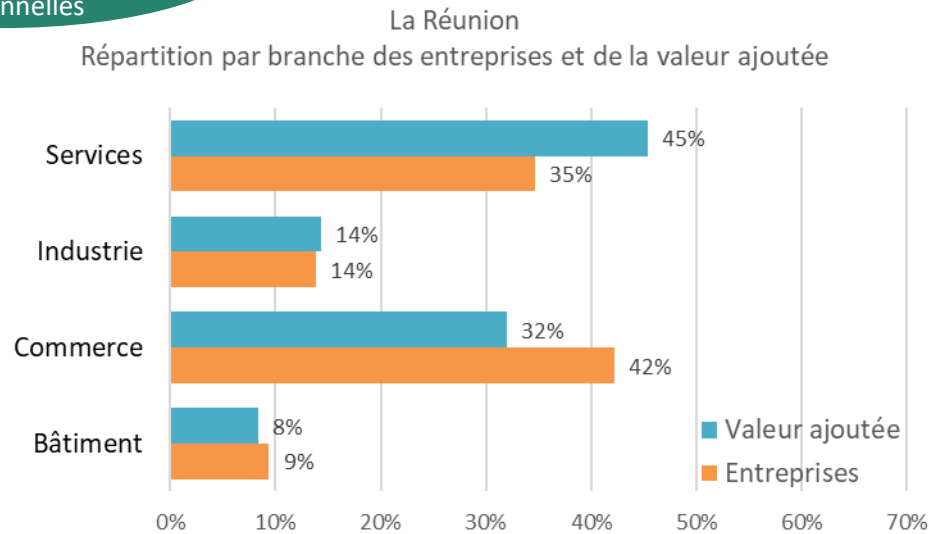
Les liens minoritaires correspondent à un actionnariat partagé entre plusieurs partenaires, particuliers, entreprises et/ou administration publique

La part d'entreprises à liens minoritaires est relativement comparable dans les autres DOM et à La Réunion, couvrant 20% des entreprises et 15% de la valeur ajoutée (respectivement 17% et 16% dans les autres DOM)

RÉPARTITION PAR BRANCHE – TOUTES SOCIÉTÉS RÉUNIONNAISES (*)

Ensemble des sociétés réunionnaises quelle que soit la localisation des instances décisionnelles

(*) Données étudiées à partir du fichier des entreprises détenues



Répartition établie à partir du fichier des entreprises détenues

42% des entreprises réunionnaises recensées exercent une activité de commerce mais ne produisent que 32% de la valeur ajoutée d'ensemble

Les services connaissent un positionnement inverse (35% des entreprises produisent 45% de la valeur ajoutée)

ACTIVITÉ DES SOCIÉTÉS DÉTENUES PAR DES CAPITAUX ÉTRANGERS

Focus :
Sociétés réunionnaises à
capitaux localisés à l'étranger

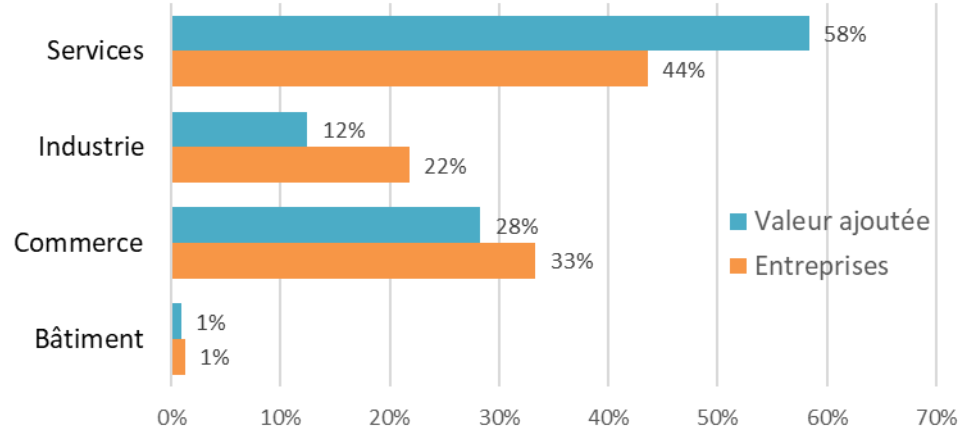
4% des entreprises réunionnaises
ont leur centre décisionnel localisé
à l'étranger

Elles représentent :

- 7% des effectifs
- 12% du chiffre d'affaires
- 9% de la valeur ajoutée

de l'ensemble des entreprises
réunionnaises recensées

Liens financiers à l'étranger :
Répartition par branche de la valeur ajoutée et des entreprises à
détention localisée à l'étranger



Répartition établie à partir du fichier des entreprises détenues

Les entreprises réunionnaises sous détention localisée à l'étranger exercent principalement des activités de services (44% des sociétés détenues)

La répartition de valeur ajoutée produite par les sociétés sous détention étrangère est le reflet de cette orientation dans les services et, dans une moindre mesure, du commerce



ACSEL, UNE ANALYSE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE PERSONNALISÉE